EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franç ^e et Tanger	FRANCE et Colonies	ÉTRANGER
3 MOIS	15 fr.	18 fr.	36 fr.
6 MOIS	25 »	30 »	60 »
1 AN	40 »	50 »	100 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat.
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
Trésorier Général du Protectorat. Les paie-
 ments en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales } La ligne de 27 lettres
 réglementaires } 1 franc 50
 et judiciaires }

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922).

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

Dahir du 25 décembre 1926/19 joumada II 1345 habitant certains agents du Protectorat à remplir à titre transitoire les fonctions d'inspecteur du travail	2	Arrêté viziriel du 14 décembre 1926/8 joumada II 1345 portant création de djemâas de tribu dans le cercle de Missour (région de Taza)	8
Dahir du 29 décembre 1926/23 joumada II 1345 portant modifications au dahir du 6 janvier 1926/22 joumada II 1314 instituant une taxe intérieure de consommation sur les cartes à jouer	2	Arrêté viziriel du 14 décembre 1926/8 joumada II 1345 reportant la date des opérations de délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Cherarda (Petitjean)	8
Dahir du 29 décembre 1926/23 joumada II 1345 prolongeant la durée d'application du dahir du 30 novembre 1921/29 rebia I 1340 sur les emplois réservés	3	Arrêté viziriel du 14 décembre 1926/8 joumada II 1345 portant création de djemâas de tribu dans le cercle d'ltzer (région de Meknès)	9
Dahir du 30 décembre 1926/24 joumada II 1345 portant réglementation nouvelle de l'exportation des animaux de l'espèce bovine	3	Arrêté viziriel du 14 décembre 1926/8 joumada II 1345 autorisant l'acquisition par l'Etat d'un terrain de 460 mètres carrés, sis à Azemmour, pour la construction d'une perception dans cette localité	9
Arrêté viziriel du 26 novembre 1926/21 joumada I 1345 homologuant les opérations de délimitation de divers immeubles collectifs situés sur le territoire des tribus Beni Chegdal el Oued, Khalfia, Beni Chegdal el Raba (Dar Ould Zidouh)	3	Arrêté viziriel du 15 décembre 1926/9 joumada II 1345 modifiant l'article 5 de l'arrêté viziriel du 6 juin 1923/20 chaoual 1341 relatif aux entrepôts spéciaux des huiles minérales	9
Arrêté viziriel du 29 novembre 1926/23 joumada I 1345 modifiant l'arrêté viziriel du 6 février 1923/19 joumada II 1341 sur la police de la circulation et du roulage	5	Arrêté viziriel du 17 décembre 1926/11 joumada II 1345 portant création de la djemâa de tribu des Bou Maouijal (région de Taza)	10
Arrêté viziriel du 4 décembre 1926/29 joumada I 1345 portant modifications à l'organisation des djemâas de tribu du cercle des Beni M'Guuld	5	Arrêté viziriel du 17 décembre 1926/11 joumada II 1345 portant modifications à l'organisation des djemâas de tribu dans l'annexe de Mohirija (région de Taza)	10
Arrêté viziriel du 4 décembre 1926/29 joumada I 1345 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains nécessaires à la construction de la ligne de chemin de fer de Casablanca à Marrakech, pour la partie comprise entre les P. II. 2355 + 20 et 2450 + 47	5	Arrêté viziriel du 17 décembre 1926/11 joumada II 1345 autorisant l'acquisition par le domaine privé de l'Etat d'une parcelle de 600 mètres carrés sise à Mogador dans le lotissement industriel	10
Arrêté viziriel du 4 décembre 1926/29 joumada I 1345 complétant l'arrêté viziriel du 5 mai 1923/18 ramadan 1341 portant désignation des tribus de coutume berbère	7	Arrêté viziriel du 17 décembre 1926/11 joumada II 1345 ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dit « Gasba de Médiouna et dépendances », sis à Médiouna (Chaouïa-nord)	11
Arrêté viziriel du 13 décembre 1926/7 joumada II 1345 modifiant l'arrêté viziriel du 12 décembre 1922/22 rebia II 1341 portant création de bourses pour les élèves de l'enseignement supérieur franco-musulman	7	Arrêté viziriel du 25 décembre 1926/19 joumada 1345 concernant les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements industriels et commerciaux	11
Arrêté viziriel du 13 décembre 1926/7 joumada II 1345 incorporant au domaine municipal de Mogador un immeuble appartenant au domaine privé de l'Etat chérifien et inscrit au sommier de consistance des immeubles domaniaux de cette ville sous le n° 533 U	7	Arrêté viziriel du 25 décembre 1926/19 joumada II 1345 concernant les charges qui peuvent étre portées, trainées ou poussées par les enfants et les femmes	15
Arrêté viziriel du 14 décembre 1926/8 joumada II 1345 reportant la date des opérations de délimitation d'immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Oufad Bou Ziri (Settahnlieue)	8	Arrêté viziriel du 25 décembre 1926/19 joumada II 1345 portant création de circonscriptions d'inspection du travail	15
		Arrêté viziriel du 29 décembre 1926/22 joumada II 1345 complétant l'arrêté viziriel du 26 juin 1922/29 chaoual 1340 relatif à l'utilisation d'une voiture automobile par les fonctionnaires, pour les besoins du service	16
		Arrêté viziriel du 29 décembre 1926/22 joumada II 1345 complétant l'arrêté viziriel du 14 avril 1926/1 ^{er} chaoual 1344 fixant, à compter du 1 ^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des services actifs de la sécurité générale	16
		Arrêté viziriel du 30 décembre 1926/24 joumada II 1345 réglementant l'attribution des emplois réservés de commis des services financiers	16

Arrêté résidentiel du 16 décembre 1926 constituant au Maroc des conseils de révision pour la constitution de la classe 1927	17
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau dans une nappe souterraine à Marlimprey du Kiss	17
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur des projets d'autorisation de prise d'eau dans quatre puits, situés près de Berkane	18
Arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités soumettant à l'ordonnance architecturale certaines voies principales de la ville de Casablanca	19
Arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, déterminant les localités dans lesquelles la vérification des poids et mesures sera effectuée en 1927 et l'époque de cette vérification.	19
Arrêté du directeur de l'Office des P. T. T. relatif à l'extension des attributions de l'agence postale d'El Borouj	20
Arrêté du directeur de l'Office des P. T. T. relatif à la fixation de l'équivalent du franc-or servant à établir les taxes télégraphiques internationales.	20
Décision du chef du service de la conservation de la propriété foncière fixant les conditions, formes et programmes de l'examen d'aptitude au grade de secrétaire de conservation, au service de la conservation de la propriété foncière.	20
Décision du chef du service de la conservation de la propriété foncière fixant le programme de concours pour l'emploi de commis du service de la conservation de la propriété foncière.	22
Ordonnance du premier président de la cour d'appel de Rabat instituant à Settat une audience foraine du tribunal de paix de Casablanca (circonscription sud).	23
Délibération du conseil de réseau des chemins de fer à voie de 0 ^m 60, en date des 8 novembre et 6 décembre 1926, portant modification et majorations de tarifs et ouverture d'un arrêté	23
Autorisations d'association	25
Nomination des membres des djemâas de tribu du cercle d'Ouezzan.	25
Nomination des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Zaïan.	26
Délégation dans les fonctions d'inspecteur du travail	26
Créations d'emploi	26
Nominations, promotions et licenciement dans divers services.	26
Promotions réalisées en application du dahir du 27 décembre 1924 sur les rappels de services militaires	27
Erratum au « Bulletin Officiel » n° 737, du 7 décembre 1926, page 2303.	27

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de mise en recouvrement des rôles du tertib et des prestations de 1926 pour les contribuables européens et assimilés.	27
Situation de la Banque d'Etat du Maroc au 30 novembre 1926	27
Avis de mise en recouvrement des rôles des patentes de la localité de Ber Rechid (2 ^e émission), du contrôle civil de Casablanca-banlieue (2 ^e émission) et de la ville de Settat (4 ^e émission), pour l'année 1926.	27
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisitions n° 3338 à 3366 inclus ; Avis de clôtures de bornages n° 1487, 2212, 2389, 2446, 2492, 2502, 2563, 2644, 2659, 2660 et 2810. — Conservation de Casablanca : Délivrance de nouveaux duplicata concernant les réquisitions n° 891, 2571 et 3498 ; Extraits de réquisitions n° 9661 à 9690 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 2085, 2895, 3401, 8422, 8910, 8911 et 9456 ; Nouveaux avis de clôtures de bornages n° 2085, 2675 et 3401 ; Avis de clôtures de bornages n° 5623, 6133, 7433, 7618, 7650, 7733, 7798, 7928, 8066, 8407, 8105, 8110, 8208, 8228, 8243, 8248, 8353, 8368, 8798, 8815 et 8854. — Conservation d'Oujda : Extraits de réquisitions n° 1691, 1692, 1693 et 1694 ; Avis de clôtures de bornages n° 1248, 1286 et 1501. — Conservation de Marrakech : Extraits de réquisitions n° 1187, 1188 et 1189 ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 989 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 980 ; Avis de clôtures de bornages n° 643, 821 et 832. — Conservation de Meknès : Extraits de réquisitions n° 873, 874 et 875.	28
Annonces et avis divers	48

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 25 DÉCEMBRE 1926 (19 jourmada II 1345) habilitant certains agents du Protectorat à remplir à titre transitoire les fonctions d'inspecteur du travail.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — A titre transitoire, les fonctions d'inspecteur du travail, telles qu'elles sont déterminées par Notre dahir du 13 juillet 1926 (2 moharrem 1345) portant réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux, pourront être remplies par des agents désignés à cet effet par arrêté du secrétaire général du Protectorat.

ART. 2. — Sous réserve de se conformer aux obligations imposées aux inspecteurs du travail par le dahir précité, ces agents exerceront tous les droits et prérogatives accordés aux dits inspecteurs par le titre troisième du dit dahir.

ART. 3. — Les fonctions dévolues à titre transitoire en conformité de l'article premier du présent dahir prendront fin deux mois après la prise de service des fonctionnaires recrutés en qualité d'inspecteur du travail dans les conditions qui seront déterminées ultérieurement par arrêté de Notre Grand Vizir.

Fait à Casablanca, le 19 jourmada II 1345,
(25 décembre 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

DAHIR DU 29 DÉCEMBRE 1926 (23 jourmada II 1345) portant modifications au dahir du 6 janvier 1926 (22 jourmada II 1344) instituant une taxe intérieure de consommation sur les cartes à jouer.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 3° de l'article premier de Notre dahir du 6 janvier 1926 (22 jourmada II 1344) instituant une taxe intérieure de consommation sur les cartes à jouer est modifié de la façon suivante :

« 3° Un droit sur les jeux de cartes, fixé comme suit :

« Jeux à portrait espagnol

« Jeux de 40 cartes et moins : 0 fr. 75 le jeu ;

« Jeux de plus de 40 cartes : 1 franc le jeu.

« Jeux à portraits français et autres

« Jeux de 40 cartes et moins : 1 fr. 25 le jeu ;

« Jeux de plus de 40 cartes : 2 francs le jeu. »

ART. 2. — Le présent dahir aura effet à compter du 1^{er} janvier 1927.Fait à Rabat, le 23 jourmada II 1345,
(29 décembre 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1926.

Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.**DAHIR DU 29 DÉCEMBRE 1926 (23 jourmada II 1345)**
prolongeant la durée d'application du dahir du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340) sur les emplois réservés.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

En vue d'assurer aux victimes de la guerre un privilège analogue à celui qu'ils retirent de la loi française du 30 janvier 1923,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — La période pendant laquelle les bénéficiaires du dahir du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340) jouiront d'un droit de préférence pour l'obtention de certains emplois réservés dans les administrations publiques du Maroc, est prolongée jusqu'au 14 juillet 1928.

Fait à Rabat, le 23 jourmada II 1345,
(29 décembre 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.**DAHIR DU 30 DÉCEMBRE 1926 (24 jourmada II 1345)**
portant réglementation nouvelle de l'exportation des animaux de l'espèce bovine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'exportation, hors de la zone française de Notre Empire, des animaux mâles, castrés ou

non, de l'espèce bovine et l'exportation des femelles de la même espèce âgées de plus de huit ans, sont libres par les ports ouverts au commerce et par les postes de douane de la frontière algéro-marocaine et de la frontière de la zone espagnole.

ART. 2. — Les pénalités prévues aux articles 3 et 4 de Notre dahir du 14 janvier 1922 (15 jourmada I 1340) sont applicables aux infractions commises à l'encontre des dispositions du présent dahir ou des arrêtés pris pour son exécution.

ART. 3. — Notre dahir du 26 décembre 1923 (17 jourmada I 1342) est abrogé.

ART. 4. — Le présent dahir entrera en application le 1^{er} janvier 1927.Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1345,
(30 décembre 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 NOVEMBRE 1926

(21 jourmada I 1345)

homologuant les opérations de délimitation des immeubles collectifs situés sur le territoire des tribus Beni Chegdal el Oued, Khalfia, Beni Chegdal el Raba (Dar Ould Zidouh).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives;

Vu l'arrêté viziriel du 14 janvier 1925 (18 jourmada II 1343) ordonnant la délimitation des immeubles collectifs dénommés :

1^o Bled « Bañad », aux collectivités Ahl Menzel et Oulad Reguia ;2^o Bled « Menchia », aux collectivités Ahl Menzel, Oulad Reguia et Hallalma ;3^o Bled « Hallalma », à la collectivité Hallalma ;4^o Bled « Ajalna » ou encore « Hadiria », à la collectivité Ajalna ;5^o Bled « Oulad Driss », à la collectivité Oulad Driss ;6^o Bled « Oulad Si Mimoun », à la collectivité Oulad Si Mimoun ;7^o Bled « Khlott » et bled « Oulad Ahmed », aux collectivités Khlott et Oulad Ahmed,

situés sur le territoire des tribus Beni Chegdal el Oued, Khalfia, Beni Chegdal el Raba ;

Attendu que la délimitation des immeubles susnommés a été effectuée à la date fixée et que toutes les formalités antérieures et postérieures à cette opération, prescrites par les articles 3, 4, 5 et 7 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) ont été accomplies dans les délais légaux ;

Vu le procès-verbal en date des 14 et 18 mai 1925, établi par la commission prévue à l'article 2 du dahir précité, qui a procédé aux opérations de délimitation ;

Vu le certificat établi par le conservateur de la propriété foncière, à la date du 23 octobre 1926, conformément aux prescriptions de l'article 8 du même dahir et attestant :

1° Qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue sur une parcelle comprise dans le périmètre des immeubles collectifs délimités comme il est dit ci-dessus ;

2° Qu'aucune opposition à la délimitation du dit périmètre n'a fait l'objet du dépôt d'une réquisition d'immatriculation ;

Vu le plan sur lequel est indiqué le périmètre des immeubles collectifs délimités ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes, tuteur des collectivités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés :

1° Bled « Baïad », aux collectivités Ahl Menzel et Oulad Reguia ;

2° Bled « Menchia », aux collectivités Ahl Menzel, Oulad Reguia et Hallalma ;

3° Bled « Hallalma », à la collectivité Hallalma ;

4° Bled « Ajalna » ou encore « Hadiria », à la collectivité Ajalna ;

5° Bled « Oulad Driss », à la collectivité Oulad Driss ;

6° Bled « Oulad Si Mimoun », à la collectivité Oulad Si Mimoun ;

7° Bled « Khlott » et bled « Oulad Ahmed », aux collectivités Khlott et Oulad Ahmed, situés sur le territoire des tribus Beni Chegdal el Oued, Khalfia, Beni Chegdal el Raba, sont homologuées conformément aux dispositions de l'article 6 du dahir susvisé du 18 février 1924 (12 rejeb 1342).

ART. 2. — Les limites de ces immeubles et leurs superficies sont et demeurent fixées comme suit :

1° « Bled El Baïad », superficie : 406 hectares.

Limites :

De B. 1 à B. 4, terrain collectif des Oulad Smida (Oulad Arrif) ;

De B. 4 à B. 28, oued Oum Rebia ;

De B. 28 à B. 32, jardin appartenant à des Ahl Menzel ;

De B. 32 à B. 5, oued Oum Rebia ;

De B. 5 à B. 8, collectivité des Oulad Reguia (lieudit « Gaada ») ;

De B. 8 à B. 9, bled collectif « Menchia » aux collectivités Ahl Menzel, Oulad Reguia, Hallalma ;

De B. 9 à B. 22, terrains « melk » des Oulad Reguia ;

De B. 22 à B. 1, collectivité des Oulad Smida ;

2° « Bled Menchia », superficie : 797 hectares.

Limites :

De B. 8 (Baïad) à B. 6, bled collectif « Hallalma », aux Hallalma ;

De B. 6 à B. 7, bled collectif « Merija », aux Oulad Boubeker (Aït Roboa) ;

De B. 7 à B. 8, l'oued Daï et au delà les terrains collectifs des Oulad Boubeker précités ;

De B. 8 à B. 22 (Baïad), bled collectif des Beni Aoun (Oulad Arid) ;

De B. 22 (Baïad) à B. 11 et à B. 9 (Baïad), terrains « melk » appartenant à divers requérants ;

De B. 9 (Baïad) à B. 8 (Baïad), bled Baïad (collectif) ;

3° « Bled Hallalma », 246 hectares.

Limites :

De B. 8 (Baïad) à B. 1, l'oued Ouerna et au delà bled « El Gaada » (collectif ou melk), appartenant aux Oulad Reguia ;

De B. 1 à B. 5, melk des Hallalma ;

De B. 5 à B. 9, bled collectif des Ajalna (Beni Chegdal) ;

De B. 9 à B. 6 (Menchia), bled collectif des Oulad Boubeker (Aït Roboa) ;

De B. 6 (Menchia) à B. 8 (Baïad), bled collectif « Menchia » ;

4° « Bled Ajalna », 262 hectares.

Limites :

De B. 5 (Hallalma) à B. 3 melk des Hallalma ;

De B. 3 à B. 6, melk des Ajalna ;

De B. 6 à B. 7, melk des Hammadi ben Reza Driss ;

De B. 7 à B. 9 (Hallalma), bled collectif des Oulad Boubeker (Aït Roboa) ;

De B. 9 (Hallalma) à B. 5 (Hallalma), bled collectif des Hallalma ;

5° « Bled Oulad Driss », 230 hectares.

Limites :

De B. 1 à B. 7, terrains melk des Oulad Driss ;

De B. 7 à B. 10, lieudit « Serirn », collectif ou melk des Oulad Driss ;

De B. 10 à B. 7 (Ajalna), terrain collectif appartenant aux Oulad Boubeker ;

De B. 7 (Ajalna) à B. 13 et B. 1, terrains melk des Oulad Driss ;

6° « Bled Oulad Si Mimoun », 986 hectares.

Limites :

Première parcelle :

De B. 1 à B. 5, terrain collectif ou melk appartenant aux Ahl Sous (Bradia des Oulad Mohammed Relad, Beni Amir est) ;

De B. 5 à B. 15, terrain collectif ou melk appartenant aux Oulad Ali (des Oulad Mohammed Relad) ;

De B. 15 à B. 16, Oulad Saïd des Aït Roboa ;

De B. 16 à B. 17, piste de 10 mètres de Tamezzouzt vers Beni Mellal et au delà Chaabet Ouerna formant merja ;

De B. 17 à B. 1, Ksar, douar, cimetière et kouba de Sidi Othman ;

Deuxième parcelle :

De B. 21 à B. 26, Oulad Ayad, des Aït Roboa ;

De B. 26 à B. 29, bled « Serirn », collectif indivis appartenant aux collectivités Oulad Si Mimoun, Oulad Ahmed et Oulad Driss ;

De B. 29 à B. 21, l'Ouerna ;

7° « Bled Khlott et Oulad Ahmed », 430 hectares.

Limites :

De B. 1 à B. 9, terrain melk des Oulad Driss ;

De B. 9 à B. 16, terrain collectif des Ahl Merbah (Oulad Reguia) ;

De B. 16 à B. 18, terrains de cultures des Aït Cheikh El Maâti ben Rouaoud (Khlott) ;

De B. 18 à B. 25, bled collectif des Ahl Sous (Bradia) ;

De B. 25 à B. 27, Salah ben Doh Ahmidi ;

De B. 27 à B. 1 (Oulad Mimoun), bled collectif des Ahl Sous ;

De B. 1 (Oulad Mimoun) à B. 33, l'Ouerna ;
De B. 33 à B. 1, melk Oulad Driss.

Les limites ci-dessus énoncées sont indiquées par un liséré rose sur le plan annexé au présent arrêté.

Fait à Rabat, le 21 jourmada I 1345,
(26 novembre 1926),

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 décembre 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 29 NOVEMBRE 1926
(23 jourmada I 1345)

modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 6 février 1923 (19 jourmada II 1341) sur la police de la circulation et du roulage.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 11 décembre 1922 (21 rebia II 1341) sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage, modifié et complété par le dahir du 13 mai 1925 (19 chaoual 1343) ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1923 (19 jourmada II 1341) sur la police de la circulation et du roulage, modifié et complété par l'arrêté viziriel du 13 mai 1925 (19 chaoual 1343),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le 4° alinéa de l'article 40 de l'arrêté viziriel susvisé du 6 février 1923 (19 jourmada II 1341), modifié par l'arrêté viziriel du 13 mai 1925 (19 chaoual 1343), est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, l'enregistreur de vitesse n'est pas obligatoire pour les véhicules de moins de 15 places. »

ART. 2. — Les dispositions de l'article 51 de l'arrêté viziriel susvisé du 6 février 1923 (19 jourmada II 1341), tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 13 mai 1925 (19 chaoual 1343) sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 51. — Dispositions spéciales aux véhicules affectés à des transports occasionnels ou accidentels.

« Sont rangés dans cette catégorie tous véhicules mis à la disposition du public moyennant rétribution occasionnelle ou accidentelle.

« Sont applicables à ces véhicules :

« 1° L'article 36 relatif à la déclaration, à l'exception des prescriptions relatives aux lieux de départ et de destination, aux itinéraires à emprunter, aux horaires ;

« 2° L'article 37 relatif aux freins ;

« 3° L'article 39 relatif à l'éclairage ;

« 4° L'article 40 relatif à la réception, à l'exception des prescriptions relatives à l'enregistreur de vitesse ;

« 5° L'article 41 relatif à l'autorisation de circuler et de stationner ;

« 6° L'article 42 relatif aux indications diverses, à l'exception des prescriptions relatives aux horaires et aux tarifs ;

« 7° L'article 46 relatif aux mesures d'hygiène et de propreté.

« Les voitures de place affectées à des services de ville sont soumises aux règlements édictés par les autorités municipales. »

Fait à Rabat, le 23 jourmada I 1345,
(29 novembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 4 DÉCEMBRE 1926
(29 jourmada I 1345)

portant modifications à l'organisation des djemâas de tribu du cercle des Beni M'Guild.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribu et de fraction, modifié par le dahir du 11 mars 1924 (5 chaabane 1342) ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 août 1924 (28 moharrem 1343) portant création de djemâas de tribu dans le cercle des Beni M'Guild ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 4 et 5 de l'arrêté viziriel susvisé du 30 août 1924 (28 moharrem 1343) sont abrogées.

ART. 2. — Il est créé dans le caïdat des Irchlaouen et Aït Arfa du Tigrigra une djemâa de tribu comprenant 10 membres.

ART. 3. — Le directeur général des affaires indigènes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1345,
(4 décembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 décembre 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 4 DÉCEMBRE 1926
(29 jourmada I 1345)

relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains nécessaires à la construction de la ligne de chemin de fer de Casablanca à Marrakech, pour la partie comprise entre les P. H. 2355 + 20 et 2450 + 47.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifié et complété par les dahirs des 8 novembre 1914 (19 hija 1332),

3 mai 1919 (2 chaabane 1337), 15 octobre 1919 (19 moharem 1338) et 17 janvier 1922 (18 joumada I 1340) ;

Vu le dahir du 2 septembre 1920 (18 hija 1338) déclarant d'utilité publique le chemin de fer à voie normale de Casablanca à Marrakech (section de Settat à Marrakech) ;

Vu la convention en date du 29 juin 1920 portant concession à la Compagnie des chemins de fer du Maroc de différentes lignes de chemins de fer et, notamment, l'article 21 du cahier des charges y annexé ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte dans le territoire du cercle de Marrakech-banlieue du 18 août au 18 septembre 1926 ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont frappées d'expropriation, au profit de la Compagnie des chemins de fer du Maroc, les parcelles désignées sur l'état ci-après, savoir :

Numéro du plan du chemin de fer	NATURE DES PROPRIÉTÉS	NOMS, PRÉNOMS ET DOMICILE des propriétaires présumés	Contenance des emprises	OBSERVATIONS
1	1/2 Tensift.	Oued.....	H. A. C. »	Pour mémoire.
2	Labour et fossés d'irrigation.	Si Rehal ben Si Abselem, douar du cheikh Taar Chelig.....	2 31 58	
3	Labour, fossés d'irrigation, séguia.	Si Abd ben Si Lherbidi, douar du cheikh Taar Chelig.....	1 22 53	
4	Palmeraie.	Société commerciale française au Maroc, représentée par M. Israël (chemin de la Koutoubia à Marrakech).....	2 99 90	
5	Palmeraie. Inculte.	Ahmed bel Haj, douar du cheikh Taar Chelig..... Khalifat Brek ben Lachmi, Marrakech.....	24 42 62 60	
6	Labour, sentiers, fossés d'irrigation.		1 32 3	
7	Piste.		»	Pour mémoire.
8	Labour, fossés d'irrigation, séguia. Inculte.	Khalifat Brek ben Lachmi, Marrakech.....	1 19 45 26 99	
9	Labour.	Si Idriss ben Mifed, derb Lokser, Marrakech.....	83 30	
10	Labour, 1/2 séguia.	Lamine ben Kerbouchi, derb Sidi Merkouf, Marrakech.....	1 6 22	
11	Labour, fossés d'irrigation, séguia. Inculte.	Si Hassen ben Aomar, derb Cherfa, Marrakech.....	1 55 87 1 18 20	
12	Inculte, séguia.	Habous.....	3 53	
13	Route n° 9 de Mazagan à Marrakech.		»	Pour mémoire.
14	Inculte, fossés d'irrigation. Labour, fossés d'irrigation, rétara.	Sultan Moulay Youssef, Rabat.....	40 50 4 20 32	
15	Piste.		»	Pour mémoire.
16	Labour, rétara.	Sultan Moulay Youssef, Rabat.....	82 46	
17	Inculte, oued, égout, séguia.	Génie militaire.....	91 9	
18	Piste.		»	Pour mémoire.
19	Inculte.	Génie militaire.....	37 32	
20	Piste.		»	Pour mémoire.
21	Inculte, rétara, fossés d'irrigation, séguia.	Génie militaire.....	2 75 82	
22	Inculte, sentier.	Domaines.....	8 33	
23	Piste.		»	Pour mémoire.
24	Inculte, rétara.	Domaines { Partie à acquérir..... Partie réservée.....	53 60 8 72 44	
25	Piste.		»	Pour mémoire.
26	Inculte, rétara, ravine.	Domaines, partie réservée.....	9 73 27	
27	Piste.		»	Pour mémoire.
28	Inculte.	Domaines, partie réservée.....	50 23	
29	Piste.		»	Pour mémoire.
30	Inculte, rétara, ravines.	Domaines, partie réservée.....	3 50 42	
31	Piste.		»	Pour mémoire.
32	Inculte, ravines.	Domaines, partie réservée.....	8 93 10	
33	Piste.		»	Pour mémoire.
34	Inculte, rétara, Construction.	Domaines { Partie réservée..... Partie à acquérir..... Partie à acquérir.....	23 21 92 3 90 9 9 80	
35	Route n° 10 de Mogador à Marrakech.		»	Pour mémoire.
36	Route n° 10 de Mogador à Marrakech.		»	Pour mémoire.
37	Piste.		»	Pour mémoire.
38	Inculte.	Domaines { Partie réservée..... Partie à acquérir.....	17 88 73 74	

ART. 2. — Le délai pendant lequel les propriétaires désignés peuvent rester sous le coup de l'expropriation est fixé à deux ans.

ART. 3. — Le présent arrêté sera notifié sans délai par les soins des caïds et par l'intermédiaire des autorités de contrôle aux propriétaires intéressés, occupants et usagers notoires.

ART. 4. — Dans un délai d'un mois à compter de la publication du présent arrêté au *Bulletin officiel* et dans les journaux d'annonces légales de la situation des lieux, les propriétaires seront tenus de faire connaître les fermiers et locataires et les détenteurs de droits réels sur leurs immeubles, faute de quoi ils resteront seuls chargés envers ces derniers des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Tous autres intéressés sont tenus de se faire connaître dans le même délai, faute de quoi ils seront déchu de tous droits.

*Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1345,
(4 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 4 DÉCEMBRE 1926
(29 jourmada I 1345)

complétant l'arrêté viziriel du 5 mai 1923 (18 ramadan 1341) portant désignation des tribus de coutume berbère.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 11 septembre 1914 (20 chaoual 1332) relatif à l'administration des tribus berbères de la zone française de l'Empire chérifien ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 mai 1923 (18 ramadan 1341) portant désignation des tribus de coutume berbère, modifié et complété par les arrêtés viziriels des 8 mars 1924 (2 chaabane 1342), 29 septembre 1924 (29 safar 1343), 21 octobre 1924 (21 rebia I 1343), 15 novembre 1924 (17 rebia II 1343) et 30 mars 1925 (5 ramadan 1343),

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les trois tribus des Aït Tsiouant, Aït Ali et Aït Hassan, du cercle de Missour, sont ajoutées à la liste des tribus désignées comme étant de coutume berbère par l'arrêté viziriel du 5 mai 1923 (18 ramadan 1341) susvisé.

*Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1345,
(4 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 13 DÉCEMBRE 1926

(7 jourmada II 1345)

modifiant l'arrêté viziriel du 12 décembre 1922 (22 rebia II 1341) portant création de bourses pour les élèves de l'enseignement supérieur franco-musulman

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 12 décembre 1922 (22 rebia II 1341) portant création de bourses pour les élèves de l'enseignement supérieur franco-musulman ;

Sur la proposition du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 6 de l'arrêté viziriel susvisé du 12 décembre 1922 (22 rebia II 1341) est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 6. — Le taux annuel de la bourse accordée ne peut dépasser six mille francs (6.000 fr.). »

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet à partir du 1^{er} novembre 1926.

*Fait à Rabat, le 7 jourmada II 1345,
(13 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 13 DÉCEMBRE 1926

(7 jourmada II 1345)

incorporant au domaine municipal de Mogador un immeuble appartenant au domaine privé de l'Etat chérifien et inscrit au sommier de consistance des immeubles domaniaux de cette ville sous le n° 533 U.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, notamment l'article 9 ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'immeuble inscrit au sommier de consistance des immeubles domaniaux de Mogador sous le n° 533 U., consistant en deux pièces situées au-dessus de Bab Doukkala, est remis gratuitement et en toute propriété à la municipalité de Mogador pour être incorporé au domaine privé de cette ville.

ART. 2. — Le chef du service des domaines et le chef des services municipaux de Mogador sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la remise et de la prise en charge

du dit immeuble dans les conditions fixées par les articles 2 et 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340).

*Fait à Marrakech, le 7 jourmada II 1345,
(13 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1926.

*Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 14 DÉCEMBRE 1926

(8 jourmada II 1345)

reportant la date des opérations de délimitation d'immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Ziri (Settat-banlieue).

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 3 juillet 1926 (22 hija 1344) fixant au 3 novembre 1926 la délimitation des immeubles collectifs dénommés :

- « Raba des Oulad Saïd ben Ali » ;
- « Raba des Oulad Amrane » ;
- « Raba des Oulad Yssek » ;
- « Raba des Toualet » ;
- « Raba des Touama »,

situés sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Ziri (Settat-banlieue) ;

Attendu que ces opérations ont dû être interrompues ;
Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les opérations de délimitation des immeubles collectifs ci-dessus désignés seront reprises le 15 avril 1927, à neuf heures, à Koudiat el Beïda, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

*Fait à Rabat, le 8 jourmada II 1345,
(14 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 14 DÉCEMBRE 1926

(8 jourmada II 1345)

portant création de djemâas de tribu dans le cercle de Missour (région de Taza).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribu et de fraction, modifié par le dahir du 11 mars 1924 (5 chaabane 1342) ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont créées dans le cercle de Missour les djemâas de tribu désignées ci-après :

Djemâa de tribu des Beni Hayoun, comprenant 4 membres ;

Djemâa de tribu des Maimoucha, comprenant 11 membres ;

Djemâa de tribu des Aït Youb, comprenant 6 membres ;

Djemâa de tribu des Aït Tsiouant, comprenant 7 membres ;

Djemâa de tribu des Oulad Ali, comprenant 5 membres ;

Djemâa de tribu des Beni Hassan, comprenant 8 membres.

ART. 2. — Le directeur général des affaires indigènes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 8 jourmada II 1345,
(14 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 14 DÉCEMBRE 1926

(8 jourmada II 1345)

reportant la date des opérations de délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Cherarda (Petitjean).

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 25 juin 1926 (13 hija 1344) fixant au 23 novembre 1926 les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Jemaa des Tekna », appartenant à la collectivité des Tekna, situé sur le territoire de la tribu des Cherarda (Petitjean) ;

Attendu que les opérations n'ont pu être effectuées à la date prévue ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Jemaa des Tekna », appartenant à la collectivité des Tekna, situé sur le territoire des Cherarda, prévus par l'arrêté viziriel susvisé du 25 juin 1926 (13 hija 1344), commenceront le 4 mars 1927, à neuf heures, à Mechra Ziar, sur l'oued Sebou, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

*Fait à Marrakech, le 8 jourmada II 1345,
(14 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 14 DÉCEMBRE 1926

(8 jourmada II 1345)

portant création de djemâas de tribu dans le cercle d'Itzer (région de Meknès).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribu et de fraction, modifié par le dahir du 11 mars 1924 (5 chaabane 1342) ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans la tribu des Irklaouen de la Moulouya une djemâa de tribu comprenant 6 membres.

ART. 2. — Il est créé dans la tribu des Aït Arfa de la Moulouya une djemâa de tribu comprenant 4 membres.

ART. 3. — Il est créé dans la tribu des Aït Mouli de la Moulouya une djemâa de tribu comprenant 3 membres.

ART. 4. — Il est créé dans la tribu des Aït Bougueman de la Moulouya une djemâa de tribu comprenant 5 membres.

ART. 5. — Il est créé dans la tribu des Aït Ayache de la Moulouya une djemâa de tribu comprenant 6 membres.

ART. 6. — Il est créé dans la tribu des Aït Kebel Lahram de la Moulouya une djemâa de tribu comprenant 4 membres.

ART. 7. — Il est créé dans la tribu des Aït Ali ou Ranim de la Moulouya une djemâa de tribu comprenant 5 membres.

ART. 8. — Le directeur général des affaires indigènes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 8 jourmada II 1345,
(14 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,*

URBAIN BLANC.**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 14 DÉCEMBRE 1926**

(8 jourmada II 1345)

autorisant l'acquisition par l'Etat d'un terrain de 460 mètres carrés, sis à Azemmour, pour la construction d'une perception dans cette localité.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien, modifié par le dahir du 20 décembre 1921 (19 rebia II 1340) et, notamment, l'article 21 ;

Vu la nécessité pour l'Etat chérifien d'acquérir une parcelle de terrain pour la construction d'une perception à Azemmour ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition par le domaine privé de l'Etat, moyennant le prix de neuf mille deux cents francs (9.200 fr.), d'une parcelle de terre d'une superficie de 460 mètres carrés, sise à Azemmour, rue Moulay Bouchaïb, contiguë à l'immeuble domanial n° 134 A. Z. U. et appartenant à Mohamed ben el Haj el Ouadoudi, Bouchaïb ben M'Hamed et Ahmed ben M'Hamed d'Azemmour.

ART. 2. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Marrakech, le 8 jourmada II 1345,
(14 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 DÉCEMBRE 1926

(9 jourmada II 1345)

modifiant l'article 5 de l'arrêté viziriel du 6 juin 1923 (20 chaoual 1341) relatif aux entrepôts spéciaux des huiles minérales.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 avril 1921 (11 chaabane 1331) sur le régime des entrepôts ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 juin 1923 (20 chaoual 1341) relatif aux entrepôts spéciaux des huiles minérales ;

Sur l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 5 de l'arrêté viziriel du 6 juin 1923 (20 chaoual 1341) relatif aux entrepôts spéciaux des huiles minérales est modifié comme suit :

« Article 5. — Les déficits résultant d'un cas de force majeure dûment constaté sont alloués en franchise.

« Il en est de même pour les déficits reconnus provenir de causes naturelles.

« Lorsqu'il s'agit d'établissements où les sorties ne sont pas contrôlées au moyen de bacs jaugeurs ou de compteurs enregistreurs de volume dans les conditions prévues par les règlements, le directeur général des finances est appelé à statuer sur les déficits attribués à des causes naturelles, lorsque les dits déficits dépassent 2 % du lot entreposé pour les essences et 1 % pour les autres huiles minérales, brais et résidus. »

*Fait à Rabat, le 9 jourmada II 1345,
(15 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 DÉCEMBRE 1926

(11 jourmada II 1345)

portant création de la djemâa de tribu des Bou Maouiat (région de Taza).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribu et de fraction, modifié par le dahir du 11 mars 1924 (5 chaabane 1342) ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une djemâa de tribu comprenant la tribu des Bou Maouiat, dont le nombre des membres est fixé à quatre.

ART. 2. — Le directeur général des affaires indigènes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 11 jourmada II 1345,
(17 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,*

URBAIN BLANC.**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 DÉCEMBRE 1926**

(11 jourmada II 1345)

portant modifications à l'organisation des djemâas de tribu dans l'annexe de Mahirija (région de Taza).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribu et de fraction, modifié par le dahir du 11 mars 1924 (5 chaabane 1342) ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 décembre 1923 (21 jourmada I 1342) réorganisant les djemâas de tribu du cercle de Mahirija ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 30 décembre 1923 (21 jourmada I 1342) concernant la djemâa de tribu des Ahl Rechida, Beni Kheleften et Ahl Admeur et la djemâa de tribu des Bou Yacoubat, Bou Rached, Timgueridine sont abrogées.

ART. 2. — Il est créé, pour les tribus Ahl Rechida, Beni Kheleften, Ahl Admeur, Oulad Hamid et Bou Yacoubat, une djemâa de tribu comprenant 12 membres.

ART. 3. — Il est créé, pour les tribus Ahl Bou Rached et Timgueridine, une djemâa de tribu comprenant 4 membres.

ART. 4. — Le nombre des membres de la djemâa de tribu des Beni Jelidassen, fixé à 15 par l'arrêté viziriel susvisé du 30 décembre 1923 (21 jourmada I 1342), est réduit à 12, à compter du 1^{er} janvier 1927.

ART. 5. — Le directeur général des affaires indigènes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 11 jourmada II 1345,
(17 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,*
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 DÉCEMBRE 1926

(11 jourmada II 1345)

autorisant l'acquisition par le domaine privé de l'Etat d'une parcelle de 600 mètres carrés sise à Mogador dans le lotissement industriel

LE GRAND VIZIR.

Vu l'article 21 du dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien ;

Considérant qu'il y a intérêt pour l'Etat chérifien à acquérir de la municipalité de Mogador, en vue de l'installation d'un dépôt pour le service anti-acridien, une parcelle de terrain d'une superficie de 600 mètres carrés, sise à Mogador, dans le lotissement industriel ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le domaine de l'Etat chérifien est autorisé à se rendre attributaire d'un lot de 600 mètres carrés sis à Mogador, dans le lotissement industriel, suivant les charges et obligations prévues au cahier des charges du 13 juin 1923, approuvé par le chef du service des contrôles civils et du contrôle des municipalités.

ART. 2. — Ce lot, qui est destiné à l'installation d'un dépôt pour le service anti-acridien, porte le n° 74 du lotissement industriel et est teinté en rose sur le plan annexé au présent arrêté.

ART. 3. — La location sera consentie moyennant un loyer annuel de cinq centimes par mètre carré et la vente après valorisation sera faite au prix de cinq francs le mètre carré. Cette location partira du jour du commencement des travaux.

ART. 4. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 11 jourmada II 1345,
(17 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,*
URBAIN BLANC.

RÉQUISITION DE DÉLIMITATION
concernant l'immeuble domanial dit « Casba de Médiouna et dépendances », sis à Médiouna (Chaouïa-nord).

LE CHEF DU SERVICE DES DOMAINES,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat chérifien, en vertu des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341),

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dit « Casba de Médiouna et dépendances », sis à Médiouna (circonscription de contrôle civil de Chaouïa-nord), ci-dessous décrit et délimité :

« Casba de Médiouna et dépendances », d'une superficie de 36 ha. 17 a. 50 ca., portant le n° 1502 du kounache du dar niaba et le n° 36 du sommier de consistance des biens domaniaux situés dans la tribu des Médiouna. Cet immeuble est limité :

Au nord : par les propriétés Thami ben Tahar et Maati ben Larbi ;

A l'est : par les propriétés de Thami ben Ali et Gandouri Lahsen ;

Au sud : par les propriétés de Ahmed Abbou et Jilali ould Aïcha ;

A l'ouest : par les propriétés de M. Bouvier.

L'immeuble est traversé du nord au sud par la route n° 7 de Casablanca à Marrakech.

Sur le terrain se trouvent : les constructions de la casba de Médiouna, l'infirmerie indigène, qui occupe une superficie de 6.850 mètres carrés ; le souk, et de nombreuses constructions édifiées par les locataires de l'Etat.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liseré rose au plan annexé à la présente réquisition.

Les opérations de délimitation commenceront le 4 avril 1927, à 8 heures.

La commission se réunira à la date et à l'heure susindiquées, devant la porte de la casba, sur la route n° 7 de Casablanca à Marrakech.

Rabat, le 30 novembre 1926.

FAVEREAU.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 DÉCEMBRE 1926

(11 jourmada II 1345)

ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dit « Casba de Médiouna et dépendances », sis à Médiouna (Chaouïa-nord).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1925 (25 rejeb 1341) ;

Vu la requête en date du 30 novembre 1926, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 4 avril 1927 les opérations de délimitation de l'immeuble makhzen dit « Casba de Médiouna et dépendances », sis à Médiouna (circonscription de contrôle civil de Chaouïa-nord),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dit « Casba de Médiouna et dépendances », conformément aux dispositions du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334).

ART. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 4 avril 1927. La commission se réunira le même jour, à 8 heures, devant la porte de la casba, sur la route n° 7 de Casablanca à Marrakech.

Fait à Rabat, le 11 jourmada II 1345,
(17 décembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 décembre 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 25 DÉCEMBRE 1926

(19 jourmada II 1345)

concernant les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements industriels et commerciaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 13 juillet 1926 (2 moharrem 1345) portant réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux et, notamment, ses articles 25, 26 et 27 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les emplacements affectés au travail dans les établissements visés par l'article premier du dahir du 13 juillet 1926 (2 moharrem 1345) seront tenus en état constant de propreté.

Le sol sera nettoyé à fond au moins une fois par jour avant l'ouverture ou après la clôture du travail, mais jamais pendant le travail.

Ce nettoyage sera fait soit par un lavage, soit à l'aide de brosses ou de linges humides si les conditions de l'exploitation ou la nature du revêtement du sol s'opposent au lavage.

Les murs et les plafonds seront l'objet de fréquents nettoyages.

Les enduits seront refaits toutes les fois qu'il sera nécessaire.

ART. 2. — Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques altérables, le sol sera rendu imperméable et toujours bien nivelé, les murs seront recouverts d'un enduit permettant un lavage efficace.

En outre, les murs et le sol seront lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire avec une solution désinfectante.

Un lessivage à fond avec la même solution sera fait au moins une fois par an.

Les résidus putrescibles ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail et seront enlevés au fur et à mesure, à moins qu'ils ne soient déposés dans des

réipients métalliques hermétiquement clos, vidés et lavés au moins une fois par jour.

ART. 3. — L'atmosphère des ateliers et de tous les autres locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fosses, puits, fosses d'aisances ou de toute autre source d'infection.

Dans les établissements qui déverseront les eaux résiduaires ou de lavage dans un égout public ou privé, toute communication entre l'égout et l'établissement sera munie d'un **intercepteur hydraulique**.

Cet intercepteur hydraulique sera fréquemment nettoyé et abondamment lavé au moins une fois par jour.

Les éviers seront formés de matériaux imperméables et bien joints ; ils présenteront une pente dans la direction du tuyau d'écoulement et seront aménagés de façon à ne dégager aucune odeur.

Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace.

ART. 4. — Les cabinets d'aisances seront complètement nettoyés au moins une fois par jour ; ils seront convenablement éclairés.

Ils ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner ; ils seront aménagés de manière à ne dégager aucune odeur.

Le sol et les parois seront en matériaux imperméables, les peintures seront d'un ton clair.

Il y aura au moins un cabinet pour cinquante personnes et des urinoirs en nombre suffisant.

Il ne pourra être établi aucun puits absorbant, ni aucune disposition analogue qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure et dans les conditions qu'elle aura prescrites.

ART. 5. — Dans les locaux fermés affectés au travail, le cube d'air par personne employée ne pourra être inférieur à 6 mètres cubes.

Le cube d'air sera de 10 mètres au moins par personne employée dans les laboratoires, cuisines, chais ; il en sera de même dans les magasins, boutiques et bureaux ouverts au public.

Un avis affiché dans chaque local de travail indiquera sa capacité en mètres cubes.

Les locaux fermés affectés au travail seront largement aérés et, en hiver, convenablement chauffés.

Ils seront munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors.

L'aération sera suffisante pour empêcher une élévation exagérée de température.

Ces locaux, leurs dépendances et, notamment, les passages et escaliers seront convenablement éclairés.

Les gardiens de chantiers devront disposer d'un abri et, pendant l'hiver, de moyens de chauffage.

ART. 6. — Les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques seront évacués directement au dehors des locaux de travail au fur et à mesure de leur production.

Pour les buées, vapeurs, gaz, poussières légères, il sera installé des hottes avec cheminées d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace.

Pour les poussières déterminées par les meules, les batteurs, les broyeurs et tous autres appareils mécaniques, il sera installé, autour des appareils, des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique.

Pour les gaz lourds, tels que les vapeurs de mercure, de sulfure de carbone, la ventilation aura lieu par descensum ; les tables ou appareils de travail seront mis en communication directe avec le ventilateur.

La pulvérisation des matières irritantes et toxiques ou autres opérations telles que le tamisage et l'embarillage de ces matières se feront mécaniquement en appareils clos.

L'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

ART. 7. — Pour les industries désignées par arrêté viziriel après avis du comité consultatif du travail, les vapeurs, les gaz incommodes et insalubres et les poussières seront condensés ou détruits.

ART. 8. — Il est interdit de laisser les ouvriers et employés prendre leur repas dans des locaux affectés au travail.

Toutefois, l'autorisation d'y prendre les repas pourra être accordée, en cas de besoin et après enquête, par le chef du service de l'administration générale, du travail et de l'assistance, sous les justifications suivantes :

1° Que les opérations effectuées ne comportent pas l'emploi de substances toxiques ;

2° Qu'elles ne donnent lieu à aucun dégagement de gaz incommodes, insalubres ou toxiques, ni de poussières ;

3° Que les autres conditions d'hygiène soient jugées satisfaisantes.

Les chefs d'établissement mettront à la disposition de leur personnel de l'eau de bonne qualité pour la boisson.

Un règlement intérieur limitera les quantités de vin, de bière, de cidre, de poiré, d'hydromel, non additionnées d'alcool, qui pourront être introduites et déterminera les heures et conditions auxquelles la consommation en sera autorisée.

Les chefs d'établissement mettront à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle, vestiaires avec lavabos.

Dans les établissements autres que ceux qui sont visés à l'article 30 du dahir du 13 juillet 1926 (2 moharrem 1345), un siège approprié sera mis à la disposition de chaque ouvrière ou employée à son poste de travail, dans tous les cas où la nature du travail sera compatible avec la station assise, continue ou intermittente.

Dans tous les autres cas, des sièges ou des bancs en nombre suffisant seront mis à la disposition collective des ouvrières et des employées à proximité des postes de travail. Un règlement intérieur déterminera les heures et conditions auxquelles l'usage de ces sièges ou bancs sera autorisé.

Les chefs d'établissement sont tenus de faire afficher les règlements mentionnés aux alinéas 4 et 7 du présent article dans les locaux où se font le recrutement et la paie du personnel et de veiller à leur exécution.

ART. 9. — Pendant les interruptions de travail, l'air des locaux sera entièrement renouvelé.

ART. 10. — Les moteurs ne seront accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance.

Les passages entre les machines, mécanismes, outils nus par ces moteurs auront une largeur d'au moins 80 centimètres ; le sol des intervalles sera nivelé.

Les cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds seront pourvus de solides barrières ou garde-corps.

Les ponts volants, passerelles pour le chargement ou le déchargement des navires devront former un tout rigide et être munis de garde-corps des deux côtés.

Les chefs d'établissement, par leurs règlements d'ateliers, interdiront aux ouvriers de coucher sur les fours à plâtre.

ART. 11. — Les monte-charge, ascenseurs, élévateurs seront guidés et disposés de manière que la fermeture du puits à l'entrée des divers étages ou galeries s'effectue automatiquement.

Ils seront disposés de manière que la voie de la cage du monte-charge et des contrepoids soit fermée, et que rien ne puisse tomber du monte-charge dans le puits.

Pour les monte-charge destinés à transporter le personnel, la charge devra être calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises.

Les monte-charge visés par le paragraphe précédent seront pourvus de freins, chapeaux, parachutes ou autres appareils préservateurs.

Les appareils de levage porteront l'indication du maximum de poids qu'ils peuvent soulever.

ART. 12. — Indépendamment des mesures de sécurité prescrites à l'article 24 du dahir du 13 juillet 1926 (2 moharrem 1345) et applicables, en tout cas, aux pièces mobiles de machines, câbles et courroies spécifiés au dit article, les autres pièces mobiles de machines, ainsi que les câbles et courroies, dans les cas où ils seraient reconnus dangereux, devront être munis de dispositifs protecteurs.

Les machines-outils à instruments tranchants, tournant à grande vitesse, telles que les machines à scier, fraiser, raboter, découper, hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables seront disposés de telle sorte que les ouvriers ne puissent, de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants.

On devra prendre autant que possible des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan de rotation ou aux abords immédiats d'un volant, d'une meule ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

Toute meule tournant à grande vitesse devra être montée ou enveloppée de telle sorte qu'en cas de rupture, ses fragments soient retenus, soit par les organes de montage, soit par l'enveloppe.

Une inscription très apparente, placée auprès des volants, des meules et de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse, indiquera le nombre de tours par minute qui ne doit pas être dépassé.

ART. 13. — La mise en train et l'arrêt des machines devront être toujours précédés d'un signal convenu.

ART. 14. — L'appareil d'arrêt des machines motrices sera toujours placé sous la main des conducteurs qui dirigent ces machines, et en dehors de la zone dangereuse.

Les contremaîtres ou chefs d'atelier, les conducteurs de machines-outils, métiers, etc..., auront à leur portée le moyen de demander l'arrêt des moteurs.

Chaque machine-outil, métier, etc... sera en outre installé et entretenu de manière à pouvoir être isolé par son conducteur de la commande qui l'actionne.

ART. 15. — Des dispositifs de sûreté devront être installés dans la mesure du possible pour le nettoyage et le graissage des transmissions et mécanismes en marche.

En cas de réparation d'un organe mécanique quelconque, son arrêt devra être assuré par un calage convenable de l'embrayage ou du volant ; il en sera de même pour les opérations de nettoyage qui exigent l'arrêt des organes mécaniques.

ART. 16. — a) *Sorties.* — Les portes des ateliers, bureaux et magasins de dépôt, où séjournent plus de dix employés ou ouvriers et, quelle que soit l'importance du personnel, les portes des ateliers, magasins, bureaux où sont manipulées des matières inflammables, celles des magasins de vente, doivent s'ouvrir de dedans en dehors, soit qu'elles assurent la sortie sur les cours, vestibules, couloirs, escaliers et autres dégagements intérieurs, soit qu'elles donnent accès à l'extérieur. Dans ce dernier cas, la mesure n'est obligatoire que lorsqu'elle est jugée indispensable à la sécurité. En cas de différend entre les chefs d'établissement et l'inspection du travail, il est statué par décision du secrétaire général du Protectorat.

Si les portes s'ouvrent sur un couloir ou un escalier, elles doivent être disposées de façon qu'une fois développées, elles ne soient en saillie sur ce dégagement que de leur épaisseur même.

Les sorties doivent être assez nombreuses pour permettre l'évacuation rapide de l'établissement.

Les sorties doivent être toujours libres et n'être jamais encombrées de marchandises, de matière en dépôt ni d'objets quelconques.

Dans les établissements importants, des inscriptions bien visibles doivent indiquer le chemin vers la sortie la plus rapprochée.

Ces établissements, s'ils sont éclairés à la lumière électrique, doivent comporter en même temps un éclairage de secours.

Dans les ateliers, magasins ou bureaux où sont manipulées des matières inflammables, aucun poste habituel de travail ne doit se trouver à plus de 10 mètres d'une sortie. Les portes de sortie qui ne servent pas habituellement de passage doivent, pendant les périodes de travail, pouvoir s'ouvrir très facilement de l'intérieur et être signalées par la mention « sortie de secours » inscrite en caractères bien visibles.

Dans les ateliers, magasins ou bureaux où sont manipulées des matières inflammables, si les fenêtres sont munies de grilles ou grillages, ces grilles ou grillages doivent pouvoir s'ouvrir très facilement de l'intérieur.

b) *Escaliers.* — Les escaliers desservant les locaux de travail sont construits en matériaux incombustibles, soit en bois hourdé de plâtre sur 3 centimètres au moins d'épaisseur, ou protégés par un revêtement d'une efficacité équivalente.

Le nombre de ces escaliers est calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des ateliers puisse se faire immédiatement.

Tout escalier pouvant servir à assurer la sortie simultanée de vingt personnes au plus doit avoir une largeur

minimum de 1 mètre ; cette largeur doit s'accroître de 15 centimètres pour chaque nouveau groupe du personnel employé, variant d'une à cinquante unités.

Une décision du secrétaire général du Protectorat, prise après avis du comité consultatif du travail, peut toujours, si la sécurité l'exige, prescrire un nombre minimum de deux escaliers.

La largeur minimum des passages ménagés à l'intérieur des pièces et celle des couloirs conduisant aux escaliers doivent être déterminées d'après la règle établie ci-dessus pour les escaliers.

Ces passages et ces couloirs doivent être libres de tout encombrement de meubles, sièges, marchandises ou matériel.

ART. 17. — *a) Eclairage et chauffage.* — Il est interdit d'employer, pour l'éclairage et le chauffage, aucun liquide émettant au-dessous de 35 degrés des vapeurs inflammables, à moins que l'appareil contenant le liquide ne soit solidement fixé pendant le travail ; la partie de cet appareil contenant le liquide doit être étanche, de manière à éviter tout suintement du liquide.

Aux heures de présence du personnel, le remplissage des appareils d'éclairage ainsi que des appareils de chauffage à combustible liquide, soit dans les locaux de travail, soit dans les passages ou escaliers servant à la circulation, ne peut se faire qu'à la lumière du jour et à la condition qu'aucun foyer n'y soit allumé.

Les tuyaux de conduite amenant le gaz aux appareils d'éclairage et de chauffage doivent être soit en métal, soit enveloppés de métal, soit protégés efficacement par une matière incombustible.

Les flammes des appareils d'éclairage ou des appareils de chauffage portatifs devront être distantes de toute partie combustible de la construction, du mobilier ou des marchandises en dépôt d'au moins 1 mètre verticalement et d'au moins 30 centimètres latéralement ; des distances moindres pourront être tolérées en cas de nécessité en ce qui concerne les murs et plafonds, moyennant l'interposition d'un écran incombustible qui ne doit pas toucher la paroi à protéger.

Les appareils d'éclairage portatifs doivent avoir un support stable et solide.

Les appareils d'éclairage fixes ou portatifs doivent, si la nécessité en est reconnue, être pourvus d'un verre, d'un globe, d'un réseau de toile métallique ou de tout autre dispositif propre à empêcher la flamme d'entrer en contact avec des matières inflammables.

Tous les liquides inflammables, ainsi que les chiffons et cotons imprégnés de ces substances ou de substances grasses doivent être enfermés dans des récipients métalliques, clos et étanches.

Ces récipients, ainsi que les gazomètres et les récipients pour l'huile, les essences et le pétrole lampant, doivent être placés dans des locaux séparés et jamais au voisinage des passages ou des escaliers.

Dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, les chefs d'établissements doivent, en outre, se conformer à toutes les prescriptions qui sont ou

pourront être édictées par application du paragraphe 2° de l'article 25 du dahir du 13 juillet 1926 (2 moharrem 1345).

b) Consignes pour le cas d'incendie. — Les chefs d'établissement doivent prendre les précautions nécessaires pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement et efficacement combattu, dans l'intérêt du sauvetage du personnel.

Une consigne affichée dans chaque local de travail indique le matériel d'extinction et de sauvetage qui doit s'y trouver et les manœuvres à exécuter en cas d'incendie, avec le nom des personnes désignées pour y prendre part.

La consigne doit prescrire des visites et essais périodiques destinés à constater que le matériel est en bon état et que le personnel est préparé à en faire usage.

Cette consigne sera communiquée à l'inspecteur du travail ; le chef d'établissement veillera à son exécution.

ART. 18. — Il est interdit d'admettre des ouvriers et des ouvrières à se tenir près des machines, s'ils ne portent des vêtements ajustés et non flottants.

ART. 19. — Un arrêté du secrétaire général du Protectorat déterminera pour chaque nature de locaux celles des prescriptions du présent arrêté viziriel qui doivent y être affichées.

ART. 20. — Le secrétaire général du Protectorat peut, par arrêté pris sur le rapport des inspecteurs du travail et après avis du comité consultatif du travail, accorder à un établissement dispense permanente ou temporaire de tout ou partie des prescriptions suivantes : article premier (alinéas 3, 4, 5) ; article 5 (alinéas 2, 5, 6, 7) ; article 8 (alinéas 6 et 7) ; article 9 ; article 10 (alinéa 4) ; article 16 a (alinéa 8) ; article 16 b (alinéa 5) ; dans le cas où il est reconnu que l'application de ces prescriptions est pratiquement impossible et que l'hygiène et la sécurité des travailleurs sont assurées dans des conditions au moins équivalentes à celles qui sont fixées par le présent arrêté viziriel.

ART. 21. — Le délai minimum prévu à l'article 27 du dahir du 13 juillet 1926 (2 moharrem 1345) pour l'exécution des mises en demeure est fixé :

A 45 jours pour les mises en demeure fondées sur les dispositions suivantes du présent arrêté viziriel : article 2 (alinéa 1) ; article 3 (alinéa 2) ; article 4 (alinéas 2, 3, 4, 5) ; article 5 (alinéas 1, 2, 5) ; article 6 ; article 7 ; article 10 (alinéa 2) ; article 11 (alinéas 1, 2, 4) ; article 12 (alinéa 4) ; article 14 (alinéa 1) ; article 16 a (alinéas 3, 6) ; article 16 b (alinéas 1, 2, 3, 4, 5).

A un mois pour les mises en demeure fondées sur les dispositions suivantes du présent arrêté viziriel : article premier (alinéa 4) ; article 2 (alinéa 3) ; article 3 (alinéa 4) ; article 14 (alinéa 3) ; article 15 (alinéa 1) ; article 16 a (alinéas 1, 2, 8) ; article 17 a (alinéas 1, 5).

A sept jours pour les mises en demeure fondées sur les autres dispositions : toutefois, ce délai minimum sera porté à quinze jours pour les mises en demeure fondées sur les dispositions des articles 3 (alinéa 1) et 12 (alinéas 1, 4) et à un mois pour les mises en demeure fondées sur les dispositions des articles 5 (alinéas 4, 6) et 8 (alinéas 5, 6, 7),

lorsque l'exécution de ces mises en demeure comportera la création d'installations nouvelles et non pas seulement l'utilisation d'installations existantes.

Fait à Casablanca, le 19 jourada II 1345,
(25 décembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 25 DÉCEMBRE 1926
(19 jourada II 1345)

concernant les charges qui peuvent être portées, traînées ou poussées par les enfants et les femmes.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 13 juillet 1926 (2 moharrem 1345) portant réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux et, notamment, son article 29 ;
Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Les enfants de moins de seize ans et les femmes de tout âge employés dans les établissements visés à l'article premier du dahir du 13 juillet 1926 (2 moharrem 1345) portant réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux, ne peuvent porter, traîner ou pousser, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ces établissements, des charges d'un poids supérieur aux suivants :

1° Port des fardeaux

Garçons :

Au-dessous de 14 ans 10 kilos
De 14 ou 15 ans 15 kilos

Filles ou femmes :

Au-dessous de 14 ans 5 kilos
De 14 ou 15 ans 8 kilos
De 16 ou 17 ans 10 kilos
De 18 ans et au-dessus 25 kilos

2° Transport par wagonnets circulant sur voie ferrée.

Garçons :

Au-dessous de 14 ans. 300 kilos (véhicule compris)
De 14 ou 15 ans 500 kilos (véhicule compris)

Filles ou femmes :

Au-dessous de 16 ans. 150 kilos (véhicule compris)
De 16 ou 17 ans..... 300 kilos (véhicule compris)
De 18 ans et au-dessus. 600 kilos (véhicule compris)

3° Transport sur brouettes

Garçons :

De 14 ou 15 ans 40 kilos (véhicule compris)

Filles ou femmes :

De 16 ans et au-dessus. 40 kilos (véhicule compris)

4° Transport sur véhicules à 3 ou 4 roues, dits « placières, pousseuses, pousse-à-main », etc...

Garçons :

Au-dessous de 14 ans. 35 kilos (véhicule compris)
De 14 ou 15 ans 60 kilos (véhicule compris)

Filles ou femmes :

Au-dessous de 16 ans. 35 kilos (véhicule compris)
De 16 ans et au-dessus. 60 kilos (véhicule compris)

5° Transport sur charrettes à bras à 2 roues, dites « haquets, brancards, charretons, voitures à bras », etc...

Garçons :

De 14 ou 15 ans 130 kilos (véhicule compris)

Filles ou femmes :

De 16 ans et au-dessus. 130 kilos (véhicule compris)

6° Transport sur tricycles-porteurs à pédales

Garçons :

De 14 ou 15 ans 50 kilos (véhicule compris)

Les modes de transport énoncés sous les n°s 3 et 5 sont interdits aux garçons de 14 ans ainsi qu'aux filles ou femmes de moins de 16 ans.

Le transport sur tricycles-porteurs à pédales est interdit aux garçons de moins de 14 ans et aux femmes de tout âge.

Le transport sur diables ou cabrouets est interdit aux garçons de moins de 16 ans et aux femmes de tout âge.

Il est interdit de faire porter, pousser ou traîner une charge quelconque par des femmes, dans les trois semaines qui suivent leurs couches. L'interdiction ne s'applique que lorsque l'intéressée a fait connaître au chef de l'établissement la date de ses couches.

Fait à Casablanca, le 19 jourada II 1345,
(25 décembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 25 DÉCEMBRE 1926
(19 jourada II 1345)

portant création de circonscriptions d'inspection du travail.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 13 juillet 1926 (2 moharrem 1345) portant réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux et, notamment, ses articles 44 à 49 inclus ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — La zone française de l'Empire chérifien est divisée, en ce qui concerne l'inspection du travail, en deux circonscriptions.

ART. 2. — La première, dite circonscription du nord, comprend les régions d'Oujda, de Taza, de Fès, de Meknès, du Rab et de Rabat.

L'inspecteur de cette circonscription réside à Rabat.

ART. 3. — La seconde, dite circonscription du sud, comprend la région de la Chaouïa, les circonscriptions de contrôle civil d'Oued Zem, des Doukkala, des Abda Ahmar, de Mogador et la région de Marrakech.

L'inspecteur de cette circonscription réside à Casablanca.

ART. 4. — Le chef du service de l'administration générale, du travail et de l'assistance est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Casablanca, le 19 jourmada II 1345,
(25 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 29 DÉCEMBRE 1926
(22 jourmada II 1345)**

complétant l'arrêté viziriel du 26 juin 1922 (29 chaoual 1340) relatif à l'utilisation d'une voiture automobile par les fonctionnaires, pour les besoins du service.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 26 juin 1922 (29 chaoual 1340) relatif à l'utilisation d'une voiture automobile par les fonctionnaires, pour les besoins du service,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 5 de l'arrêté viziriel susvisé du 26 juin 1922 (29 chaoual 1340) est complété comme suit :

« Dans tous les cas, ils devront acheter une « voiture neuve. »

*Fait à Rabat, le 22 jourmada II 1345,
(29 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 29 DÉCEMBRE 1926
(22 jourmada II 1345)**

complétant l'arrêté viziriel du 14 avril 1926 (1^{er} chaoual 1344) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des services actifs de la sécurité générale.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} mars 1924 (24 rejeb 1342) portant organisation du personnel des services actifs de la sécurité générale ;

Vu l'arrêté viziriel du 25 septembre 1925 (7 rebia 1344) portant rattachement de l'identification judiciaire au service de la sécurité générale ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 avril 1926 (1^{er} chaoual 1344) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des services actifs de la sécurité générale ;

Considérant qu'il y a lieu d'accorder une bonification d'ancienneté de douze mois aux chefs de service de l'identification judiciaire en fonctions au moment de l'application de l'arrêté viziriel du 14 avril 1926 susvisé ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 7 de l'arrêté viziriel du 14 avril 1926 (1^{er} chaoual 1344) est complété comme suit :

« Une bonification exceptionnelle d'ancienneté de douze mois est accordée aux chefs de service de l'identification judiciaire en fonctions au 1^{er} janvier 1925. »

*Fait à Rabat, le 22 jourmada II 1345,
(29 décembre 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1926.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1926
(24 jourmada II 1345)**

réglementant l'attribution des emplois réservés de commis des services financiers.

LE GRAND VIZIR,

Vu les dahirs du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340) sur les emplois réservés, et du 29 décembre 1926 (23 jourmada II 1345) ;

Vu l'arrêté viziriel du 24 janvier 1922 (25 jourmada I 1340) portant réglementation pour l'application du dahir du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340) ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, et l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation à l'article premier de l'arrêté viziriel du 24 janvier 1922 (25 jourmada I 1340), il ne sera plus pourvu désormais aux emplois réservés de commis des différents services relevant de la direction générale des finances, par le moyen du concours commun institué par ledit arrêté.

Le directeur de l'Office des mutilés et anciens combattants fera partie de droit du jury des concours spéciaux qui auront lieu pour le recrutement des commis des services financiers.

ART. 2. — Le secrétaire général du Protectorat et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1345,
(30 décembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 16 DÉCEMBRE 1926
constituant au Maroc des conseils de révision pour la
constitution de la classe 1927.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ
A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE, Commandeur
de la Légion d'honneur,

Vu la loi du 1^{er} avril 1923 ;
Vu l'arrêté ministériel du 4 mai 1926 ;
Vu le décret du 11 avril 1914 ;
Vu l'instruction ministérielle du 31 décembre 1925,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué au Maroc, dans chaque région civile ou militaire, un conseil de révision pour examiner les jeunes gens de la classe 1927, les omis des classes antérieures, les ajournés des classes 1924-1925 et 1926.

ART. 2. — Chacun de ces conseils se compose :

Du chef de la région, président ;

D'un colonel ou lieutenant-colonel, membre ;

De deux notables français désignés par le chef de la région, membres.

ART. 3. — Les conseils se réuniront aux dates suivantes dans les locaux désignés par le chef de la région :

Région des Chaouïa : à Casablanca, le mardi 4 janvier, à 8 h. 30 ;

Région de Rabat : à Rabat, le samedi 8 janvier, à 9 heures ;

Région du Rarb : à Kénitra, le lundi 10 janvier, à 15 heures ;

Région de Meknès : à Meknès, le mercredi 12 janvier, à 9 heures ;

Région de Fès : à Fès, le jeudi 13 janvier, à 15 heures ;

Région de Taza : à Taza, le samedi 15 janvier, à 9 heures ;

Région d'Oujda : à Oujda, le mardi 18 janvier, à 9 heures ;

Contrôle des Beni Snassen : à Berkane, le mercredi 19 janvier, à 10 heures ;

Région de Marrakech : à Marrakech, le mercredi 26 janvier, à 15 heures ;

Circonscription des Doukkala : à Mazagan, le samedi 29 janvier, à 10 heures.

ART. 4. — La visite des jeunes gens aura lieu dans l'ordre suivant :

1° Les ajournés des classes 1924-1925-1926 ;

2° Les conscrits de la classe 1927 ;

3° Les étrangers au Protectorat : a) ajournés ;
b) conscrits ;

4° Les conscrits indigènes algériens ou tunisiens.

ART. 5. — En raison des difficultés de communication les jeunes habitant à plus de 50 kilomètres des centres de réunion fixés à l'article 3, seront examinés par un ou plusieurs médecins militaires, ou à défaut médecins civils, en présence du chef des services municipaux ou de l'autorité locale de contrôle. Les résultats de ces visites seront adressés au commandant de recrutement pour le 10 février 1927.

ART. 6. — Les décisions prises en exécution de l'article précédent seront homologuées par le conseil de clôture qui se réunira à Casablanca le 1^{er} mars 1927, à 9 heures.

ART. 7. — Les chefs de région sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions seront portées par leurs soins, à la connaissance du public par des insertions dans la presse et avis affichés aux portes des services municipaux et des bureaux de contrôle civil ou de service des renseignements.

Les heures indiquées ci-dessus sont celles de l'ouverture de la séance.

Comme il est nécessaire que les hommes à visiter soient réunis à l'avance pour l'appel nominal ainsi que pour les instructions et renseignements divers à leur donner, les ordres individuels qui leur seront adressés par les chefs de région devront les convoquer une heure en avance sur celle fixée à l'article 3.

Rabat, le 16 décembre 1926.

URBAIN BLANC.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation
de prise d'eau dans une nappe souterraine à Mar-
timprey du Kiss.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux et, notamment, l'article 6 ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux et, notamment, l'article 10 ;

Vu la demande en date du 28 mai 1926 formulée par M. H. Baix en vue d'être autorisé à puiser dans un puits creusé dans sa propriété à Martimprey du Kiss un débit de 50 mètres cubes par jour pour l'irrigation de 4 hectares de vigne, orangers, amandiers et légumes ;

Vu le projet d'autorisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire de l'annexe de contrôle civil de Martim-

prey du Kiss sur la demande de M. H. Baix tendant à puiser un débit de 50 mètres cubes dans un puits creusé dans sa propriété pour l'irrigation de 4 hectares de cultures.

A cet effet le dossier est déposé du 10 janvier 1927 au 18 janvier 1927 dans les bureaux de l'annexe de contrôle civil de Martimprey du Kiss, à Martimprey du Kiss.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 sera composée de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 30 décembre 1926.

DELPIT.

EXTRAIT

du projet d'autorisation de prise d'eau dans une nappe souterraine à Martimprey du Kiss à M. H. Baix.

ARTICLE PREMIER. — M. Baix, propriétaire, demeurant à Martimprey du Kiss, est autorisé à puiser un maximum de 2 litres seconde dans un puits foré dans sa propriété sise à Martimprey du Kiss. L'eau puisée est destinée à l'irrigation de la propriété.

ART. 2. — Le permissionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais et risques tous travaux d'établissement et d'entretien nécessités par les irrigations à réaliser. Il demeure seul responsable vis-à-vis des tiers de tous dommages qui pourraient être causés.

ART. 4. — L'autorisation commencera à courir du jour de la notification à l'intéressé ; elle prendra fin le 31 décembre 1936 et sera renouvelable par tacite reconduction. Il est toutefois stipulé qu'elle reste provisoire, précaire et révocable et pourra être, à tout moment, moyennant préavis de trois mois, retirée sans indemnité, pour motif d'intérêt public ou de meilleure utilisation des eaux au point de vue de l'intérêt général.

ART. 6. — Le permissionnaire sera tenu de verser au profit du trésor, à partir de la cinquième année après la mise en service de la station de pompage, une redevance annuelle pour usage des eaux. Cette redevance sera fixée après cette mise en service.

ART. 8. — Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant ouverture d'enquête sur des projets d'autorisation de prises d'eau dans 4 puits, situés près de Berkane.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public,

modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux et, notamment, l'article 6 ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux et, notamment, l'article 10 ;

Vu les demandes des 15 avril et 22 octobre 1926 présentées par M. Hering, au nom de M. Félix, tendant à être autorisé à puiser un débit de 20 litres seconde dans chacun des quatre puits forés dans ses propriétés dites « Ferme de Sidi Moshbach » et « Les Lentisques » sises plaine des Triffa, près de Berkane, aux fins d'irrigation de cultures de coton, de tabac, céréales ;

Vu les quatre projets d'autorisation,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire de contrôle civil des Beni Snassen, sur les demandes présentées par M. Hering, au nom de M. Félix, pour être autorisé à puiser un débit de 20 litres seconde dans chacun des quatre puits forés dans ses propriétés « Ferme de Sidi Moshbach » et « Les Lentisques », près Berkane.

A cet effet les quatre dossiers sont déposés du 10 janvier 1927 au 18 janvier 1927 dans les bureaux du contrôle civil des Beni Snassen à Berkane.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 sera composée de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 30 décembre 1926.

DELPIT.

EXTRAIT

des projets d'autorisation de prises d'eau dans 4 puits, situés près de Berkane, au profit de M. Félix.

Puits n° 1

ARTICLE PREMIER. — M. Félix, propriétaire, demeurant à Oujda, est autorisé à puiser un débit quotidien maximum de 1.725 mètres cubes correspondant à 20 litres seconde dans un puits foré dans sa propriété à environ 50 mètres au sud-est de la ferme de Sidi Moshbach, sise à proximité de la route de colonisation de la plaine des Triffa. L'eau puisée est destinée à l'irrigation de la propriété.

ART. 7. — Le pétitionnaire sera tenu de verser au profit du trésor, à partir du 1^{er} janvier 1931, une redevance annuelle de 750 francs pour usage des eaux.

Puits n° 2

ARTICLE PREMIER. — M. Félix, propriétaire, demeurant à Oujda, est autorisé à puiser un débit quotidien maximum

de 1.725 mètres cubes correspondant à 20 litres seconde dans un puits foré dans sa propriété à environ 250 mètres à l'ouest de la ferme de Sidi Mosbach, sise à proximité de la route de colonisation de la plaine des Triffa.

ART. 7. — Le pétitionnaire sera tenu de verser au trésor, à partir du 1^{er} janvier 1932, une redevance annuelle de 800 francs pour usage des eaux.

Puits n° 3

ARTICLE PREMIER. — M. Félix, propriétaire, demeurant à Oujda, est autorisé à puiser un débit quotidien maximum de 1.725 mètres cubes correspondant à 20 litres seconde dans un puits foré dans sa propriété dite « Les Lentisques », sise sur la piste de Berkane à Sidi Assas (plaine des Triffa).

ART. 7. — Le pétitionnaire sera tenu de verser au trésor, à partir de la cinquième année après la mise en service de la station de pompage, une redevance annuelle de 600 francs pour usage des eaux.

Puits n° 4

ARTICLE PREMIER. — M. Félix, propriétaire, demeurant à Oujda, est autorisé à puiser un débit quotidien maximum de 1.725 mètres cubes correspondant à 20 litres seconde dans un puits à forer dans sa propriété dite « Les Lentisques », sise sur la piste de Berkane à Sidi Assas (plaine des Triffa).

ART. 7. — Le permissionnaire sera tenu de verser au profit du trésor, à partir de la cinquième année de la mise en service de la station de pompage, une redevance annuelle pour usage des eaux. Cette redevance sera fixée après cette mise en service.

Dispositions communes aux quatre puits

ART. 2. — Pour effectuer ce pompage, le pétitionnaire est autorisé à effectuer des installations dont le débit maximum ne devra pas dépasser 40 litres seconde.

ART. 3. — Le permissionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais et risques tous travaux d'établissement et d'entretien nécessités par les irrigations à réaliser. Il demeure seul responsable vis-à-vis des tiers de tous dommages qui pourraient être causés.

ART. 5. — L'autorisation commencera à courir du jour de notification à l'intéressé ; elle prendra fin le 31 décembre 1936 et sera renouvelable par tacite reconduction. Il est toutefois stipulé qu'elle reste provisoire, précaire et révocable et pourra être à tout moment, moyennant un préavis de trois mois, retirée sans indemnité, pour motif d'intérêt public ou de meilleure utilisation des eaux au point de vue de l'intérêt général.

ART. 9. — Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES ANTIQUITÉS soumettant à l'ordonnance architecturale certaines voies principales de la ville de Casablanca.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES ANTIQUITÉS, p. i., chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} avril 1924 relatif à l'organisation du service des beaux-arts et des monuments historiques, et, notamment, son article 2 ;

Vu le dahir du 1^{er} avril 1924 relatif au contrôle du service des beaux-arts sur certaines demandes en autorisation de bâtir ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités en date du 31 mai 1924, désignant certaines voies et places publiques dont l'unité d'ordonnance architecturale doit être assurée ;

Sur la proposition du chef du service des beaux-arts et des monuments historiques et l'accord du chef du service du contrôle des municipalités,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'arrêté susvisé du 31 mai 1924, relatives à la ville de Casablanca, sont étendues :

A l'avenue du Général-d'Amade (jusqu'au boulevard Circulaire) ;

Au boulevard de Lorraine (depuis l'avenue de Mers-Sultan jusqu'à l'avenue du Général-d'Amade) ;

Au boulevard Moulay-Youssef ;

A la rue de Paris (depuis la place de Verdun jusqu'à la place de la Victoire) ;

A l'avenue du Général-Drude (depuis la place de France jusqu'au boulevard Moulay-Youssef) ;

A l'avenue du Parc ;

A l'avenue du Général-Gouraud (depuis l'avenue du Général-d'Amade jusqu'à la rue du Général-Drude).

L'ordonnance architecturale dont bénéficieront les voies ci-dessus nommées sera définie dans un arrêté ultérieur et par des schémas qui seront déposés au bureau de la construction de la ville de Casablanca.

Rabat, le 8 décembre 1926.

FLEURY.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION déterminant les localités dans lesquelles la vérification des poids et mesures sera effectuée en 1927 et l'épo- que de cette vérification.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 29 août 1923 (16 moharrem 1342) instituant le système décimal des poids et mesures dit « système métrique » dans la zone française de l'Empire chérifien ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 décembre 1923 (23 rebia II 1342) relatif à la vérification des poids et mesures et, notamment, l'article 15 ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1925 (12 rejeb 1343) rendant applicables, dans la zone française de l'Empire chérifien, les dahir et règlements sur le système métrique;

Sur la proposition du chef du service de la propriété industrielle et des poids et mesures,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La vérification périodique des poids et mesures sera effectuée, en 1927, dans les centres ci-après, dans chacun desquels les opérations seront ouvertes aux dates ci-dessous indiquées :

Bureau de Rabat n° 1

Bouznika, 1^{er} février 1927.

Témara, 4 février 1927.

Bouknadel, 8 février 1927.

Camp Marchand et souks en dépendant, 15 février

1927.

Tiflet et souks en dépendant, 2 mars 1927.

Petitjean et souks en dépendant, 15 mars 1927.

Khemisset et souks en dépendant, 22 mars 1927.

Sidi Sliman et souks en dépendant, 5 avril 1927.

Mechra bel Ksiri, 12 avril 1927.

Sidi Yahia du Rarb, 20 avril 1927.

Souk el Arba du Rarb, 26 avril 1927.

Kénitra, 10 mai 1927.

Rabat, 1^{er} septembre 1927.

Salé, 15 novembre 1927.

Bureau de Casablanca n° 2

Fédhala, 17 janvier 1927.

Ber Rechid et souks en dépendant, 14 février 1927.

Settat, 14 mars 1927.

Boucheron, 4 avril 1927.

Boulhaut, 18 avril 1927.

Ben Ahmed, 16 mai 1927.

Fédhala-banlieue et souks en dépendant, 6 juin 1927.

Oulad Saïd, 20 juin 1927.

Casablanca, 4 juillet 1927.

Bureau d'Oujda n° 3

Oujda, 24 janvier 1927.

El Aïoun, 11 avril 1927.

Taourirt, 25 avril 1927.

Berguent, 9 mai 1927.

Berkane, 23 mai 1927.

Martimprey, 13 juin 1927.

Bureau de Safi n° 4

Azemmour, 17 janvier 1927.

Souks des Abda Ahmar, 1^{er} février 1927.

Mazagan et souks des Doukkala, 8 avril 1927.

Safi, 13 juin 1927.

Mogador, 13 septembre 1927.

Bureau de Fès n° 5

Fès, 15 janvier 1927.

Bureau de Marrakech n° 6

Marrakech, 1^{er} février 1927.

Rabat, le 28 décembre 1926.

MALET.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P. T. T.
relatif à l'extension des attributions de l'agence
postale d'El Borouj.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES
TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES, p. i.,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'agence postale d'El Borouj, dont les attributions avaient dû être restreintes le 27 juillet 1926, est transformée en agence à attributions étendues, à partir du 27 décembre 1926.

ART. 2. — Le salaire du gérant est porté de 150 à 200 francs à partir de cette date.

Rabat, le 17 décembre 1926.

ROBLOT.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P. T. T.
relatif à la fixation de l'équivalent du franc-or servant
à établir les taxes télégraphiques internationales.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES
TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES, p. i.,

Vu l'arrêté viziriel du 25 septembre 1926 (17 rebia I 1345), relatif à la fixation de l'équivalent du franc-or, servant à établir les taxes télégraphiques internationales,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les relations télégraphiques avec les pays étrangers et avec les colonies françaises l'équivalent du franc-or servant à établir les taxes est fixé, à partir du 25 décembre 1926, à 5,5.

ART. 2. — Toutefois, dans les relations entre le Maroc d'une part, et les colonies françaises, le Cameroun et le Togo, d'autre part, quand la voie indiquée pour l'acheminement du télégramme sera l'une des voies suivantes :

Voie « T. S. F. » pour toutes les colonies ;

Voie « Dakar » pour l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale française ;

Voie « Dakar » ou voie « T. S. F. Câbles » pour le Cameroun et le Togo,
ce taux sera réduit à 3,7.

Rabat, le 24 décembre 1926.

ROBLOT.

**DÉCISION DU CHEF DU SERVICE DE LA
CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE**
fixant les conditions, formes et programme de l'examen
d'aptitude au grade de secrétaire de conservation au
service de la conservation de la propriété foncière.

LE CHEF DU SERVICE DE LA CONSERVATION DE
LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE,

Vu l'arrêté viziriel du 11 décembre 1926 (5 joumada II 1345) portant organisation du personnel de ce service, notamment en son article 13, réglant le recrutement des secré-

taires de conservation du service de la conservation de la propriété foncière,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen d'aptitude professionnelle est ouvert chaque fois que les besoins du service l'exigent pour le recrutement des secrétaires de conservation.

La date de l'examen est annoncée au moins trois mois à l'avance par une décision du chef du service.

Un avis spécial de cet examen est porté à la connaissance du personnel.

ART. 2. — Les demandes d'inscription à l'examen doivent parvenir à la direction du service foncier un mois au moins avant la date fixée pour l'examen.

Les agents autorisés à concourir sont avisés en temps utile.

ART. 3. — Les candidats qui ont échoué trois fois à l'examen ne peuvent être autorisés à s'y représenter.

ART. 4. — Le programme des connaissances exigées et des épreuves auxquelles doivent satisfaire les candidats est annexé à la présente décision. Il indique la durée de chaque épreuve et le coefficient dont sera affecté la note de chaque épreuve.

Chaque composition ou interrogation est notée de 0 à 20, les chiffres ayant les significations ci-après :

0	:	nul.
1,	2	: très mal.
3,	4,	5 : mal.
6,	7,	8 : médiocre.
9,	10,	11 : passable.
12,	13,	14 : assez bien.
15,	16,	17 : bien.
18,	19	: très bien.
20	:	parfait.

ART. 5. — Les épreuves de la première partie ne comportent que des compositions écrites, qui ont lieu simultanément au siège des conservations de Rabat et de Casablanca, sous la surveillance de commissions désignées par le chef du service et composées du conservateur de la propriété foncière ou de son adjoint, président, et de deux fonctionnaires du service de la conservation foncière désignés par le chef du service.

Les épreuves de la deuxième partie sont purement orales. Elles ont lieu à Rabat.

ART. 6. — Les sujets de composition sont adressés à l'avance, sous pli cacheté, aux conservateurs, présidents des commissions locales de surveillance.

Le pli correspondant à chaque composition n'est ouvert qu'au début de la séance en présence des candidats.

Il est interdit aux candidats, sous peine d'exclusion, d'avoir aucune communication, soit entre eux, soit avec le dehors et de consulter aucun document.

ART. 7. — Les compositions des candidats ne sont pas signées par eux. Le candidat inscrit en tête de chacune d'elles une devise et un signe à son choix, qui restent les mêmes pour toutes les compositions. Il reporte cette devise et ce signe sur un bulletin qui porte, en outre, ses nom, prénoms et sa signature. Ce bulletin est remis, sous pli cacheté, au président de chaque commission de surveillance en même temps que la première composition.

Chaque commission de surveillance réunit, sous un pli cacheté, les enveloppes contenant les devises ; elle réunit également, sous pli et sous paquet cacheté, à la fin de chaque séance, les compositions remises par les candidats. Ces plis sont envoyés à la direction du service foncier avec un procès-verbal constatant les opérations et, s'il y a lieu, les incidents auxquels elles ont donné lieu.

ART. 8. — Les compositions sont corrigées par un jury d'examen unique, composé de la façon suivante :

Le chef du service de la conservation de la propriété foncière, président ;

Un conservateur de la propriété foncière ;

Un conservateur adjoint ou un chef de bureau du service foncier désigné par le chef de ce service ;

Un professeur de langue arabe et de langue berbère, s'il y a lieu.

Le jury fixe la note attribuée à chaque composition et totalise les points attribués à chaque candidat, en multipliant chaque note par le coefficient correspondant à chaque épreuve.

Les candidats qui n'ont pas obtenu les deux tiers du maximum des points ou qui ont eu une note inférieure à 6, dans l'une ou l'autre des compositions, ne sont pas admis à prendre part à la deuxième partie de l'examen.

L'ouverture des enveloppes contenant les noms, devises et signes des candidats n'a lieu qu'après l'achèvement de ce classement.

ART. 9. — Les candidats déclarés admissibles à la deuxième partie de l'examen en sont avisés par le président du jury et sont convoqués par lui.

ART. 10. — La deuxième partie de l'examen comporte des épreuves orales. Elles sont dirigées par le jury d'examen constitué comme il est dit plus haut.

ART. 11. — Le jury totalise les points de la première et de la deuxième partie des épreuves en y ajoutant les majorations suivantes :

De 0 à 40 points attribués par le chef du service, pour appréciation des services rendus dans l'administration foncière ;

De 30 points aux candidats titulaires du certificat d'études juridiques et administratives marocaines délivré par l'Institut des hautes études marocaines.

Aucun candidat ne peut être déclaré susceptible d'être admis s'il n'a obtenu, en y comprenant les diverses majorations ci-dessus prévues, un total de points au moins égal aux deux tiers du maximum des points pouvant être obtenus aux épreuves ou s'il lui a été attribué une note inférieure à 6 dans l'une quelconque des compositions ou interrogations.

ART. 12. — Le classement est établi :

1° D'après le nombre de points obtenus par chaque candidat ;

2° A égalité de points, d'abord par le nombre d'enfants légitimes ou reconnus qui sont effectivement à la charge du candidat, puis, s'il s'agit d'un candidat pensionné de guerre, par le degré de gravité de l'infirmité.

ART. 13. — Les nominations ont lieu par la suite suivant les besoins du service en tenant compte de l'ordre de classement des candidats sur la liste définitive.

Rabat, le 15 décembre 1926.

ROLLAND.

ANNEXE

à la décision du chef du service de la conservation de la propriété foncière fixant les conditions, formes et programme de l'examen d'aptitude au grade de secrétaire de conservation.

PROGRAMME DES MATIÈRES

Organisation administrative, judiciaire et financière du Maroc.

Notions sommaires. — Acte d'Algésiras. Protectorat de la République française au Maroc. Représentation de la République française au Maroc.

Le Commissaire résident général. L'administration centrale. Contrôles civils.

Le Makhzen. Le Sultan. Le Grand Vizir. Les ministres. Organisation régionale : régions militaires, régions civiles.

Autorités indigènes : caïds.

Organisation locale.

Commissions municipales. Chambres de commerce.

Organisation judiciaire : justice française, justice indigène.

Finances : budget, revenus, impôts.

Comptabilité administrative.

Principes généraux : exercices budgétaires, délégation de crédits, ordonnancement, paiement du personnel, comptabilité en régie (avances, justifications, etc...).

Régime foncier.

Statut immobilier : cadi, chrâa, tribus berbères. Régime de l'immatriculation : ses origines, acte Torrens, dahir organique du 12 août 1913 et textes subséquents, législation applicable aux immeubles immatriculés.

Domaine public : biens makhzen, biens habous, expropriations, associations syndicales de propriétaires.

Biens collectifs de tribus.

Crédit immobilier.

Droit civil et commercial.

Notions générales et élémentaires sur les matières suivantes :

Code civil : du domicile (art. 102 à 111). Mariage, divorce, séparation de corps (art. 144 à 311).

De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation (articles 388 à 487).

Des successions (art. 718 et 814). Du contrat de mariage (art. 1387 à 1581).

De la condition civile des Français et des étrangers dans le Protectorat français du Maroc (dahir du 12 août 1913).

Des obligations et des contrats ; dahir du 12 août 1913 (art. 1 à 65).

Code de commerce et dahir formant code de commerce.

Notions élémentaires sur les sociétés. Faillite et liquidation judiciaire.

PROGRAMME DES ÉPREUVES

Première partie

1° Lettre ou rapport sur une question de service : 4 heures, coefficient, 5.

2° Rédaction d'une note sur une des matières du programme : 4 heures ; coefficient, 4.

Total des coefficients : 9.

Deuxième partie

Interrogations sur les matières du programme :

1° Organisation administrative, judiciaire et financière du Maroc ; coefficient : 2.

2° Régime foncier ; coefficient : 4.

3° Droit civil et commercial ; coefficient : 2.

4° Épreuve orale facultative de langue arabe ou berbère ; coefficient : 1.

Total des coefficients : 9.

DÉCISION DU CHEF DU SERVICE DE LA CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE fixant le programme de concours pour l'emploi de commis du service de la conservation de la propriété foncière.

LE CHEF DU SERVICE DE LA CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE,

Vu l'arrêté viziriel du 11 décembre 1926 (5 jourmada II (1345) portant organisation du personnel de ce service, notamment en son article 14, disposant que les commis stagiaires sont recrutés à la suite d'un concours dont les conditions, les formes et le programme sont fixés par décision du chef du service de la conservation de la propriété foncière,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le programme de concours pour l'admission aux emplois de commis du service de la conservation de la propriété foncière, autres que les emplois réservés aux mutilés ou à défaut aux anciens combattants dans les conditions prévues par le dahir du 30 novembre 1921, comprend les matières spéciales suivantes :

1° Notions élémentaires sur l'organisation politique et administrative du Protectorat ;

2° Notions élémentaires sur le régime de la propriété foncière au Maroc (régime de l'immatriculation ; domaine de l'Etat public et privé ; biens des collectivités indigènes ; chrâa).

ART. 2. — Les épreuves de l'examen exclusivement écrites sont au nombre de quatre :

1° Dictée faite sur papier non réglé ;

2° Solution de problème d'arithmétique élémentaire ;

3° Rédaction sommaire sur un sujet relatif au régime de la propriété foncière ;

4° Composition d'organisation politique et administrative du Protectorat.

Deux séances sont consacrées aux compositions.

Première séance

Première épreuve (1 heure) ; deuxième épreuve (2 heures).

Deuxième séance

Troisième épreuve (2 heures) ; quatrième épreuve (2 heures).

ART. 3. — Les épreuves sont cotées de 0 à 20 ; les coefficients sont :

Epreuve n° 1	3
Epreuve n° 2	2
Epreuve n° 3	3
Epreuve n° 4	2

ART. 4. — L'examen a lieu, à Rabat, au siège de la direction du service et à Casablanca dans les locaux de la conservation foncière.

Il est institué dans chacun de ces deux centres une commission de surveillance composée du conservateur de la propriété foncière ou de son adjoint, président, et de deux fonctionnaires du service de la conservation de la propriété foncière désignés par le chef du service.

Les sujets de composition sont adressés à l'avance, sous pli cacheté, au président de chaque commission de surveillance.

Au commencement de chaque séance, le président ouvre les enveloppes cachetées en présence des candidats et indique à chacun d'eux les sujets de composition.

Toute communication des candidats entre eux ou avec l'extérieur est formellement interdite. Toute fraude entraîne l'exclusion du candidat qui la commet.

A la clôture de chaque séance les candidats remettent leurs compositions aux membres présents de la commission de surveillance.

Chaque copie doit porter deux devises qui sont reproduites avec l'indication du nom, des prénoms et de la résidence du candidat dans une enveloppe que ce dernier remet, cachetée, au président de la commission, en même temps que sa première composition. Le candidat conserve les mêmes devises pour les quatre épreuves.

Les opérations de chaque commission font l'objet d'un procès-verbal auquel sont annexées les compositions et les enveloppes contenant les devises. Le tout est adressé sous pli cacheté au chef du service.

ART. 5. — Un jury composé de quatre membres dont un conservateur ou un conservateur adjoint et présidé par le chef du service procède, à Rabat, à la correction des épreuves.

La liste de classement est établie d'après les notes obtenues par les candidats au regard du nombre des emplois à pourvoir.

ART. 6. — Les candidats admis sont nommés par ordre de mérite et au fur et à mesure des besoins.

ART. 7. — Les affectations aux différentes conservations sont prononcées par le chef du service.

ART. 8. — L'examen est passé à toute époque où les nécessités du service l'exigent. Un arrêté du chef du service fixe le nombre total des emplois mis au concours à la date des épreuves écrites.

Le concours est annoncé trois mois à l'avance au public. Les demandes d'inscription des candidats doivent avoir été reçues à la direction du service de la conservation de la propriété foncière un mois au plus tard avant la date fixée pour l'examen.

Le chef du service de la conservation de la propriété foncière se prononce sur l'admission des candidatures et avise les candidats autorisés à concourir.

Les candidatures doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- 1° Une expédition, en due forme, de l'acte de naissance ;
- 2° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de six mois de date ;
- 3° Un certificat de bonnes vie et mœurs ayant moins de six mois de date ;
- 4° Un certificat médical, dûment légalisé, attestant que le candidat est apte à servir au Maroc ;
- 5° Un état signalétique et des services militaires.

Rabat, le 15 décembre 1926.

ROLLAND.

**ORDONNANCE DU PREMIER PRÉSIDENT
DE LA COUR D'APPEL DE RABAT
instituant à Settat une audience foraine du tribunal de
paix de Casablanca (circonscription-sud).**

Nous, premier président de la cour d'appel de Rabat, chevalier de la Légion d'honneur,

Agissant en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par le dernier alinéa de l'article 18 du dahir d'organisation judiciaire du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) ;

Vu le dahir du 25 juillet 1921 (18 kaada 1339), relatif à l'audience foraine du tribunal de paix de Casablanca (circonscription nord) à Ber Rechid ;

Sur l'avis conforme du procureur général,

ORDONNONS :

Qu'il sera tenu à Settat, par le tribunal de paix de Casablanca (circonscription sud), le premier samedi de chaque mois, une audience foraine où pourront être portées les affaires provenant de la région de Settat ;

DISONS :

Que la présente ordonnance entrera en vigueur à partir du 8 janvier 1927, date fixée pour la première audience ;

Fait en notre cabinet, au palais de justice, à Rabat, l'an mil neuf cent vingt-six et le vingt-sept décembre.

CH. BLONDEAU.

RÉGIE DES CHEMINS DE FER A VOIE DE 0,60

Délibérations du conseil de réseau en date des 8 novembre et 6 décembre 1926, portant modification et majorations de tarifs et ouverture d'un arrêt.

(Homologuées par arrêté du directeur du réseau en date des 8 novembre et 6 décembre 1926)

LE CONSEIL DE RESEAU.

Délibérant conformément aux dispositions du dahir du 18 décembre 1920 (5 rejeb 1339), sur la régie des chemins de fer à voie de 0,60 du Maroc, modifié par le dahir du 5 avril 1921 (26 rejeb 1339), a adopté, dans ses séances

des 8 novembre et 6 décembre 1926, les dispositions dont la teneur suit :

I. — Modifications de tarifs

TARIF SPÉCIAL G. V. 3

Cartes de circulation à tarif réduit

CHAPITRE PREMIER

ARTICLE PREMIER. — La réduction accordée par ce tarif aux membres des familles nombreuses est applicable aux prix fermes pour automotrice du tarif spécial G. V. I.

TARIF SPÉCIAL G. V. 115

Expéditions contre remboursement

ART. 2. — La taxe à percevoir pour les retours de fonds en trafic direct avec les compagnies C.F.M. et T.F. est modifiée comme suit :

De	0,01 à 25,00	: 1 fr. 50 ;
	25,01 à 50,00	: 2 fr. 25 ;
	50,01 à 100,00	: 3 fr. 00 ;
	100,01 à 200,00	: 3 fr. 75 ;
	200,01 à 300,00	: 4 fr. 50 ;
	300,01 à 500,00	: 5 fr. 25 ;
	500,01 à 1000,00	: 6 fr. 00 ;
	1000,01 à 1500,00	: 6 fr. 75 ;
	1500,01 à 2000,00	: 7 fr. 50 ;
	2000,01 à 2500,00	: 8 fr. 25 ;
	2500,01 à 3000,00	: 9 fr. 00 ;

Au-delà de 3.000, 1 fr. 75 par fractions indivisibles de 1.000 francs.

TARIF SPÉCIAL P. V. 13

Minerais

ART. 3. — Le prix ferme du chapitre III, « Mine de Tiflet à Salé-port » est abaissé à 19 francs la tonne.

II. — Majorations de tarifs

Les tarifs de transport sont modifiés comme suit :

GRANDE VITESSE

TARIF GÉNÉRAL

ART. 4. — *Voyageurs.* — 1^{re} classe : 0 fr. 45 ; 2^e classe : 0 fr. 25 ; 3^e classe : 0 fr. 12, par voyageur et par kilomètre.

ART. 5. — *Bagages.* — Les excédents de bagages seront taxés à 3 fr. 50 la tonne kilométrique.

ART. 6. — *Messageries.* — Prix par tonne et par kilomètre : 3 fr. 50.

ART. 7. — *Chiens.* — Prix par tête et par kilomètre : 0 fr. 08.

ART. 8. — *Pompes funèbres.* — Par wagon contenant un ou plusieurs cercueils et par kilomètre : 4 francs.

Tarifs spéciaux

TARIF SPÉCIAL G. V. I

ART. 9. — Les prix fermes automotrice :

De Kénitra à Souk el Arba du Rarb, et *vice versa* : 25 francs (timbre non compris) ;

De Kénitra à Mechra bel Ksiri et *vice versa* : 25 francs (timbre non compris) ;

De Kénitra à Si Allal Tazi et *vice versa* : 12 francs (timbre non compris) ;

De Taza à Fès et *vice versa* : 45 francs (timbre non compris) ;

D'Oujda à Taourirt et *vice versa* : 37 fr. 50 (timbre non compris) ;

D'Oujda à Guercif et *vice versa* : 50 francs (timbre non compris) ;

D'Oujda à Taza et *vice versa* : 62 fr. 50 (timbre non compris) ;

D'Oujda à Fès et *vice versa* : 90 francs (timbre non compris).

TARIF SPÉCIAL G. V. 14

Petits colis

ART. 10. — Colis n'excédant pas 5 kilos : 3 francs.

Colis d'un poids supérieur à 5 kilos mais n'excédant pas 10 kilos : 4 francs.

TARIF SPÉCIAL G. V. 15

ART. 11. — Taxe à percevoir quelle que soit la distance :

De	0,01 à 25,00	: 1 fr. 50 ;
	25,01 à 50,00	: 2 fr. 25 ;
	50,01 à 100,00	: 3 fr. 00 ;
	100,01 à 200,00	: 3 fr. 75 ;
	200,01 à 300,00	: 4 fr. 50 ;
	300,01 à 500,00	: 5 fr. 25 ;
	500,01 à 1000,00	: 6 fr. 00 ;
	1000,01 à 1500,00	: 6 fr. 75 ;
	1500,01 à 2000,00	: 7 fr. 50 ;
	2000,01 à 2500,00	: 8 fr. 25 ;
	2500,01 à 3000,00	: 9 fr. 00 ;

Au-delà de 3.000, 1 fr. 75 par fractions indivisibles de 1.000 francs.

PETITE VITESSE

TARIF GÉNÉRAL

ART. 12. — La majoration de 20 % est portée à 50 %.

TARIFS SPÉCIAUX

ART. 13. — TARIF SPÉCIAL P. V. 8. — *Combustibles végétaux, bois, charbon de bois.*

TARIF SPÉCIAL P. V. 11. — *Matériaux de construction.*

TARIF SPÉCIAL P. V. 19. — Chapitre 1^{er}. — *Alfa.*

La majoration temporaire de 20 % applicable à ces tarifs est portée à 40 %.

ART. 14. — TARIF SPÉCIAL P. V. 13. — *Minerais.*

Les prix de ce tarif sont applicables sans aucune majoration.

ART. 15. — TARIF SPÉCIAL P. V. 22. — Chapitre 1^{er}. — *Phosphates et superphosphates.*

La majoration temporaire de 20 % reste maintenue.

ART. 16. — TARIFS SPÉCIAUX P. V. autres que ceux mentionnés ci-dessus.

La majoration temporaire de 20 % est portée à 50 %.

Frais accessoires

GRANDE ET PETITE VITESSE

Les frais accessoires sont portés aux taux ci-après :

ART. 17. — *Enregistrement*. — (Bagages, chiens, messageries, animaux, marchandises P. V.) : 1 franc.

ART. 18. — *Frais d'avis d'arrivée* : 0 fr. 50.

ART. 19. — *Manutention*. — (Bagages, messageries, marchandises P. V.). — Détail, par tonne : 6 francs ; wagons complets, par tonne : 6 francs.

ART. 20. — *Magasinage*. — Marchandises au détail, par 100 kilos et par fractions indivisibles de 24 heures : 0 fr. 50.

Wagons complets, par fractions indivisibles de 24 heures et par wagon : pour le 1^{er} jour : 40 francs ; 2^e jour : 80 francs ; 3^e jour : 100 francs.

ART. 21. — *Pesage*. — Marchandises de détail, par 100 kilos : 0 fr. 50 ;

Wagons complets, par wagon : 10 francs.

ART. 22. — *Désinfection*. — Taxe par wagon : 10 fr.

III. — Ouverture d'un arrêt.

ART. 23. — Il est créé au P. K. 33+163 de l'embranchement El Tleta à Mechra el Hader (réseau du Rarb) un arrêt dénommé « Lalla Rahno » qui sera ouvert au trafic public dans les conditions prévues pour le fonctionnement des gares, stations, haltes et arrêts.

IV. — Abaissements des tarifs

TARIF SPÉCIAL P. V. 8

Combustibles végétaux

CHAPITRE PREMIER

ART. 24. — Le charbon de bois est admis, au même titre que le bois à brûler, au bénéfice de ce tarif spécial pour les expéditions du sens impair de la ligne Taza-Fès.

Ce tarif spécial sera applicable toute l'année sous la seule réserve de la priorité en faveur des céréales.

TARIF SPÉCIAL P. V. 27

Dépouilles d'animaux et produits accessoires

CHAPITRE PREMIER

ART. 25. — Il est ajouté à la nomenclature des marchandises admises au bénéfice de ce chapitre, les marchandises ci-après :

« Poils de chèvres, de chameaux, etc... ».

Frais accessoires

ART. 26. — Les frais accessoires ci-après sont portés aux taux suivants :

Dépôt de bagages

0 fr. 25 par colis et par 24 heures.

Manutention

G. V. Pompes funèbres : 4 fr. par cercueil.

P. V. Voitures : 8 francs par pièce.

Avis de souffrance

G. V. et P.V. : 0 fr. 50 lettre ordinaire ; 1 fr. 25 lettre recommandée.

Magasinage

P. V. Voitures : 4 francs par voiture et par 24 heures.

P. V. Matériel roulant : 10 francs par voiture et par 24 heures.

ART. 27. — Les dispositions qui précèdent auront effet, savoir :

Du 25 octobre 1926, en ce qui concerne l'article 2.

Du 1^{er} décembre 1926, en ce qui concerne les articles 1 et 3 à 22.

Et du 1^{er} janvier 1927, en ce qui concerne les articles 23 à 26.

Pour ampliation conforme :

Le directeur du réseau,

SUCHET.

AUTORISATIONS D'ASSOCIATION

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 27 décembre 1926, l'association dite « Amicale des mutilés et anciens combattants de la guerre 1914-1918 », dont le siège est à Kasba-Tadla, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 27 décembre 1926, l'association dite « Union Deportiva-Centre espagnol », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 29 décembre 1926, l'association dite : « Amicale des fonctionnaires de la justice française du ressort du tribunal de première instance de Casablanca », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 31 décembre 1926, l'association dite « Tennis Kénitréen », dont le siège est à Kénitra, a été autorisée.

NOMINATION

des membres des djemâas de tribu du cercle d'Ouezzan.

Par arrêté du colonel commandant provisoirement la région de Meknès, à la date du 21 décembre 1926, sont nommés membres de djemâa de tribu dans le cercle d'Ouezzan les notables dont les noms suivent :

Tribu des Khlott

Tahar ben Jelloul ; Si Dhemil ben Jemil ; Si Mohammed ben Mejob ; Si M'Hammed el Harrak ; El Haj ben Zina ; Si Mohammed ben Hamidou ; Mohammed ben Jil-lali ; Bou Selham ben Amor el Harak ; Si Bou Selham Ser-

bout ; Bou Selham Bouib ; Bou Selham ben Tayeb ; Si Kacem ben Cherqi.

Tribu des Masmouda, Sarsar, Ahl Serif, Ahl Reboa

Sellam ould Si Thami ; Abdesselem ben Ali Abderrahmane ; Si Bouchta ben Fellaq ; Si Abdesselem el Aroussi ; Si bel Haj ben Mohammed ; Larbi ben Haj ben Mohammed ; Abdelkader ben Kerfali ; Ahmed ben Bous-selham ; Si Mohammed ould el Haj el Barraqui ; Ahmed bel Haj Guissi ; Mohammed ben el Mejoub ; Mohammed ben Ali Meroune ; Larbi Bouzid ; Ahmed ould Ahounni.

Tribu des Beni Mestara

Si Ali ben Ahmed ; Kacem ben Bou Sellam ; Sellam ould Ali ben Tahar ; Cheikh Sellam ould Jahad ; Si Mohammed ben Lajmi ; Si Tayeb ben Mohammed.

Tribu des Setta

Mohammed ben Hazziti ; Larbi ben M'Hammed ; Sellam ould M'Hammed bel Haj ; Mohammed ben Sellam ben Ali ; Ahmed ould Mohammed ben Driss ; Moulay Ali ould Ahmed ben Abdallah.

Tribu des Beni Mesgilda

Si Ahmed ould Si ben Tahar ; Larbi el Hajaoui ould Lhassen ; Si M'Hammed ben Bouchta ; Abderrahmane ould Zerrouk ; Ali ould Haddou ; Si Mohammed Zerouani ; Si Mohammed ould Si Larbi ; Si Mohammed el Bayssar ; Abdallah ould bel Lemmoun.

Tribu des Sefiane

Abdesselam ben Ali Zouaidi ; Ben Aïssa ben Bou Jelil ; Tahar bel Haj Kaddour ; Ali ben Thami el Etiri ; Abdelkrim ould Kasri Slimi ; Laoula ben Mohammed ; Jelloul ben Ali ; Si Ahmed ben M'Hamed.

Ces nominations sont valables jusqu'au 31 décembre 1929.

NOMINATION

des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Zaïan.

Par arrêté du colonel commandant p. i. la région de Meknès, en date du 17 décembre 1926, sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Zaïan, les notables dont les noms suivent :

Cheikh Si Ali ould Allah ; Si Mohamed ou Laoucine ; Si Mohamed N'Aomar ; Si Abouchane ; Si ben Naceur N'Baoua ; Si Ahmaroq ould Moha ou Hammou.

Ces nominations sont valables jusqu'au 31 décembre 1929.

DÉLÉGATION

dans les fonctions d'inspecteur du travail.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 27 décembre 1926, ont été chargés, à titre transitoire, des fonctions d'inspecteurs du travail :

M. ASCENCIO, chef de l'Office des renseignements généraux de Rabat, pour la circonscription du nord ;

M. BLONDELLE, sous-chef de bureau à l'Office économique de Casablanca, pour la circonscription du sud.

CRÉATIONS D'EMPLOI

Par dahir du 23 juillet 1926 ratifié par décret du Président de la République du 22 août 1926, il a été créé :

1° A la cour d'appel de Rabat : deux sièges de conseiller ;

2° Au tribunal de première instance de Rabat :

Un siège de vice-président ;

Un poste de juge.

Par décision du chef du service de la conservation de la propriété foncière, en date du 23 décembre 1926, il est créé dans les cadres du service de la conservation de la propriété foncière, cinq emplois de secrétaire de conservation par transformation de cinq emplois de commis principal et commis.

**PROMOTIONS, NOMINATIONS ET LICENCIEMENT
DANS DIVERS SERVICES.**

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 26 décembre 1926, M. PIALAS, sous-directeur de 3° classe, chef du service des perceptions et recettes municipales, est nommé sous-directeur de 2° classe, à compter du 1^{er} septembre 1926.

Par arrêtés du directeur général des travaux publics, en date du 1^{er} octobre et du 1^{er} décembre 1926, sont promus :

Ingénieurs principaux des travaux publics de 4° classe

M. TEILLET Henri, ingénieur subdivisionnaire de 3° classe, à compter du 1^{er} juillet 1926 ;

M. ARNAL Louis, ingénieur subdivisionnaire de 3° classe, à compter du 1^{er} décembre 1926.

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 27 décembre 1926, M. CARBONNEAUX LE PERDRIEL, ingénieur agricole, domicilié à Cherbourg, est nommé inspecteur adjoint stagiaire de l'agriculture, à compter de la veille de son embarquement pour le Maroc (emploi réservé).

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 27 décembre 1926, M. KASTENDEICH Nicolas, chef de pratique agricole de 2° classe, qui a satisfait aux épreuves du concours du 21 mai 1926, est nommé inspecteur adjoint de l'agriculture de 5° classe, à compter du 1^{er} juin 1926.

Par arrêté du trésorier général du Protectorat, en date du 9 décembre 1926, M. BENAUSSE Charles, receveur adjoint du trésor de 2° classe, est promu receveur particulier du trésor de 5° classe, à compter du 16 novembre 1926.

Par arrêté viziriel en date du 29 décembre 1926, M. MANDRICHI Dominique - Antoine, commis-greffier principal de 3^e classe au tribunal de paix de Meknès, est licencié pour invalidité physique, à compter du 31 décembre 1926.

PROMOTION

réalisée en application du dahir du 27 décembre 1924 sur les rappels de services militaires.

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 27 décembre 1926, M. VIRELIZIER Pierre, inspecteur adjoint de 5^e classe, le 16 octobre 1926, est reclassé comme inspecteur adjoint de 5^e classe le 16 octobre 1925.

ERRATUM AU « BULLETIN OFFICIEL » N° 737 du 7 décembre 1926, page 2303.

Arrêté résidentiel du 26 novembre 1926 portant réorganisation territoriale du Maroc.

ARTICLE PREMIER. — « Régions civiles ».

Au lieu de :

« Circonscription autonome de contrôle civil des Chiadma, chef-lieu à Mogador ; »

Lire :

« Circonscription autonome de contrôle civil de Mogador, chef-lieu à Mogador ; »

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des impôts et contributions

AVIS DE MISE EN RECouvreMENT
des rôles du tertib et des prestations de 1926 pour les contribuables européens et assimilés.

L'administration a mis en recouvrement les rôles du tertib et des prestations de 1926 pour les contribuables européens et assimilés dans les circonscriptions suivantes :

Région de Fès : Sefrou (Anglais), Souk el Arba de Tissa (Anglais).

Région de Meknès : Meknès-banlieue (Anglais), El Hajeb (Anglais).

Circonscription des Doukkala : Sidi ben Nour (Anglais).

Le présent avis est donné en conformité des dahirs du 10 mars 1915 sur le tertib, du 10 juillet 1924 sur les prestations, et du 22 novembre 1924 sur le recouvrement des créances de l'Etat

Le directeur des impôts et contributions,
PARANT.

SITUATION DE LA BANQUE D'ÉTAT DU MAROC au 30 novembre 1926.

ACTIF

Encaisse métallique.....	11.029.174.52
Dépôt au trésor public à Paris.....	69.000.000.00
Disponibilités en dollars et livres sterling	69.879.849.68
Autres disponibilités hors du Maroc....	198.772.592.61
Portefeuille effets.....	458.970.003.64
Comptes débiteurs.....	70.740.472.65
Portefeuille titres.....	388.297.874.07
Gouvernement marocain (zone française)	15.021.945.61
— (zone espagnole)	95.310.95
Immeubles.....	16.718.086.95
Caisse de prévoyance du personnel (titres)	2.624.342.67
Comptes d'ordre et divers.....	276.603.996.80
Total.....	Fr. 1.577.753.650.15

PASSIF

Capital.....	30.800.000.00
Réserves.....	11.700.000.00
Billets de banque en circulation :	
Francs.....	451.737.825.00
Hassani.....	48.660.00
Effets à payer.....	2.011.850.16
Comptes créditeurs.....	217.942.840.88
Correspondants hors du Maroc.....	3.318.487.85
Trésor public à Paris.....	259.421.573.36
Gouvernement marocain (zone française)	529.972.301.12
— (zone espagnole)	135.373.17
— zone tangéroise)	3.323.662.51
Caisse spéciale des travaux publics....	226.428.44
Caisse de prévoyance du personnel....	2.698.804.35
Comptes d'ordre et divers.....	64.415.843.31
Total.....	Fr. 1.577.753.650.15

Certifié conforme aux écritures

Le Directeur général de la Banque d'Etat du Maroc
P. RENGNET.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Localité de Ber Rechid

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de la localité de Ber Rechid (2^e émission), pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 10 janvier 1927.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Contrôle civil de Casablanca-banlieue

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du contrôle civil de Casablanca-banlieue (2^e émission), pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 10 janvier 1927.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Ville de Settat

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de la ville de Settat (4^e émission), pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 10 janvier 1927.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE REQUISITIONS ⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 3338 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 4 décembre 1926, la djemâa des Ouled Yahia, fraction des Ouled Alouane, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, représentée par Abdelkader ben Mohamed ben Kacem et par Abdelkebir ben Dahou, demeurant tous deux au douar Oulad Yahia, autorisée par le directeur général des affaires indigènes, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Chetba », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Chetba Rouihina », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Ouled Alouane, rive droite de l'oued Grou, à 2 km. 500 au sud-ouest du marabout de Sidi Messaoud, à proximité du lieu dit Bir el Moglet.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord et à l'ouest, par l'oued Grou ; à l'est, par Slimane ben Slimane, sur les lieux, douar Oulad Yahia, et Djilali ben Hamadi, également sur les lieux, douar Chiakh ; au sud, par un ravin et au delà par Benaïssa ben el Khelifi et Ben Nacer ben Nacer, sur les lieux, douar Oulad Yahia.

La djemâa requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 16 rebia I 1345 (24 septembre 1926) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3339 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 décembre 1926, M. Lepot Robert-Henri, garagiste, marié sans contrat à dame Le Blanc Hélène-Ernilie, le 4 février 1907, à Aveluy (Somme), demeurant et domicilié à Mechra bel Ksiri, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement domanial de Mechra bel Ksiri, lots n°s 32 et 33 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Garage Nord-Marocain », consistant en terrain et constructions, située à Mechra bel Ksiri.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.151 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue de lotissement non dénommée ;

à l'est, par M. Lopez Juan, maçon, et par M. Derey, tous deux demeurant à Mechra bel Ksiri ; au sud, par une rue de lotissement non dénommée ; à l'ouest, par Si Omar Benedjma, négociant, demeurant à Mechra bel Ksiri, et par l'Etat chérifien (domaine privé).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul du 7 moharrem 1343 (9 août 1924), homologués, aux termes desquels l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3340 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 décembre 1926, Mme Soultana bent el Hadad ben Kostali, mariée à Abdelkader ben Miloudi, selon la loi musulmane, vers 1916, au douar Layaïda, fraction des Gsissat, tribu des Ouled Mimoun, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, représentée par son époux, et agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivise, de : 1^o Moulat bent el Hadad ben Kostali, célibataire ; 2^o Henia bent Salah Zerouali, veuve de El Hadad ben Kostali, demeurant également au douar Layaïda, la requérante domiciliée à Aïn el Aouda, chez M. Collignon, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivise, sans proportions indiquées, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Remlia III », consistant en terrain de labours et de parcours, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Mimoun, à proximité du douar Layaïda, fraction des Gsissat, rive gauche de l'oued Grou, à 6 km. 500 environ au nord-est de Souk el Had et à 2 km. environ au nord d'Aïn Kohal.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Zeroual ; à l'est, par Kaddour ould Hasso ; au sud et à l'ouest, par Ali ben Djilali ; tous demeurant au douar Layaïda susvisé.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elles en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Ben el Kaddour ben el Kessali, père des deux premières et époux de la troisième, et dans celle de Tahar, frère des deux premières et fils de la troisième. Ben el Kaddour ben el Kes-

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caid, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

sali, susnommé, en étant de son vivant propriétaire en vertu d'une moukia en date du 23 rejev 1341 (11 mars 1923) homologuée, et étant décédé à la survivance de son fils Tahar également susnommé, lui-même décédé par la suite ainsi que cela résulte du même acte.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3341 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 décembre 1926, Mme Soultana bent el Hadad ben Kostali, mariée à Abdelkader ben Miloudi, selon la loi musulmane, vers 1916, au douar Layaïda, fraction des Gsissat, tribu des Ouled Mimoun, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, représentée par son époux, et agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivise de : 1° Moulat bent el Hadad ben Kostali, célibataire ; 2° Henia bent Salah Zerouali, veuve de El Hadad ben Kostali, demeurant également au douar Layaïda, la requérante domiciliée à Aïn el Aouda, chez M. Collignon, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivise, sans proportions indiquées, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Dhess », consistant en jardin, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Mimoun, fraction Gsissat, à proximité du douar Lyaïda, rive gauche de l'oued Grou, à 100 m. environ à l'est du marabout de Mohamed ben Driss.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 ares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Zeroual ; à l'est, par Bouaza ben Zraïmi ; à l'ouest, par Ali ben Djilali, tous demeurant au douar Layaïda susvisé ; au sud, par l'oued Grou.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elles en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Ben el Kaddour ben el Kessali, père des deux premières et époux de la troisième, et dans celle de Tahar, frère des deux premières et fils de la troisième. Ben el Kaddour ben el Kessali, susnommé, en étant de son vivant propriétaire en vertu d'une moukia en date du 23 rejev 1341 (11 mars 1923) homologuée, et étant décédé à la survivance de son fils Tahar également susnommé, lui-même décédé par la suite ainsi que cela résulte du même acte.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3342 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 décembre 1926, Mme Soultana bent el Hadad ben Kostali, mariée à Abdelkader ben Miloudi, selon la loi musulmane, vers 1916, au douar Layaïda, fraction des Gsissat, tribu des Ouled Mimoun, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, représentée par son époux, et agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivise de : 1° Moulat bent el Hadad ben Kostali, célibataire ; 2° Henia bent Salah Zerouali, veuve de El Hadad ben Kostali, demeurant également au douar Layaïda, la requérante domiciliée à Aïn el Aouda, chez M. Collignon, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivise, sans proportions indiquées, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Lemdel », consistant en terrain de labours et de parcours, située contrôle civil des Zaërs, fraction des Ouled Mimoun, à proximité du douar Layaïda, à 5 km. environ au nord-est de Souk el Had, à 1 km. environ de la source d'Aïn Kehal.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Zerouali ; à l'est, par Rahal ben Larbi ; au sud, par l'Etat chérifien (domaine privé — forêts) ; à l'ouest, par les Oulad Betoul, représentés par M'Bark ben Batoul ; tous ces indigènes demeurant au douar Layaïda susvisé.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elles en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Ben el Kaddour ben el Kessali, père des deux premières et époux de la troisième, et dans celle de Tahar, frère des deux premières et fils de la troisième. Ben el Kaddour ben el Kessali, susnommé, en étant de son vivant propriétaire en vertu d'une moukia en date du 23 rejev 1341 (11 mars 1923) homologuée, et étant décédé à la survivance de son fils Tahar également susnommé, lui-même décédé par la suite ainsi que cela résulte du même acte.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3343 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 décembre 1926, Mme Soultana bent el Hadad ben Kostali, mariée à Abdelkader ben Miloudi, selon la loi musulmane, vers 1916, au douar Layaïda, fraction des Gsissat, tribu des Ouled Mimoun, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, représentée par son époux, et agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivise de : 1° Moulat bent el Hadad ben Kostali, célibataire ; 2° Henia bent Salah Zerouali, veuve de El Hadad ben Kostali, demeurant également au douar Layaïda, la requérante domiciliée à Aïn el Aouda, chez M. Collignon, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivise, sans proportions indiquées, d'une propriété dénommée « Aof Lalarba », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Haoud Lalla Arba », consistant en terrain de labours et parcours, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Mimoun, fraction Gsissat, à proximité du douar Layaïda, lieudit « Dahar Beïda », à 1 km. 500 au sud-est du marabout de Sidi Hamza, à 4 km. environ à l'est de la route de Rabat à Camp-Marchand.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par le caïd El Hadiould Keïr ; à l'est et à l'ouest, par Azza ben Abdelkader ; au sud, par les héritiers de Si Zaïer Cherchouri, représentés par Mohamed ben Zaïr, tous demeurant au douar Layaïda susvisé.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elles en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Ben el Kaddour ben el Kessali, père des deux premières et époux de la troisième, et dans celle de Tahar, frère des deux premières et fils de la troisième. Ben el Kaddour ben el Kessali, susnommé, en étant de son vivant propriétaire en vertu d'une moukia en date du 23 rejev 1341 (11 mars 1923) homologuée, et étant décédé à la survivance de son fils Tahar également susnommé, lui-même décédé par la suite ainsi que cela résulte du même acte.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3344 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, M. Vêrot René, contrôleur des postes, marié sans contrat à dame Thévenot Jeanne, le 28 mai 1919, à Marissel (Oise), demeurant à Rabat, boulevard de la Tour-Hassan, n° 88, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « René-Jeanne », consistant en terrain à bâtir, située à Rabat, à proximité de l'avenue de la Victoire et à droite, à 300 mètres, des trois portes.

Cette propriété, occupant une superficie de 375 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue non dénommée ; à l'est, par M. Pilou, demeurant à Rabat, 16, rue de Foix ; au sud, par M. Mazery, demeurant à Rabat, rue de Naples ; à l'ouest, par Si el Hadj Omar Tazi, vizir des domaines, demeurant à Rabat, avenue Dar el Makhzen.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Rabat du 30 juin 1926, aux termes duquel Si Hadj Omar Tazi lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3345 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Saïd ben Bouazza ez Zaïri en Naghmouchi, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Abbas, en 1896, à Camp-Christian, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, représenté par Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sanu, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Cheguiga », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Neghamcha, à 23 km. au sud de Camp-Marchand, à 1 km. environ au nord de Christian, à proximité du cimetière de Sidi el Mekki.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par Bouazza ben Dahou ; au sud, par Mizza

ben Hammani ; à l'ouest, par un oued et au delà par Sidi Abderahman ben Bouameur, tous demeurant, sur les lieux, au douar El Aroussiïne.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 27 rejeb 1338 (16 avril 1920), homologué, aux termes duquel M'Hammed ben Hammou Chergaoui, dont les droits résultent du même acte, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3346 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Saïd ben Bouazza ez Zaari en Naghmouchi, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Abbas, en 1896, à Camp-Christian, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, représenté par Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Aïn es Sil », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Neghamcha, et à 500 mètres environ au nord-ouest de Christian, à proximité de Sidi Kaddour ben Hamida.

Cette propriété, occupant une superficie de 1 hectare, est limitée : au nord, par Abdelkader ben Aziza, sur les lieux, douar Aroussiïne ; à l'est, par Mohamed ben Akka en Moussaoui Eyousfi et par Lahcen ben M'Barek, également sur les lieux, douar Kemala ; au sud, par El Hadj ben Larbi en Neghmouchi et par El Bouhali ben Hamida ; à l'ouest, par une piste et au delà par El Bouhali ben Hida en Neghmouchi ; ces derniers demeurant tous au douar Arroussiïne précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 19 hija 1339 (24 août 1921) homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3347 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Saïd ben Bouazza ez Zaari en Naghmouchi, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Abbas, en 1896, à Camp-Christian, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, représenté par Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Argoub Si Tayebi », consistant en terrain de parcours, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Neghamcha, sur la route de Marchand à Christian, à 3 km. environ au nord de Christian.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par Ali ben Larbi en Neghmouchi ; à l'est, par El Arroussi ben Ahmed ; au sud, par M'Barek ben Atia ; à l'ouest, par Ali ben Larbi, tous demeurant sur les lieux, douar Aroussiïne.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 9 jomada I 1338 (30 janvier 1920), homologué, aux termes duquel M'Hamed ben Fatah et sa sœur Oum el Aïd, dont les droits résultent du même acte, lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3348 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Saïd ben Bouazza ez Zaari en Naghmouchi, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Abbas, en 1896, à Camp-Christian, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, représenté par Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir

donner le nom de « Oued Grou », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Neghamcha, fraction des Arroussiïne, à 15 km. à l'est de Christian, sur l'oued Grou, rive gauche, et sur la route de Christian à Moulay Bouazza, à proximité du lieu dit « Ouljet ben Kremis ».

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Grou ; à l'est, par la route susvisée et au delà par El Kebir ben Larroussi Neghmouchi ; au sud, par ce dernier ; à l'ouest, par Bou Ameer ben Damoun, tous demeurant aux douars et fraction des Arroussiïne, tribu des Neghamcha.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 28 moharrem 1345 (8 août 1926) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3349 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Saïd ben Bouazza ez Zaari en Naghmouchi, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Abbas, en 1896, à Camp-Christian, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, représenté par Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Zehiliga », consistant en terrain de parcours et de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Neghamcha, fraction des Arroussiïne, à 1 km. au nord-ouest de Christian.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par El Yachi ben el Maati en Neghmouchi ; à l'est, par l'oued et au delà par l'Etat chérifien (domaine privé) ; au sud, par Bouameur ben Ahmed, Bouazza ben Dahan et Lahcen ben el Maïti ; à l'ouest, par El Yachi ben el Maïti surnommé et El Hadj ben Farhoum, tous demeurant aux douars et fraction des Arroussiïne, tribu des Neghamcha.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul en date du 9 jomada I 1338 (30 janvier 1920), homologués, aux termes desquels Keroun ben Miloud en Neghmouchi et Hammou ben Bouazza, dont les droits résultent des mêmes actes, lui ont vendu la première partie, le deuxième le surplus de ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3350 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Saïd ben Bouazza ez Zaari en Naghmouchi, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Abbas, en 1896, à Camp-Christian, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, représenté par Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Toualaâ », consistant en terrain de parcours et de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu Neghamcha, à 25 km. de Camp-Marchand, près du cimetière Sidi el Mekki, sur la route de Camp-Marchand à Camp-Christian et à 2 km. au nord-ouest de l'aïn Zeiliga.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par El Miloudi ben el Bsir, demeurant sur les lieux ; à l'est, par Azzouz ben Chérif et El Miloudi ben el Bsir, demeurant au douar Arroussiïne, tribu des Neghamcha ; au sud, par Mohammed ben el Maati el Moussaoui, demeurant aux douars et fraction Kmala, tribu des M'Khalif, contrôle civil des Zaërs ; à l'ouest, par Sedik ben Mohammed ben Brahim et Miloudi ben Brahim, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de trois actes d'adoul en date, le premier, du 8 jomada I 1338 (29 janvier 1920), les deux autres, du 9 jomada I 1338 (30 janvier 1920), homologués, aux termes desquels : 1° Kerroum ben el Miloudi ez Zaari, ses frères et sœurs ; El Hassen, Aïcha et Toto, et leur oncle Ali ben Hammani ; 2° Bou-

chaïb ben Karti, ses frères et sœur : Ali, Bou Amer, Ahmed et Djemaâ, et leurs neveux : Abbès, Dahan, Toto et Halima, enfants de Qacem ; 3° Chérif ben Larbi Ziari, sa sœur Oum el Kheir et ses neveux : Mohamed, Lebsir, Amar, Mbarek et Touti, enfants d'El Hachemi, dont les droits résultent des actes susvisés, lui ont vendu partie de ladite propriété, le surplus lui appartenant en vertu d'une moukia en date du 29 chaabane 1336 (9 juin 1918) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3351 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Saïd ben Bouazza ez Zaari en Naghmouchi, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Abbas, en 1896, à Camp-Christian, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, représenté par Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Outia », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Neghamcha, fraction et douar Arroussine, à 1 km. au nord-ouest de Christian, à proximité de la route de Marchand à Christian.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par l'Etat chérifien (domaine public) ; à l'est, par Fatah el Moussaoui ; au sud, par Hammani ben Fatah el Moussaoui, tous deux demeurant fraction et douar des Moussaoua, tribu des M'Khalif, contrôle civil des Zaërs ; à l'ouest, par El Aroussi ben Ahmed, demeurant au douar Arroussine susvisé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 10 moharrem 1345 (21 juillet 1926) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3352 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Saïd ben Bouazza ez Zaari en Naghmouchi, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Abbas, en 1896, à Camp-Christian, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, représenté par Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Kerkbat », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Neghamcha, fraction et douar Arroussine, sur la route de Marchand à Christian et à 800 mètres environ au nord de Christian.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par El Yachi el Maati en Neghmouchi, Mohamed ben Saïd et Mohamed ben Bouazza el Aroussi ; à l'est, par un ravin et au delà l'Etat chérifien (domaine privé) ; au sud, par Bouameur ben Ahmed en Neghmouchi, Bouazza ben Dahan et El Hassan ben el Maati ; à l'ouest, par El Yachi ben el Maati et El Hadj ben Ferkoun, tous demeurant au douar des Arroussine susvisé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 10 moharrem 1345 (21 juillet 1926) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3353 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Saïd ben Bouazza ez Zaari en Naghmouchi, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Abbas, en 1896, à Camp-Christian, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, représenté par Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Fedan ed Dachi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Neghamcha, fraction et douar Arroussine, près de Christian, sur la route de Rabat à Camp-Marchand, à 800 mètres environ au nord-est de Christian.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Ben Hmida en Neghmouchi et Ahmed ben Mohamed en Neghmouchi, demeurant au douar Arroussine susvisé ; à l'est, par Mohamed ben el Mamoun el Moussaoui ; au sud, par El Maati ould el Khaourania el Moussaoui, demeurant tous deux au douar Khemala, tribu M'Khalif, contrôle civil des Zaërs ; à l'ouest, par un ravin et au delà l'Etat chérifien (domaine privé).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 10 moharrem 1345 (21 juillet 1926) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3354 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Djilali ben Ali el Kamlaoui el Makhloufi, marié selon la loi musulmane à dame Tayou bent Qassou, vers 1886, aux douar et fraction des Kmala, tribu des M'Khalif, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, agissant en son nom et comme copropriétaire indivis de : 1° Hammani ben Hammou ben Ali, marié selon la loi musulmane à dame El Kbiria bent Bouazza ben el Feqih, vers 1916 ; 2° Hammou ben Hammou ben Ali, marié selon la loi musulmane à dame Toto bent el Yachi, vers 1920 ; 3° Bouazza ben M'Barek, marié selon la loi musulmane à dame Toto bent M'Barek, vers 1900 ; 4° Abdelkader ben M'Barek, marié selon la loi musulmane à dame Toto bent Redouane, vers 1906 ; 5° El Bsir ben M'Barek, marié selon la loi musulmane à dame Aïcha bent Djilali, vers 1908, tous demeurant au douar Kmala précité, ledit requérant représenté par El Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Roudet Talba », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Camp-Marchand, tribu des M'Khalif, fraction et douar des Kmala, sur la route d'Oued Zem, à 7 km. au sud de Christian, à 1 km. environ au sud du marabout de Sidi Lakdar.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par El Yachi ben M'Barek el Kamlaoui et Qassou ben el Maati ; à l'est, par Fatah ben Fatma el Kamlaoui ; au sud, par M'Hammed ben Redouan el Kamlaoui, Bouameur ben Hammani et Larbi ben Bahloul ; à l'ouest, par Sahoniya bent el Kamlaoui, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moukia en date de fin moharrem 1345 (10 août 1926) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3355 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Djilali ben Ali el Kamlaoui el Makhloufi, marié selon la loi musulmane à dame Tayou bent Qassou, vers 1886, aux douar et fraction des Kmala, tribu des M'Khalif, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, agissant en son nom et comme copropriétaire indivis de : 1° Hammani ben Hammou ben Ali, marié selon la loi musulmane à dame El Kbiria bent Bouazza ben el Feqih, vers 1916 ; 2° Hammou ben Hammou ben Ali, marié selon la loi musulmane à dame Toto bent el Yachi, vers 1920, tous deux demeurant au douar Kmala précité, ledit requérant représenté par El Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis pour moitié, le surplus à Hammani et Hammou par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Gribja », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Camp-Marchand, tribu des M'Khalif, fraction et douar des Kmala, à 6 km. au sud de Christian et à 1 km. environ à l'est du marabout de Sidi Lakdar.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par El Yachi ben M'Barek el Kamlaoui ; à l'est, par El Fatah ben Fatma el Kamlaoui ; au sud, par Bou Ameer ben

Hammani et Mohammed ben Ameer el Kamlaoui ; à l'ouest, par Sahaniya bent el Kamlaoui, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moulkia en date de fin moharrem 1345 (10 août 1926) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3356 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Djilali ben Ali el Kamlaoui el Makhloufi, marié selon loi musulmane à dame Tayou bent Qassou, vers 1886, aux douar et fraction des Kmala, tribu des M'Khalif, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, agissant en son nom et comme copropriétaire indivis de : 1° Hammani ben Hamou ben Ali, marié selon la loi musulmane à dame El Kbiria bent Bouazza ben el Feqih, vers 1916 ; 2° Hammou ben Hammou ben Ali, marié selon la loi musulmane à dame Toto bent el Yachi, vers 1920, tous deux demeurant au douar Kmala précité, ledit requérant représenté par El Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis pour moitié, le surplus à Hammani et Hammou par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom « El Briouiga », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des M'Khalif, fraction des Kmala, à 2 km. de Camp-Christien, à proximité de la source dite « Aïn Gueddida ».

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Bouazza ben Abbou el Kamlaoui ; à l'est, par Ben Larbi el Kamlaoui ; au sud, par Ali ben M'Barek el Kamlaoui et M'Barek ben Larbi ; à l'ouest, par Mohamed ben Ali es Saïdi, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moulkia en date du 10 moharrem 1345 (21 juillet 1926) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3357 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, le caïd Djilali ben Ali el Kamlaoui el Makhloufi, marié selon loi musulmane à dame Tayou bent Qassou, vers 1886, aux douar et fraction des Kmala, tribu des M'Khalif, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, représenté par El Hadj Mohamed el Bahraoui, demeurant et domicilié à Rabat, rue Sam, n° 10, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Bouirat », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Camp-Marchand, tribu des M'Khalif, fraction des Kmala, à 7 km. environ de Christian, à proximité du marabout de Sidi Lakdar.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par Mohammed ould el Kerdi, Bouazza ben Kaddour, Mohamed ben Ferhoun et M'Hammed ben Bouazza ; à l'est, par Hammani ben Larbi et Cheikh M'Hammed ben Bouazza er Rahouani ; au sud, par M'Barek ben Houa ; Rabal ben el Qarâ et Mohamed ben el Aqa el Yousfi ; à l'ouest, par Hammani ben Larbi et Si Larbi Doukkali, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkia en date du 15 safar 1345 (25 août 1926) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3358 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 décembre 1926, le caïd Thami ben Abdallah ez Zaari el Abidi, marié selon la loi musulmane, vers 1906, aux douar et fraction des Ouled Mellouk, tribu des Beni Abid, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ed Daya

et Touila », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil de Camp-Marchand, tribu des Beni Abid, fraction et douar des Ouled Mellouk, à 5 km. de Souk el Tnine, à 1 km. d'Aïn Riba, sur la piste de Sidi Yahia à Aïn Riba.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Bas-Fond », titre 1375 R., appartenant à M. Anfossi, agriculteur, demeurant au domaine du Menzeh par Témara, et par El Hadj ben Bougtib, sur les lieux, douar Chegran ; à l'est, par la propriété dite « Bled Benacer II », rég. 2245 R., dont l'immatriculation a été requise par Benaceur ben Belaïd ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par la piste de Sidi Yahia à Aïn Riba, le cheikh Bou Ameer ben Larbi, Ali ben Hamou, Mohammed ben el Achhab et Miloud ben Hammani, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkia en date du 7 jomada I 1345 (13 novembre 1926) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3359 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 décembre 1926, le caïd Thami ben Abdallah ez Zaari el Abidi, marié selon la loi musulmane, vers 1906, aux douar et fraction des Ouled Mellouk, tribu des Beni Abid, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Hamri IX », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Camp-Marchand, tribu des Beni Abid, fraction et douar des Ouled Mellouk, à 5 km. du souk El Tnin, près de la piste de Sidi Yahia à Aïn Riba.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, à l'est et à l'ouest, par la propriété dite « Bled Thami IV », titre 2087 R., appartenant au requérant ; au sud, par le cheikh Bou Ameer ben Larbi, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 5 chaabane 1344 (18 février 1926), homologué, aux termes duquel El Hadj Yahia ben el Hadj lui a vendu ladite propriété, lui-même l'ayant acquise de Bou Azza ben el Arbi ez Zaari el Abidi, propriétaire originel, en vertu d'une moulkia en date du 9 kaada 1339 (15 juillet 1921), homologuée, par acte d'adoul de même date homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3360 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 décembre 1926, Mohamed ben Tahar el Azizi es Sefiani, marié selon la loi musulmane à dame Ed Daouia bent Larbi, vers 1896, aux douar et fraction des Beni Aziz, tribu des Beni Malek, contrôle civil de Souk el Arba, y demeurant, agissant en son nom et comme copropriétaire indivis de Gmih ben el Hadj Djilali Tadani, marié selon la loi musulmane à dame Zohra bent el Maalem Mohamed, vers 1896, aux douar et fraction Teddana, tribu des Beni Malek, contrôle civil de Souk el Arba, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dakhla el Gabass », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Souk el Arba, tribu des Beni Malek, fraction et douar des Beni Aziz, à 4 km. environ au sud de Mechra bel Ksiri, rive gauche du Sebou, à 5 km. environ à l'ouest de Tala Zazia.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord et à l'ouest, par l'oued Sebou ; à l'est, par le requérant ; au sud, par Allal ould Ameer ben Dris, demeurant aux douar et fraction des Ouled Riahi, tribu des Beni Malek, contrôle civil de Souk el Arba.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 20 chaabane 1343 (16 mars 1925), homologué, aux termes duquel

El Hadj Mohamed ben el Hadj Tahar Riahi, agissant tant en son nom qu'en celui de ses frères et sœurs : Abdelkader, Rahma, Haddoun et Ghenima, et de Fatma bent Mohamed, Ed Dhaouia bent Kacem Touaidi, Ayada bent Abdesselam, Tahera bent Kacem, tous héritiers de Mohamed ben el Hadj Tahar, propriétaire originel, suivant acte de même date constatant en outre les qualités héréditaires des susnommés, leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3361 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 décembre 1926, le caïd Thami ben Abdallah ez Zaari et Abidi, marié selon la loi musulmane, vers 1906, aux douar et fraction des Ouled Mellouk, tribu des Beni Abid, contrôle civil de Camp-Marchand, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Et Talaa », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Camp-Marchand, tribu des Beni Abid, fraction et douar des Ouled Mellouk, à 5 km. de Souk el Tnine, près de la piste de Sidi Yahia à Aïn Riba, à 2 km. environ d'Aïn Riba.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par le requérant et le cheikh Bou Ameer ; à l'est, par Abdallah ben el Bahloul ; au sud, par Bou Ameer ben Rahma et Larbi ben Mohamed ; à l'ouest, par la propriété dite « Bled Thami IV », titre 2087 R., appartenant au requérant, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 1^{er} safar 1344 (21 août 1925), homologué, aux termes duquel El Kheroui ben Kessou Zaari, propriétaire suivant moukia de même date, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3362 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 décembre 1926, Larbi ben el Hadj Abdelkader Sbity dit « El Aouni », cultivateur, marié selon la loi musulmane à Tahra bent Taïbi ben Ali, vers 1901, demeurant douar et fraction des Ouled Sbity, tribu des Ameer, contrôle civil de Salé, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sania III », consistant en terrain et plantations, située douar des Ouled Sbity précité, au km. 21 de la route de Kénitra, à hauteur de Bir ould Sbeïta, à 200 mètres à l'ouest, entre la piste de Méhédia et la route.

Cette propriété, occupant une superficie de 14 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par la djemaa des Ouled Sbity ; au sud, par Djillali ben Rouane, Abdeslam ben Kacem, El Mjoudi ben Ali, Zaïd ben Mensour, Abdeslam ben el Ouazzani, Bennaceur ben Brahim, Ben Acher ben Taïbi ; à l'ouest, par la piste de Salé à Mehdiya, et au delà Allal ben Mohamed, tous demeurant aux douar et fraction des Ouled Sbity précités.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date de fin moharrem 1345 (10 août 1926), homologué, aux termes duquel il l'a acquis de Bou Ghaba ben el Aouni es Sbity et consorts, ces derniers en étant eux-mêmes propriétaires en vertu d'une moukia en date du 21 safar 1344 (10 septembre 1925), également homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3363 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 décembre 1926, Larbi ben el Hadj Abdelkader Sbity dit « El Aouni », cultivateur, marié selon la loi musulmane à Tahra bent Taïbi ben Ali, vers 1901, demeurant douar et fraction des Ouled Sbity, tribu des Ameer, contrôle civil de Salé, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « M'Brouka », consistant en terrain de labours, située contrôle civil de Salé, tribu des Ameer, frac-

tion des Gouaïd, douar Dousselim, à 14 km. environ de Salé, sur la piste de Mehdiya, à hauteur du marabout de Sidi ben Daoud.

Cette propriété, occupant une superficie de 80 hectares, est limitée : au nord, par Larbi ben el Hadj Mohamed el Amri el Gaïdi ; à l'est, par les Ouled Kacem, représentés par Allal ben Mohamed ; au sud, par El Mamoun ben Taïbi Doulimi et le requérant, tous demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par l'océan Atlantique.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de quatre actes d'adoul en date du 27 jourmada I 1345 (3 décembre 1926), aux termes desquels : Hamida ben Abdallah el Hanchi et consorts ; El Arbi, El Hassan et Abdesselam, fils d'Abdesselam el Hanchi et consorts, propriétaires suivant moukia du 26 jourmada I 1345 (2 décembre 1926), et Mohamed et Bouazza, enfants d'Er Riahi el Amri et consorts, et Abdallah et Bouazza, fils de Ghrib el Amri et consorts, propriétaires suivant moukia du 27 jourmada I 1345 (3 décembre 1926), lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3364 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 décembre 1926, Es Sahraoui ben el Anaya, marié selon la loi musulmane à dame Zahra bent Djilali el Harf, vers 1906, au douar Derkaoua, tribu des Mektar, contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de Driss ben Taïbi, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Hamou, vers 1891, au douar précité, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tourissa », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu des Mektar, fraction des Ouled Ghiaï, douar Derkaoua, sur la piste conduisant au souk Djemâat, au lieu dit « Smira Merdja », à 3 km. environ au nord-ouest du marabout de Sidi Ahmed.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Kacem ould Aïcha Moussa ; à l'est, par Aïcha bent Moussa ; au sud, par la piste venant de Ghamza, et au delà par la propriété dite « Smira Merdja », titre 1841 R., appartenant à la Société Foncière Marocaine, représentée par M. Obert, demeurant boulevard de la Tour-Hassan, à Rabat ; à l'ouest, par M'Hamed Fatah ez Zaïgh, dit Et Taghraoui. Tous les indigènes demeurant au douar Derkaoua précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1° Driss ben Taïbi, en vertu d'un acte d'adoul en date du 8 rebia II 1339 (20 décembre 1920), homologué, aux termes duquel il l'a acquis indivisément avec Sid el Hachemi el Djedari ; 2° Es Sahraoui ben el Anaya, pour avoir acquis, suivant mention sous seings privés portée le 12 rejeb 1342 (18 février 1924) à la suite de l'acte susvisé, la part appartenant dans cet immeuble à Sid el Hachemi el Djidani susnommé.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3365 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 décembre 1926, Ahmed ben Si Abdallah Tehami el Ouezzani, marié selon la loi musulmane à dame Zobeïda bent el Hadj el Alem el Kadiri, vers 1923, à Rabat, y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 72, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Latifa », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Arab, fraction et douar des Ouled Otman, à 30 km. environ au sud de Rabat et à 1 km. 500 environ au nord de Sidi Smaïne, lieu dit « Koudiat Chemch ».

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares, est limitée : au nord, par l'ancienne route de Casablanca et au delà par El Hadj Allal el Otmani et Lahsen ben Mohamed et Ahmed ben Abdekader ; à l'est, par Ahmed ben Abdelkader susnommé ; au sud, par une daya, El Hadj Allal el Otmani et les héritiers du caïd El

Ghazi ; à l'ouest, par Abdeslam ben Abdelkader el Otmani. Tous les indigènes demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes de partage en date du 15 jourmada I 1344 (1^{er} décembre 1925), homologués, dressés après le décès de Moulay Abdallah ben Larbi ben Tehami, ce dernier en étant propriétaire pour l'avoir acquis de El Hadj Cherqui ben el Hadj Mohamed ed Dehibi et Bouazza ben Lahraoui et ses frères, Ahmed et Maati, suivant actes d'adoul en date des 15 et 21 rebia II 1327 (6 et 12 mai 1909) homologués.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3366 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 décembre 1926, Si Ahmed ben Si Abdallah Tehami el Ouzzani, marié selon la loi musulmane à dame Zobeïda bent el Hadj el Alem el Kadiri, vers 1923, à Rabat, y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 72, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Latifa II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Arab, fraction et douar des Oulad Otman, à 30 km. environ de Rabat, à 1 km. environ au nord du marabout de Sidi Smaïn, lieu dit « Koudiat Chemch ».

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par Korchi ben Mfadél, demeurant sur les lieux, douar des Oulad Otman ; à l'est, par Driss ben el Hadj ben M'Barek el Fartouti, également sur les lieux, douar Faratit ; au sud, par l'ancienne piste de Rabat-Casablanca et au delà par l'Office des séquestres des biens austro-allemands ; à l'ouest, par Korchi ben M'Fadél susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de partage en date du 15 jourmada I 1344 (1^{er} décembre 1925), homologué, dressé après le décès de Moulay Abdallah ben Larbi ben Tehami, ce dernier en était lui-même propriétaire pour l'avoir acquis de Maafi ben Abdallah Dehini el Fartouti, suivant acte d'adoul de la dernière décade de jourmada I 1327 (9 et 30 juin 1909) homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Avis prescrit par l'article 101 du dahir du 9 ramadan 1331
(12 août 1913)

Délivrance d'un nouveau duplicata du titre foncier

Le conservateur de la propriété foncière soussigné a l'honneur de prévenir le public que M. Castanié Paul-Louis, domicilié à Casablanca, 9, rue du Marabout, a demandé la délivrance d'un nouveau duplicata du titre foncier n° 891 C. de la propriété dite « Villa Janine », sise à Casablanca, boulevard de Rabat et rue de Lyon, dont il s'est rendu acquéreur, suivant procès-verbal d'adjudication sur saisie immobilière en date du 1^{er} juillet 1924, à raison de l'impossibilité d'entrer en possession du duplicata qui avait été délivré à M. Jais Salomon, précédent propriétaire inscrit, demeurant anciennement à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 192, actuellement décédé (art. 90, 101 et 102 du dahir foncier).

Toute personne intéressée peut, dans le délai de quinze jours de la publication du présent avis, formuler toute opposition que de droit à cette délivrance.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Avis prescrit par l'article 101 du dahir du 9 ramadan 1331
(12 août 1913)

Délivrance d'un nouveau duplicata du titre foncier

Le conservateur de la propriété foncière soussigné a l'honneur de prévenir le public que M. Castanié Paul-Louis, domicilié à Casa-

blanca, 9, rue du Marabout, a demandé la délivrance d'un nouveau duplicata du titre foncier n° 2571 C. de la propriété dite « Brillant », sise à Casablanca, boulevard Lyautey, dont il s'est rendu acquéreur, suivant procès-verbal d'adjudication sur saisie immobilière en date du 1^{er} juillet 1924, à raison de l'impossibilité d'entrer en possession du duplicata qui avait été délivré à M. Jais Salomon, précédent propriétaire inscrit, demeurant anciennement à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 192, actuellement décédé (art. 90, 101 et 102 du dahir foncier).

Toute personne intéressée peut, dans le délai de quinze jours de la publication du présent avis, formuler toute opposition que de droit à cette délivrance.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Avis prescrit par l'article 101 du dahir du 9 ramadan 1331
(12 août 1913)

Délivrance d'un nouveau duplicata du titre foncier

Le conservateur de la propriété foncière soussigné a l'honneur de prévenir le public que M. Castanié Paul-Louis, domicilié à Casablanca, 9, rue du Marabout, a demandé la délivrance d'un nouveau duplicata du titre foncier n° 3498 C. de la propriété dite « Vichy Villa », sise à Casablanca, avenue Mers Sultan prolongée, dont il s'est rendu acquéreur, suivant procès-verbal d'adjudication sur saisie immobilière en date du 1^{er} juillet 1924, à raison de l'impossibilité d'entrer en possession du duplicata qui avait été délivré à M. Jais Salomon, précédent propriétaire inscrit, demeurant anciennement à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 192, actuellement décédé (articles 90, 101 et 102 du dahir foncier).

Toute personne intéressée peut, dans le délai de quinze jours de la publication du présent avis, formuler toute opposition que de droit à cette délivrance.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9661 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 novembre 1926, Mohammed ben Hadj el Cadi Saïdi el Arifi Salmi, marié vers 1918, selon la loi musulmane, à Fatouma bent Bouaza ben el Caïd, demeurant et domicilié aux Ouled Saïd, casbah El Ayachi, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Fedane El Abd », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Arif, fraction et douar Ouled Salem, à 2 km. de la casbah El Ayachi, près de la rég. 8743 C., propriété dite « Fedane el Regragui Sheb Draouat ».

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par les héritiers El Amri, représentés par Rahal ben Amri ; à l'est, par les Ouled Zaouia, représentés par Mohamed ben Hadj Tahar ben Zaouia ; au sud, par le chérif Ahmed ben Mokadam Rahali ; à l'ouest, par les héritiers de Abd el Wahab, représentés par Rahal ben Amri précité, tous ces indigènes demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date de fin jourmada II 1342 (6 février 1924), aux termes duquel Aïcha bent Zaouia ben Bouchaïb lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9662 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 novembre 1926, Mohammed ben Hadj el Cadi Saïdi el Arifi Salmi, marié vers 1918, selon la loi musulmane, à Fatouma bent Bouaza ben el Caïd, demeurant et domicilié aux Ouled Saïd, casbah El Ayachi, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « El Haoud Fedan Bouchaïb et El Aïndja », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Khalifa ben el Hadj », consistant en terrain de labours, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Arif, frac-

tion et douar Ouled Salem, à 1 km. de la casbah El Ayachi, riveraine de la réquisition 6694 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, comprenant trois parcelles, limitées, savoir :

Première parcelle : au nord, par les Ouled Ezzaouia, représentés par Mohamed ben Hadj Tahar ; à l'est, par une piste allant de la casbah des Ouled Saïd à Bled Ahmed bel Safik et au delà par Ahmed ben Moukadan ; au sud, par Mokhtar ben Bouchaïb ; à l'ouest, par les frères Mohamed et Bahloul ben Abderrahman ;

Deuxième parcelle : au nord, par les Ouled Mohammed ben Abderrahman, représentés par Mohammed ben Djilali et Zohra bent Fekik Mohamed ; à l'est, par les héritiers de Hadj Mohamed ben Mansour, représentés par M'Hamed ben Mansour ; au sud, par les héritiers de Hadj el Mekki ben Abdelkader, représentés par Mohammed ben Hadj Mekki ; à l'ouest, par Ali ben Zohra et Ahmed ben Zahra.

Troisième parcelle : au nord, par la piste de la casbah, au lieu dit « Najni », et au delà par Mohamed ben Larbi ben Ali ; à l'est, par Aïcha bent Ali Yatou bent Abderrahmane et Mimouna bent Abderrahmane ; au sud, par les héritiers de Hadj Mohamed ben Hadj Djilali, représentés par Maati ben Hadj Mohamed ; à l'ouest, par la propriété dite « Boubes », objet de la réquisition 6694 C., appartenant à Maati ben Hadj Mohamed précité, tous ces indigènes demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 26 hijra 1344 (7 juillet 1926).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9663 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 novembre 1926, 1° Driss ben Saïd ben Moussa, marié selon la loi musulmane vers 1905, à El Ghazia bent Bouazza, demeurant tribu de Beni Oura, fraction des Beni Mkrane, douar Oulad Laroussi, agissant en son nom et comme copropriétaires indivis de 2° Freha bent Brahim, veuve de Ben Saïd ben Moussa, décédé vers 1919, demeurant au même lieu ; 3° Abdelkader ben Saïd ben Moussa, célibataire, demeurant au même lieu ; 4° Mohamed ben Saïd ben Moussa, marié à Zohra bent Mohamed, vers 1925, et demeurant au même lieu ; 5° Zohra bent Saïd ben Moussa, veuve d'Embarek Esseghini, décédé vers 1917, demeurant au même lieu ; 6° Fatma bent Saïd ben Moussa, mariée vers 1910, à El Kebir ben Kacem, demeurant au même lieu ; 7° Rekia bent Saïd ben Moussa, mariée vers 1925, à Mohamed ben Larbi, demeurant à Boulhaut ; 8° Zeina bent Saïd ben Moussa, mariée vers 1925 à Esseahi Ziani, demeurant au même lieu ; 9° Yamna bent Saïd ben Moussa, mariée vers 1925, à Fatmi ben Hamou, demeurant au même lieu ; 10° Fatma Essghira, dite « Zizouna », mariée en 1926, à El Hassan ben Sehraoui, demeurant au dit lieu, et tous ayant pour mandataire Mohamed ben Larbi, surnommé, demeurant et domicilié à Boulhaut, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar el Koulikha », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, tribu des Beni Oura, fraction des Beni Mkrane, douar Ouled Laroussi, près de la propriété dite « Koujei », rég. 8880 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par la route de Boulhaut aux Zaër ; à l'est, par la propriété dite « Daïet el Maghzen », appartenant au domaine privé de l'Etat chérifien, représenté par M. le contrôleur des domaines, à Casablanca, et par les Ouled ben Kaddour, représentés par Allal ben Kaddour, sur les lieux ; au sud, par la propriété domaniale sus-indiquée ; à l'ouest, par un ruisseau et au delà les requérants.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur père Ben Saïd ben Moussa, selon acte de filiation du 2 jourmada II 1337 (5 mars 1919), lequel l'avait lui-même acquis de Mahjoub et Mohamed ben Larbi, par acte d'adoul du 4 chaabane 1328 (11 août 1911).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9664 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 novembre 1926, El Mokhtar ben el Hadj Mohammed el Harizi el Meniari, marié selon la loi musulmane en 1910, à Zohra bent Faraj, agissant en son nom et comme copropriétaire indivis de El Caïd ben el Hadj Mohammed el Harizi el Meniari, marié selon la loi musulmane en 1909, à Fatma bent Hosseine, demeurant et domiciliés au douar Souaffa, fraction des Ouled Meniar, tribu des Ouled Harriz, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Elagouaïr et Elfern », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, fraction des Oulad Meniar, douar Souaffa, près de la zaouïa de Sidi Dris, à 5 km. à l'ouest de Ber Rechid, riveraine de la propriété objet de la réquisition 5914 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares, est limitée : au nord, par Ettaïbi ben Lefekih, douar des Oulad Chemane (Ouled Saïd) ; à l'est, par Elarbi ben Lefeqih el Hadj Mohammed, sur les lieux ; au sud, par Dris ben Lefeqih, sur les lieux ; à l'ouest, par la propriété dite « Bled Elfeqih Si Meffadel », rég. 5914 C., appartenant à Lemfadel ben Lefeqih Elhadj Mohammed, à Casablanca, derb Ben Jediya, rue 22, n° 10.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec son coindivisaire, en vertu d'un acte de partage en date du 24 rebia II 1341 (14 décembre 1922).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9665 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 novembre 1926, El Arbi ben el Hadj Mohamed el Harizi el Meniari, célibataire, demeurant et domicilié au douar Souaffa, fraction des Ouled Meniar, tribu des Ouled Harriz, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Elagouaïr et Elfern II », consistant en terrain de labours, située contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, fraction des Ouled Meniar, douar Souaffa, près de la zaouïa de Sidi Driss, à 5 km. à l'ouest de Ber Rechid, riveraine de réquisition 9664 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares, est limitée : au nord, par Ettaïbi ben Lefeqih, aux Ouled Saïd, douar des Oulad Chennane ; à l'est, par Ahmed ben Mohamed, douar Ouled Allal, tribu des Ouled Harriz, connu sous le nom de Ould Bou Beghal ; au sud, par Driss ben Lefeqih, sur les lieux ; à l'ouest, par la propriété dite « Elagouaïr et Elfern », objet de la réquisition 9664 C., appartenant à El Caïd ben el Hadj Mohammed et El Mokhtar ben el Hadj Mohammed, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de partage en date du 24 rebia II 1341 (14 décembre 1922).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9666 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 27 novembre 1926, El Mefaddel ben el Ghomari el Meniari, veuf de Eddaouia bent Mohamed, décédée vers 1916, marié selon la loi musulmane à Daouia bent Ettaghi, vers 1911, demeurant et domicilié à Casablanca, derb Ben Jedia, rue 22, maison n° 10, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Eddaïat », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Errebah », consistant en terrain de labours, située contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, fraction des Beni Meniar, près du mausolée de Sidi Mohamed ben Tahar, à 7 km. de Ber Rechid, sur la piste allant de Ber Rechid à la zaouïa de Sidi Ahmed ben Driss, limitrophe de la réquisition 5914.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Omar ben el Feqih Echemani et consorts, demeurant aux Ouled Saïd, tribu des Ouled Arif, fraction Mzoura, douar des Beni Ikhleff, à An Bahar à l'est, par Bouchaïb ben Abdessalam ben Mohamed et consorts, demeurant sur les lieux ; au sud, par El Hassan ben Ettahar, sur les lieux ; à l'ouest, par le requérant (rég. 5914 C.), propriété dite « Bled el Fequih Si Meffadel ».

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 1^{er} hija 1325 (5 janvier 1908), par lequel il l'a acquis de El Aïachi ben El Aïachi et consorts.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9667 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 27 novembre 1926, Ahmed ben el Mir, marié selon la loi musulmane, vers 1920, à Salaha bent Thami, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Mohamed ben el Mir, marié selon la loi musulmane, vers 1918, à El Mekkia bent Tami ; 2° M'Hamed ben el Mir, célibataire, tous demeurant et domiciliés au douar et fraction Charkaoua, tribu des Guedana, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Nekhila », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Guedana, fraction et douar Charkaoua, près du mausolée de Sidi el Mir et de la zaouïa des Cherkaoua.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Boudali ben Lemsettef, douar Khafaoua, fraction Gramta, tribu des Guedana ; à l'est, par Mohamed ben M'Hamed, sur les lieux ; au sud et à l'ouest, par Charki ben Hadj Mekki, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires, en vertu d'une moukia en date du 28 kaada 1344 (9 juin 1926).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9668 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 novembre 1926, El Maati ben Djillali, marié vers 1907, selon la loi musulmane, à Fatma bent Abdelkader Chetania, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses copropriétaires indivis, savoir : 1° El Housseïne ben Djilali, célibataire ; 2° Touhamia bent Djillali, veuve de Mohamed ben Ahmed Djemaoui, décédé vers 1916 ; 3° Chama bent Djillali, veuve de Ben Taïbi Tealbi, décédé vers 1906 ; 4° El Haddaouia bent Djillali, veuve de Mohamed ben Abdallah Merieh, décédé vers 1916 ; 5° Halima bent Djilali, mariée à Tealeb ben Larbi Rouissi, vers 1906 ; 6° Mina bent Djillali, veuve de Salah ben Mohamed Rouissi, décédé vers 1891 ; 7° Moumena bent Djillali, mariée vers 1916, à Djilali ben el Maati Rouissi ; 8° Cherki ben Bennaceur Rouissi, célibataire ; 9° Amor ben Hadj Djilali, veuf de Yamina bent Djilali, décédée vers 1920, tous demeurant et domiciliés au douar Ouled Bourouiss, fraction Ouled Boudjema, tribu Moulaine el Outa (Ziaïda), a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Mers Bouazza bel Lahssen », consistant en terrain de labours, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Moulaine el Outa (Ziaïda), fraction Ouled Boudjema, douar Ouled Bourouiss, près de la réquisition 8823 C. et limitrophe du titre 3117 C., au 3^e km. de la route de Casablanca à Boulhaut, à 3 km. à gauche de la dite route.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, et comprenant trois parcelles, est limitée, savoir :

Première parcelle : au nord, par M. Jossierand, à Casablanca, rue des Ouled Ziane, maison Gaëtan Brun ; à l'est, par Bouchaïb ben Mohamed Djemaoui, douar et fraction Ouled Boudjenia (Ziaïda) ; au sud, par Taïbi bel Kebir, même adresse que dessus ; à l'ouest, par M. Jossierand, susnommé ;

Deuxième parcelle : au nord, par M. Jossierand, susnommé ; à l'est, le même ; au sud, par les requérants ; à l'ouest, par Bouchaïb ben M'Hamed Djemaoui, susnommé ;

Troisième parcelle : au nord, par M. Jossierand, susnommé ; à l'est, le même ; au sud, par les requérants ; à l'ouest, par la propriété dite « Les Mimosas II », objet du titre 3117 C., appartenant à M. Dupont Alfred, demeurant à Boulhaut.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires, en vertu de deux

actes de partage par adoul en date des 1^{er} chaabane 1343 et 17 joumada II 1344 (25 février 1925 et 2 janvier 1926) des biens leur provenant de leurs auteurs Mohamed ben Ahmed et Djilali ben Djilali.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9669 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 novembre 1926, Mohammed ben Elarbi ben el Hadj ez Ziadi, caïd des tribus Ahlaf et Melilla (M'Dakras), marié selon la loi musulmane à Kaltoum bent Si Bouazza, vers 1895, à Aïcha bent el Kaoui, vers 1894, à Haddoum bent Cheikh Ahmed, vers 1920, et à El Asla bent el Maati, vers 1919, demeurant tribu des Ahlaf, douar Ouled Lahcen, Dar Caïd Mohamed et domicilié à Casablanca, chez M. Wolff Charles, architecte, 135, avenue du Général-Drude, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Dahr Es Sekkoum », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Caïd Mohammed I », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord (annexe de Boucheron), tribu des Ahlaf (Mdakras), fraction Ouled Lahcen, douar El Blidiyne, à proximité de Bir Bouazza, sur la route de Boucheron à Ben Ahmed.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par les héritiers de Bouchaïb ben el Rezouani el Blaydi, représentés par le cheikh Bouazza ben Bouchaïb ; à l'est, par Si Mohamed ben Chraa ; au sud, par la route de Boucheron à la kasbah de Ben Ahmed ; à l'ouest, par les héritiers de Si Bouazza ben Cherki, représentés par Chayeb ben Bouchaïb ; par les héritiers du fqih El Himeur, représentés par Hassar ben el Himeur, tous les indigènes précités, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 5 rebia Elouel 1337 (9 décembre 1918), aux termes duquel El Djilani ben Si Bouazza ben ech Cherqui et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9670 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 novembre 1926, Mohammed ben Elarbi ben el Hadj ez Ziadi, caïd des tribus Ahlaf et Melilla (M'Dakras), marié selon la loi musulmane à Kaltoum bent Si Bouazza, vers 1895, à Aïcha bent el Kaoui, vers 1894, à Haddoum bent Cheikh Ahmed, vers 1920, et à El Asla bent el Maati, vers 1919, demeurant tribu des Ahlaf, douar Ouled Lahcen, Dar Caïd Mohamed et domicilié à Casablanca, chez M. Wolff Charles, architecte, 135, avenue du Général-Drude, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Diar el Baroud-Arbouch-El Haouh », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Caïd Mohammed II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des Ahlaf (Mdakras), fraction des Ouled Zid, à 3 km. de Dar Caïd Mohammed et à 7 km. au sud-est de Boucheron.

Cette propriété, occupant une superficie de 180 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée, savoir :

Première parcelle : au nord, par Abderrahman Britel, caïd de Boucheron ; Bouchaïb ben Mokkadem Djilali, douar Shiret, tribu des Ouled Cebbah ; Bouchaïb ben Ghenou ; M'Hamed ben Taroud, tous deux sur les lieux ; Sidi Zeroual, douar Oulad ben Smaïn, tribu des Ouled Ali ; par les héritiers d'El Madani ech Cherkaoui, représentés par Mohammed Cherkaoui, sur les lieux ; à l'est, par Sidi Zeroual précité et les héritiers de El Madani ech Cherkaoui, pré-nommés ; Bel Hadj bel Djilali, douar Oulad Salah, tribu de Mellila ; au sud, par la piste de Boulhaut à Ber Rechid et au delà le requérant ; à l'ouest, par Mohammed ben Djilali, douar El Blidiydne, tribu des Ahlaf ;

Deuxième parcelle : au nord, par Rahma bent el Guereb, douar et fraction Jouabeur, tribu des Ouled Cebbah ; la piste de Boulhaut à Ber Rechid et au delà le requérant ; à l'est, par les héritiers de El Madani ech Cherkaoui précités ; au sud, par Sidi Zeroual précité ; par Bouchaïb ben Ghenou et M'Hamed ben Taroud, susvisés et El Hocine ben el Mokkadem, douar Blidiydne précité ; à l'ouest, par Mohammed ben el Djilali, Mohammed ben Abbès, sur les lieux. Il existe dans cette parcelle une enclave appartenant à Mohamed ben Abdelkader ben Bou Ali, demeurant au douar Blidiydne.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'actes d'adoul en date des 3 chaoual 1327 (18 octobre 1909), 15 jourmada II 1328 (24 juin 1910) et 13 chaabane 1328 (20 août 1910), aux termes desquels Essahayeh ben el Hadj Elarbi et consorts, Elarbi ben el Maati et consorts, Salah ben el Djilani et consorts et Mohammed ben M'Hamed et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9671 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 novembre 1926, M. Padovani Xavier-Joseph, marié à dame Forcioli Eulalie-Emilie, sans contrat, le 18 novembre 1912, à Casablanca, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Novo, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de M. Thelliez Paul, marié sans contrat à dame de Segoud de la Brousse, le 13 décembre 1922, à Lafayette (Constantine), demeurant chez M. de Segoud de la Brousse, à Lafayette, et domicilié à Casablanca, chez M. Padovani, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de la moitié pour chacun d'eux, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « La Janine », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouia-nord, tribu de Médiouna, lieudit « Beaulieu ».

Cette propriété, occupant une superficie de 6.925 mètres carrés, est limitée : au nord, par la route des Abattoirs et une rue non dénommée ; à l'est, par le lot 224 du lotissement de Beaulieu (séquestre des biens austro-allemands) ; au sud, par la voie ferrée normale ; à l'ouest, par le lot 226 du lotissement susvisé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec son coindivisaire, en vertu d'un procès-verbal d'adjudication en date du 14 janvier 1924 des mains de l'Allemand Carl Ficke, approuvé par M. le Gérant général des séquestres de guerre à Rabat, le 26 janvier 1924.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9672 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 novembre 1926, 1° Zeroual ben Ahmed, marié selon la loi musulmane vers 1905, à Rekia bent Hadj Abdallah ; 2° Soltana bent Djilani, veuve de Ahmed ben Bouazza, décédé vers 1911 ; 3° Bouazza ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1920, à Izza bent Ali ben Saïd ; 4° Abdelkader ben Ahmed, marié vers 1916, selon la loi musulmane, à El Bacha bent el Hassan ; 5° El Bahia bent Ahmed, célibataire, tous demeurant et domiciliés tribu des Hedami, fraction Cherkaoua, douar Reghaoua, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « El Koudiat », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « El Koudiat Zeroual », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouia-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Hedami, fraction Cherkaoua, douar Reghaoua, à environ 1 km. du mausolée de Sidi Abdelkhalek.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par le chemin d'Azemmour à la casbah des Ouled Saïd et au delà Bouchaïb ben Larbi, douar Ouled Amor, fraction et tribu précitées ; à l'est, le chabet de Ghechioua (ravin) et au delà Ahmed ben Ali et Mohamed ben Larbi, sur les lieux ; au sud, par Bouchaïb ben Saïd, douar Hadahda, fraction et tribu précitées ; à l'ouest, par Saïd ben Amor et Abdouhamid ben Bouchaïb, sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu 1° d'un acte d'achat du 4 safar 1280 (21 juillet 1863), aux termes duquel leur auteur Ahmed ben Bouazza a acquis ladite propriété de Maati Embarek et consorts ; 2° d'un acte de filiation des 18 rebia II 1345 (26 octobre 1926) établissant qu'ils sont les seuls héritiers de leur auteur susnommé.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9673 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 novembre 1926, M. Marage Paul-Nicolas-Charles, marié à dame Fournier Marie-Victorine de Bordj Bou Arreridj (Constantine), le 25 mars 1889, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu le 4 mars 1889, par M^e Lefèvre, notaire à Alger, demeurant et domicilié à Casablanca, villa Marie-Paul, boulevard Gouraud, n° 32, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Ettouiza », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Touiza Behalla », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouia-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Abbou, fraction des Ouled Slimane, douar Behalla, près de Sidi Messaoud.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par El Mir ben Larbi et El Hachemi ben Abdallah et consorts ; à l'est, par une dépression de terrain et au delà le caïd des Ouled Abbou M'Hamed ben Hadj Mohamed ; au sud, par la piste de Souk el Djema à Settât, et au delà, El Mir ben Larbi précité ; à l'ouest, par le chemin allant de la casbah des Ouled Djedi à Tamil et au delà la propriété dite « Touiza Dial Caïd » ; objet de la réquisition 9233 C., appartenant au caïd des Ouled Abbou ; Mohamed ben Hadj Mohamed précité ; Salah ben Mahi ; Mohamed ben Amor ben Mahi et une daya appartenant au domaine privé de l'Etat chérifien, représentés par le contrôleur des domaines, à Casablanca, tous les indigènes ci-dessus demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 29 rebia 1345 (6 novembre 1926), aux termes duquel il l'a acquis de Bouazza ben Tabar el Bahlouli el Hamdoudi et consorts.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9674 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 30 novembre 1926, M. Villon Narcisse-Joseph, marié à dame Charbonnier Marie, sans contrat, le 16 juin 1896, à Tiberguent, commune de Fedj M'Zala (Constantine), demeurant à Settât, et domicilié à Casablanca, 95, rue du Marabout, chez M^e Rolland, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Koudiat Sakia Ghaba », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouia-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Guedana, fraction Boulaouane, douar Ouled Larbi.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares, est limitée : au nord, par la route de Bou Laouane à Souk el Had et au delà par la Zaouïa de Sidi Rahal ; à l'est, par le ravin dit « Chaabot El Klab » et au delà par ladite zaouïa de Sidi Rahal ; au sud, par la séguia venant d'Aïn Echachia à l'oued Oum Rebia et au delà, par la propriété dite « La Séguia », objet du titre 5293 C., appartenant à Mme Bacquoy Guedon, veuve Merklen, demeurant à Casablanca, 403, route de Médiouna ; à l'ouest, par la propriété dite « Koudiet el Ghaba », réq. 4747 C., appartenant à Bezzou bent Ali el Boulouarni et consorts, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 9 chaabane 1344 (22 février 1926), aux termes duquel il l'a acquis de Saïd el Djillali et consorts.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9675 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 30 novembre 1926, Cheikh Mohamed ben Bouchaïb el Médiouni Elazki, marié selon la loi musulmane vers 1867, à 1° Daouia bent Abbou, décédée vers 1909, et 2° vers 1910, à Rbia bent Elaziri, demeurant et domicilié aux douar et fraction Elazouka, tribu de Médiouna, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Eloudjeh », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Oujeh Sidi Moumen », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouia-nord, tribu de Médiouna, fraction et douar El Azouka, à 8 km. de Casablanca, près la route de Boucheron et Sidi Moumen.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par El Hossain et son frère Mohamed ben Bouazza el Hraoui et consorts ; à l'est, par un sentier allant aux Bouirat et au delà El Hassan ben Ghanem el Hraoui ; au sud, par El Hassan ben Ghanem el Hraoui susnommé ; à l'ouest, par un sentier allant de Qliat au jardin El Missaoui et au delà El Hassan ben Ghanem, susnommé, tous indigènes demeurant fraction des Hraouia, douar Hraouine, tribu de Médiouna.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 7 chaabane 1327 (24 août 1909).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9676 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 30 novembre 1926, Itto bent Abdelkader el Haddaoui, veuve de Hadj el Hossain ben M'Hamed Ziani, décédé en 1922, demeurant et domiciliée à Casablanca, 30, impasse El Kerma, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Melk Itto », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, 30 et 32, impasse El Kerma.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 mètres carrés, est limitée : au nord, par les héritiers de Mohamed ben Slama, représentés par Hadj Abdelkader ben Slama, demeurant à Casablanca, rue de Rabat ; au sud, par les héritiers de Mohamed Zouali el Fassi, représentés par Mokhtar ben el Ghali, demeurant à Casablanca, impasse El Kerma, n° 28 ; à l'est, par Hadj Bouazza ben Hadj Amor, à Casablanca, rue Krantz ; à l'ouest, par l'impasse El Kerma.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 20 ramadan 1320 (21 décembre 1902), aux termes duquel Amina bent Hadj Abdelkader et Aïcha bent Mohamed bent el Hafian, lui ont vendu leurs droits dans ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9677 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 30 novembre 1926, 1° Mahmoud ben Djilali ben Allal, marié à Fatma bent Kacem, en 1900, et à Fatma bent Mohamed, en 1916, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Lemaachia bent Mohamed ben Allal, mariée en 1920, à Mohamed ben Abdelkader ; 3° Aïcha bent Mohamed ben Allal, mariée selon la loi musulmane en 1911, à Mohamed ben Lekbir ; 4° Fraïha bent Mohamed ben Allal, mariée en 1916, à Mohamed ben Cherif ; 5° Fatma bent Mohamed ben Allal, mariée en 1916, à Mohamed ben Djilali ben Allal ; 6° Mohamed ben Moussa ben Allal, célibataire ; 7° Moussa ben Moussa ben Allal, célibataire, tous demeurant et domiciliés douar Ouled Azzouz, fraction des Ouled Abdaim, tribu de Médiouna, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Feddan Echemsa et Dar Kacem », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ard Oulad Allal ben Moussa », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouia-nord, tribu de Médiouna, fraction des Oulad Abdaim, à droite du km. 16 sur la route de Casablanca à Mazagan, à proximité de Sidi Bouziane.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Lahsen, les héritiers Ben Amar, représentés par Driss ben Ali ; à l'est, par la route de Casablanca à Mazagan ; au sud, par le chemin allant des Oulad Jerrar à la casbah de Médiouna, et au delà Allal ben Abdelkader ; à l'ouest, par Seghir ben Hamadi ; Abdelkader ben Mohamed ben Abdelkader et Mohamed ben Issa, tous ces indigènes demeurant douar Ouled Azzouz, fraction Oulad Abdaim, tribu de Médiouna.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses co-indivisaires, en vertu d'un acte d'adoul en date du 11 chaoual 1344 (24 avril 1926), constatant leurs droits sur ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9678 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 29 novembre 1926, Mohammed ben Elarbi ben el Hadj ez Ziadi, caïd des tribus Ahlaf et Melilla (M'Dakras), marié selon la loi musulmane à Kallout bent Si Bouazza, vers 1895, à Aïcha bent el Kaoui, vers 1894, à Haddoum bent Cheikh Ahmed, vers 1920, et à El Asla bent el Maati, vers 1919, demeurant tribu des Ahlaf, douar Ouled Lahcen, Dar Caïd Mohamed, et domicilié à Casablanca, chez M. Wolff Charles, architecte, 135, avenue du Général-Drude, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « El Karma », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blod el Caïd Mohammed III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouia-nord, annexe de Boucheron, tribu des Ahlaf (M'dakra), fraction des Ouled Zid, lieudit « Dar Caïd Mohamed », à 6 km. au nord-est de Boucheron.

Cette propriété, occupant une superficie de 120 hectares, est limitée : au nord, par Bouchaïb ben Guenou et M'Hamed ben Taroud, douar et fraction Bliidiyne, tribu des Ahlef ; à l'est, par El Maati ben Caïd Mohammed ben el Larbi, demeurant à Dar Caïd Mohammed ; les héritiers de Ali ben el Hadj, représentés par Abbou ben el Hadj, au douar Ouled Zid ; M'Hamed ben Taroud précité ; les héritiers El Madani ech Cherkaoui, représentés par Mohammed ech Cherkaoui, au douar Ouled Zid ; Hadj el Kebir ben Abed, douar Ouled Zid ; Mohammed bel Hadj el Maati, douar Ouled Zid ; Mohamed ben Abid, douar M'Harga et par Djilali ben Moumen, douar Blediayne précité ; au sud, par Djilali ben el Malih ; El Hadjaj ould Meriem ; les héritiers d'Ali ben el Hadj précités ; Larbi ben Caïd Mohammed ben el Larbi, demeurant tous sur les lieux ; à l'ouest, par Bouchaïb ben Guenou précité et Bouchaïb ben el Fequih Salah, douar Ouled Zid.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 22 kaada 1331 (23 octobre 1913), aux termes duquel Ahmed ben el Arbi et Bouchaïb ben Lemfaddal lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9679 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} décembre 1926, Bouchaïb ben Hadj el Hossain Ziani, marié selon la loi musulmane vers 1896, à Aïcha bent Elardjoun, demeurant et domicilié à Casablanca, impasse El Kerma, agissant tant en son nom personnel qu'au nom du domaine privé de l'Etat chérifien, représenté par M. le contrôleur des domaines à Casablanca, a demandé l'immatriculation, en qualité de titulaire d'un droit de zina, et au nom du domaine privé de l'Etat chérifien comme propriétaire du sol, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Melk Bouchaïb », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue El Guerouaoui, n° 18.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 mètres carrés, est limitée : au nord, par El Hadj el Madani el Medkouri, à Casablanca, rue El Guerouaoui, n° 16 ; à l'est, par l'impasse El Guerouaoui ; au sud, par les héritiers d'El Hadj Ahmed Zeroual, représentés par Mohamed bel Caïd el Hraoui, rue du Hamam Djedid, à Casablanca ; à l'ouest, par les héritiers Mohamed ben Saïd Doukali, à Casablanca, rue El Guerouaoui.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'un droit de zina à lui concédé par le domaine privé de l'Etat chérifien, propriétaire du sol, ainsi qu'il ressort d'une inscription au Kounach des Zraïb.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9680 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} décembre 1926, Mme Antonia Hernandez, sujet espagnol, veuve de José-Antonio Martinez, décédé le 8 juillet 1907, à Tlemcen, demeurant et domiciliée à Ber Rechid, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Antoinette », consistant en terrain bâti, située à Ber Rechid.

Cette propriété, occupant une superficie de 400 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Boulangerie Campos »,

objet du titre 3740 C., appartenant à M. Campos, à Ber Rechid ; à l'est et au sud, par des rues non dénommées ; à l'ouest, par la propriété dite « Villa Joséphine IV », objet du titre 2414 C., appartenant à M. Moya, à Ber Rechid.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 29 hija 1335 (17 octobre 1917), aux termes duquel M. Campos lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9681 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} décembre 1926, Salah ben Maati, marié selon la loi musulmane, vers 1901, à Khenata bent el Hadj Maati, demeurant au douar Oulad Maati ben Djilani, fraction Zaouia Ouled Abbou, tribu des Ouled Abbou, représenté par son mandataire Bouchaïb ben Salah, et domicilié à Casablanca, rue Tnaker, derb El Aroussa, n° 5, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « El Haoud », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Haoud Dial Si Salah », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Ouled Abbou, fraction Zaouia, Ouled Abbou, douar Oulad Maati ben Djilani, à 200 mètres de la gare de Foucault.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Himer, douar Khelalka, fraction Zaouia Ouled Abbou ; à l'est, par Salah ben Bendaoud, douar Oulad ben Zine Eddine ; au sud, par la piste de Sidi Abdelkhalak à Sidi Smahi et au delà, Bouchaïb ben Mekki, douar Oulad ben Zine Eddine ; à l'ouest, par Salah ben Bendaoud susvisé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 kaada 1318 (23 février 1901), aux termes duquel Mohamed ben Djilali et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9682 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} décembre 1926, Salah ben Maati, marié selon la loi musulmane, vers 1901, à Khenata bent el Hadj Maati, demeurant au douar Oulad Maati ben Djilani, fraction Zaouia Ouled Abbou, tribu des Ouled Abbou, représenté par son mandataire Bouchaïb ben Salah, et domicilié à Casablanca, rue Tnaker, derb El Aroussa, n° 5, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Outti », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Ouled Abbou, fraction Zaouia, Ouled Abbou, douar Oulad Maati ben Djilani, à proximité du marabout de Sidi Abdelkhaleq.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Bouchaïb ben Maati, douar Ouled Maati ben Djilani ; à l'est, par le requérant ; au sud, par Mohamed Delal, douar Mehdaoua, fraction Oulad Si Boumebdi, tribu des Ouled Abbou ; à l'ouest, par Bouchaïb ben Ali, douar Oulad Ali ben Larbi, fraction Zaouia Ouled Abbou précitée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 kaada 1318 (23 février 1901), aux termes duquel Mohamed ben Djilali et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9683 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} décembre 1926, Salah ben Maati, marié selon la loi musulmane, vers 1901, à Khenata bent el Hadj Maati, demeurant au douar Oulad Maati ben Djilani, fraction Zaouia Ouled Abbou, tribu des Ouled Abbou, représenté par son mandataire Bouchaïb ben Salah, et domicilié à Casablanca, rue Tnaker, derb El Aroussa, n° 5, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a

déclaré vouloir donner le nom de « El Mghairat », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Ouled Abbou, fraction Zaouia, Ouled Abbou, douar Oulad Maati ben Djilani, à proximité du marabout de Sidi Abdelkhaleq.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Ghazouani ben Hadj Khalak, douar Oulad Hadj Khalak, fraction Zaouia Ouled Abbou ; à l'est, par Mohamed ben Lekbir, même douar que ci-dessus, et Bouchaïb ben Mekki, douar Ben Zine Eddine ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par Lekbir ben Ahmed, douar Oulad Bacha Ahmed, fraction Zaouia Ouled Abbou et Hocine ben Larbi, douar Oulad Larbi ben Elhadj.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 kaada 1318 (23 février 1901), aux termes duquel Mohamed ben Djilali et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9684 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} décembre 1926, Salah ben Maati, marié selon la loi musulmane, vers 1901, à Khenata bent Elhadj Maati, demeurant au douar Oulad Maati ben Djilani, fraction Zaouia Ouled Abbou, tribu des Ouled Abbou, représenté par son mandataire Bouchaïb ben Salah et domicilié à Casablanca, rue Tnaker, derb El Aroussa, n° 5, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ben Lougribi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Ouled Abbou, fraction Zaouia Ouled Abbou, douar Oulad Maati ben Djilani, à 200 mètres de la gare de Foucault.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Elhadj Mohamed ben Tebaa, douar Oulad Si Djilani ben Tebaa, fraction Zaouia Ouled Abbou ; à l'est et au sud, par Maati ben Kaddour, douar Oulad Si Kaddour ; à l'ouest, par Bouchaïb ben Ahmed, douar Oulad Elhadj Khalouk.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 kaada 1318 (23 février 1901), aux termes duquel Mohamed ben Djilani et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9685 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 décembre 1926, El Hachemi ben Ahmed el Djebli el Mzouri Erromchani, veuf de El Kebira bent Sid Mohammed ben Ghamin, décédée en 1918, et de Yamina bent Ben Elhaouzia, décédée en 1925, remarié selon la loi musulmane, vers 1914, à Aïcha bent Seïd Hamadi el Mazmzia, demeurant et domicilié douar des Romchana, fraction des Mzoura, tribu des Ouled Arif (Ouled Saïd), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad Hal Zriga », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Arif, fraction des Mzoura, douar Zriga, au nord de Djemâa Darkaoua.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par Seïd ben Aïssa el Djebli ; à l'est, par Mohammed ben Cheïkh Ahmed ; au sud, par les héritiers de Seïd Mohamed ben Ghanem, représentés par Ghanem ben Mohamed ben Ghanem ; à l'ouest, par les héritiers d'Ettahar ben Bouchaïb, représentés par Bouchaïb ben Ettahar. Tous ces indigènes demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date de fin safar 1332 (15 mai 1904), aux termes duquel Fathema bent Ettahar lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9686 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 décembre 1926, El Hachemi ben Ahmed el Djebli el Mazoudi Erromachani, veuf d'El Kebira bent Seïd Mohammed ben Ghanem, décédée en 1918, et de Yamina bent el Elhaouzia, décédée en 1925, et remarié selon la loi musulmane, vers 1914, à Aïcha bent Seïd Hamadi el Mazzzia ; 2° Ghanem ben Mohamed el Mzouri Ezriqui, marié selon la loi musulmane, vers 1890, à Fathama bent el Hadj Amor el Mzouria et, vers 1905, à Zohra bent Bouchaïb el Gdania, demeurant et domiciliés douar des Romchana, fraction des Mzoura, tribu des Ouled Arif (Ouled Saïd), ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Feddan Essekoum », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Arif, fraction des Mzoura, à proximité du douar Darkoua, à l'ouest et à 3 km. environ de Tahachit.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord, par Ahmed ben el Amria el Doukali, douar El Boujdiyene, fraction des Bramja, tribu des Guedana (Ouled Saïd) ; à l'est, par El Hadj Mohammed ben Lessir et par Mohammed ben Elhadj ed Doukali, tous deux au douar des Romchana ; au sud, par un ruisseau et au delà par Mohamed ben Elhadj ed Doukali précité ; à l'ouest, par Ahmed ben el Amria précité et par Seïd Lahmar et Seïd Lekbir ben el Hadj Mohamed ben Abdesslem et par Mohamed ben el Bachir el Boujdi, demeurant tous dans le douar Boujdiyene.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date de fin safar 1319 (17 juin 1901), aux termes duquel Mohammed ben el Hadj Amor Essahaf leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9687 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 décembre 1926, M. Pinton Edmond, marié à dame Pasquinoli Antoinette, à Montpellier (Hérault), le 6 octobre 1925, sans contrat, demeurant et domicilié à Boulhaut, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Boulhaut (lot de colonisation) », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Jacqueline Boulhaut », consistant en terres de labours, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, à 2 km. du village de Boulhaut.

Cette propriété, occupant une superficie de 80 hectares, est limitée : au nord, par le caïd Larbi, caïd de Boulhaut, demeurant à la kasbah ; au nord-est, par la piste de Bouznika & Boulhaut ; au sud-est, par la piste menant à la forêt de Boulhaut et par M. Valade Baptiste, agent des travaux publics à Boulhaut ; au sud-ouest, par la route de Fédhala à Marchand ; au nord-ouest par M. Griveau, demeurant à Boulhaut.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que : 1° les obligations et conditions prévues au cahier des charges pour parvenir à la vente du lotissement de colonisation dont dépend la propriété et de l'article 3 du dahir du 22 mai 1922, notamment la clause de valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner, de louer ou d'hypothéquer sans l'autorisation de l'Etat, le tout à peine de déchéance prononcée par l'administration, dans les conditions du dahir du 23 mai 1922 ; 2° hypothèque au profit de l'Etat chériffien, vendeur, pour sûreté du paiement du prix, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'adjudication du service des domaines en date du 4 novembre 1924.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9688 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 décembre 1926, 1° Mohamed ould Hadj Larbi ben Abdelkader, marié vers 1909 à Aïcha bent L'Fki Si Ahmed Lamri, agissant en son nom personnel et comme propriétaire indivis de : 2° Mbarek ould Hadj Larbi ben Abdelkader, célibataire ; 3° Fathma bent Hadj Larbi ben Abdelkader, veuve de M'Hamed ben Lallali, décédé vers 1908 ; 4° Radia bent

Hadj Larbi ben Abdelkader, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Bouchaïb ben Abdelkader Ghenauri, tous demeurant douar Berradjia, fraction Ouled Samed, tribu Hedami (Ouled Saïd), et domiciliés à Casablanca, chez M. Hauvet, immeuble Chriqui, boulevard de la Liberté, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Hofrat Dial Ziata et Dayat Laouacha », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Hofrat Dial Ziata », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Hedami, fraction Ouled Samed, douar El Kaabra, à 1 km. environ à l'ouest de Si Ahmed Moussa et près de Sidi Abdelghemi, à 3 km. au sud de l'aïn Rouïda.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares et comprenant cinq parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par Seïd Mohamed bel Hadj, douar Ouled Hadj ben Hamou ; à l'est, par Mohamed el Hassan, douar Bel Hassan ; au sud, par M. Chabannes, colon, demeurant sur les lieux.

Deuxième parcelle. — Au nord, par Kacem ben Lkholya ; à l'est, par Seïd Kacem ben el Mokkadem ; au sud, par la piste du souk El Tleta à Hamara, et au delà Kacem ben Lkholya susnommé ; à l'ouest, par Mohamed ben L'Mzabi, tous ces riverains demeurant fraction Ouled Samed, tribu des Hedami.

Troisième parcelle. — Au nord, par Kacem ben Elkolya susnommé ; à l'est, par Mohamed ben L'Mzabi susnommé ; au sud, par Bouazza ben Mohamed ; à l'ouest, par El Mekki ould Hamed bel Mekki, tous ces riverains demeurant fraction Ouled Samed, tribu des Hedami.

Quatrième parcelle. — Au nord, par Ali ben Memi, douar Ben Memi, fraction Ouled Samed ; à l'est, par Larbi ben Bouchaïb, douar Ouled Hakkem, fraction Ouled Amor, tribu des Chtouka ; au sud, par la piste de la ferme Chabannes à la route d'Azemmour, et au delà Kacem ben Lkholya susnommé ; à l'ouest, par un oued et Kacem ben Lkholya susnommé.

Cinquième parcelle. — Au nord, par Hamed ben Hadda, douar Ouled Hakkem précité ; à l'est, par Mohamed ben L'Mzabi, douar Berradia, fraction Ouled Samed ; au sud, par un vallon et Kacem ben Lkholya susnommé ; à l'ouest, par Kacem ben Lkholya susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur, Hadj Larbi ben Abdelkader, à qui l'attribuait une moukya en date de fin rebia 1265 (23 février 1849).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9689 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 décembre 1926, 1° Mohamed ben Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, marié selon la loi musulmane, vers 1900, à Fatma bent M'Seddek, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Mustapha bent Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, marié selon la loi musulmane, vers 1914, à El Hadja Zohra bent Ali ben Hossine ; 3° M'Feddel ben Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, marié selon la loi musulmane, vers 1899, à Aïcha bent el Hadj Mohamed ben Bouabid ; 4° Maati ben Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, marié selon la loi musulmane, vers 1899, à Zabra bent el Hadj Allal ; 5° Bouchaïb ben Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, marié selon la loi musulmane, vers 1903, à Aïcha Taalaoutia ; 6° Mekki ben Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, célibataire ; 7° Abdelkader ben Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, célibataire ; 8° Fatma bent Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, mariée selon la loi musulmane, vers 1904, à Mohamed ben el Hattab ; 9° Zohra bent Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Mohammed bel Hadj Allal ; 10° Amina bent Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, veuve de El Hadj Mohammed bel Hadj Hammou, décédé en 1919 ; 11° Malika bent Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, mariée selon la loi musulmane, vers 1899, à Mohammed ould el Hadj Djillali ; 12° Salah ben Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, marié selon la loi musulmane, vers 1921, à Malika bent el Hadj Allal ; 13° Larbi ben Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, marié selon la loi musulmane, vers 1921, à Fatma bent Ahmed ; 14° Aïcha bent Abdesslem ben Mohammed Ber

Rechid, mariée selon la loi musulmane, vers 1923, à Maati Bakouche; 15° El Fadla bent Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, veuve de Larbi ben Rechid, décédé en 1919; 16° Kaddouj bent Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Rechid bel Fatmi; 17° Saïla bent Abdesslem ben Mohammed Ber Rechid, mariée selon la loi musulmane, vers 1915, à Mohammed ben M'Feddél, tous demeurant et domiciliés à Ber Rechid, à la casbah, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Hadj Larbi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, à proximité du centre de Ber Rechid.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares 1/2, est limitée : au nord, par le chemin en bordure du fossé de la casbah makhzen de Ber Rechid; à l'est, par la route de Casablanca à Settati; au sud, par le caïd de Ber Rechid, sur les lieux; à l'ouest, par la piste du souk Tenine de Ber Rechid à la route de Ber Rechid à Settati, et au delà les requérants.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires en vertu d'une moukya en date du 27 rebia II 1345 (4 novembre 1926).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9690 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 décembre 1926, 1° Aïcha bent Mohamed ben Abbou, mariée selon la loi musulmane, vers 1922, à Allal ben Mohammed; 2° Rahma bent el-Hadj Bouazza, veuve de Ali ben el Afia, décédé vers 1901; 3° Khenata bent el Hadj Bouazza, mariée selon la loi musulmane, vers 1890, à El Afia ben Kacem; 4° Mohamed ben Mohamed ben el Hadj Bouazza, mariée selon la loi musulmane, vers 1923, à Fatma bent Ahmed ben el Ghazi; 5° Mohamed ben Abbou ben Bouazza, veuf de Zohra bent el Hadj Bouazza, décédée vers 1920; 6° Zohra bent Hadjaj ben Abbès, veuve de Mohamed ben Hadj Bouazza, décédé vers 1914; 7° Rahma bent Larbi ben Abderrahman, veuve de Hadj Bouazza ben Tahar, décédé vers 1892, tous demeurant au douar Beni Senzas, fraction des Ouled Merah, tribu des Menia, et ayant pour mandataire Mohamed ben el Afia ben Kacem, au même lieu, et domiciliés à Casablanca, chez M^e Marzac, avocat, rue du Marabout, n° 10, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Haoud Bajaj », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Haoud Bazaz », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Ouled Farès, douar Beni Senzas, à côté de la gare de Mrezig.

Cette propriété, occupant une superficie de 60 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par les Oulad el Herran, représentés par Ahmed ben Larbi ould Larbi ben el Fquih, sur les lieux; au sud, par les Oulad Ali ben Bouazza, représentés par Hadjaj ben el Hadj, douar Oulad Ali ben Bouazza, tribu des Ouled Farès; à l'ouest, par les Oulad Ahmed ben Abdelkader, représentés par El Bachir ould Elhezzeria, sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu : 1° d'un acte d'adoul en date du 26 chaabane 1298 (24 juillet 1881), aux termes duquel leur auteur, El Hadj Bouazza ben Ettahar, a acquis de El Maati ben Abderrahman ladite propriété; 2° de deux actes de filiation en date des 21 chaabane 1344 et 21 rebia I 1345 (6 mars 1926 et 29 septembre 1926) établissant qu'ils sont les seuls héritiers du précité.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite: « Tafilalet », réquisition 2085 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 19 mai 1919, n° 343.

Suivant réquisition rectificative du 13 décembre 1926, l'immatriculation de la propriété dite « Tafilalet », réq. n° 2085 C., sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, tènement d'Ahl

Loghlem, à l'est de Sidi Moumen, est désormais poursuivie tant au nom des requérants primitifs, copropriétaires, chacun par moitié des neuf dixièmes de l'immeuble, que, pour le surplus, au nom de Fatma bent Bouazza, leur sœur, née vers 1886, au douar El Ghorlem, mariée vers 1913 à Erradi ben Larbi, audit lieu et y demeurant, dont les droits ont été reconnus par un jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 28 mars 1925, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel de Rabat, en date du 5 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite: « Lolotte-Yette », réquisition 2895 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 20 avril 1920, n° 391.

Suivant réquisition rectificative du 17 décembre 1926, M. Revol Maxime-Victor, requérant, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Lolotte-Yette », réq. 2895 C., sise à Casablanca, quartier de Mers Sultan, lotissement Eltedgui, soit étendue à une parcelle riveraine au sud de cette propriété et limitée : au nord, par la propriété faisant primitivement l'objet de la réquisition 2895 C.; à l'est, par une rue de quinze mètres; au sud, par une rue de huit mètres (ces deux rues publiques); à l'ouest, par les consorts Eltedgui, demeurant à Casablanca.

Ladite parcelle à annexer, d'une contenance de 263 mètres carrés environ, a été acquise des consorts Eltedgui, suivant acte sous seings privés, en date à Casablanca du 25 novembre 1926, déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite: « Fedane Remlia », réquisition 3401 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 30 novembre 1920, n° 423.

Suivant réquisition rectificative du 13 décembre 1926, la procédure d'immatriculation de la propriété dite « Fedane Remlia » (réq. n° 3401 C.), sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, douar El Ghorlem, route de Médiouna à Fédhala, est désormais poursuivie tant au nom des requérants primitifs, copropriétaires, chacun par moitié, des neuf dixièmes de l'immeuble, que, pour le surplus, au nom de Fatma bent Bouazza, leur sœur, née vers 1896, au douar El Ghorlem, mariée vers 1913 à Erradi ben Larbi, au dit lieu et y demeurant, dont les droits ont été reconnus par un jugement du tribunal de première instance de Casablanca en date du 29 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite: « El Ayachia », réquisition 8422 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 23 février 1926, n° 696.

Suivant réquisition rectificative du 31 août 1926, l'immatriculation de la propriété dite « El Ayachia », réq. 8422 C., sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Hedami, fraction des Allaliche, douar Sidi Zenia, sur la piste des Chtouka à Souk el Djema, est désormais poursuivie au nom exclusif de M. Lendral Eugène, célibataire, demeurant à Casablanca, Roches-Noires, rue de Clermont, n° 4, qui l'a acquise suivant acte sous seings privés déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite: « Bled El Mers VII », réquisition 8910 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 8 juin 1926, n° 711.

Suivant réquisition rectificative du 3 novembre 1926, l'immatriculation de la propriété susvisée, sise contrôle civil de Chaouïa-

sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Ouled Merah (M'Zab), fraction des Beni Chenjaj, près de Sidi Abderrahmane, est poursuivie désormais sous la nouvelle dénomination de propriété dite « Bled Ettoursat IV ».

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Bled Ettoursat IV », réquisition 8911 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 8 juin 1926, n° 711.

Suivant réquisition rectificative du 3 novembre 1926, l'immatriculation de la propriété susvisée, sise contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Ouled Merah (M'Zab), fraction des Beni Chenjaj, près de Sidi Abderrahmane, est poursuivie désormais sous la nouvelle dénomination de propriété dite « Bled el Mers VII ».

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite « Ard ben Salem », réquisition 9456 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 16 novembre 1926, n° 734.

Suivant réquisition rectificative du 9 décembre 1926, l'immatriculation de la propriété dite « Ard ben Salem », réq. 9456 C., est désormais poursuivie au nom des requérants primitifs, à l'exclusion d'Abdessalam ben Bouchaïb, par suite de la cession de ses droits à Elmaati ben Bouchaïb suivant acte sous sceux privés du 30 novembre 1926, déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUJDA

Réquisition n° 1691 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 décembre 1926, Si Mohamed ben Abderrahmane, marié avec Zeïneb bent Si Mohamed ben Abdallah, au douar Ahl Aounout, fraction des Ouled Sidi Ali Oussaïd, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord, vers 1924, selon la loi coranique, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses copropriétaires : 1° Si Ben Saïd ben Abderrahmane, marié avec Meriana bent Mohammadine el Attigui, au même lieu, vers 1905, selon la loi coranique ; 2° Si Mohammadine ben Abderrahmane, marié avec Habiba ben Si el Mamoune, vers 1895, au même lieu, selon la loi coranique ; 3° Si Ahmed ben Abderrahmane, marié avec Fatma bent Mohammed, au même lieu, vers 1903, selon la loi coranique ; 4° Si Mamoune ben Abderrahmane, marié avec Saadia bent Ben Abdallah, au même lieu, vers 1905, selon la loi coranique, demeurant et domiciliés au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, dans la proportion d'un cinquième pour chacun d'eux, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Moussa ou Ali Tafarhit », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord, fraction de Tagma, douar Aounout, à 12 km. environ au nord-ouest de Berkane, en bordure de l'oued Moulouya, à proximité du gué dit Mechraa Sidi Nasseur.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares environ, est limitée : au nord, par : 1° la Moulouya ; 2° Mohamed ould Belaïd, sur les lieux ; à l'est, par la propriété dite « Akouir Tafarhit », réquisition 1531 O., appartenant à Si Ahmed ben Abdallah, sur les lieux ; au sud, par : 1° la piste de la casbah de Cherraa à Ain el Hammam, et au delà Si Mohamed ben Mohamed Trari, sur les lieux, et 2° Si Mohamed ben Mohamed Trari susnommé ; à l'ouest, par : 1° Mohamed ould el Hadj Ahmed et 2° Slimane ben Mohamed el Allaoui, sur les lieux, le deuxième, douar Ouled Alla.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu : 1° d'un acte d'adoul du 30 chaoual 1338 (17 juillet 1920), n° 40, homologué, aux termes

duquel Mohamed ben Ahmed ben Moussa leur a vendu une partie de cette propriété et 2° d'une moukia dressée par adoul le 3 kaada 1338 (19 juillet 1920), n° 44, homologuée, établissant leurs droits sur le surplus de cette propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
SALEL.

Réquisition n° 1692 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, Abdallah ben Mohamed ben Yacoub, marié avec Rekia bent el Houcine, au douar Beni Marissen, fraction des Ouled Salah, tribu des Beni Mengouche du sud, vers 1899, selon la loi coranique, demeurant et domicilié au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Chaabot Ellouz », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Mengouche du sud, à 4 km. environ au sud-est d'Aïn Sfa, de part et d'autre de la piste de Meghrez à Aïn Sfa, à proximité du djebel Meghrez.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares environ, est limitée : au nord, par M'Hamed ben Touhami, douar Ouled Mansar, fraction des Beni Khellouf, tribu des Beni Mengouche du sud ; à l'est, par : 1° Mohamed ould Si Ali ould Aïssa ; 2° Taféj ould Si Abdelkader ben Abderrahmane, le premier, douar Belleïne et, le deuxième, douar Ouled Bou Aïni, fraction des Beni Marissen, tribu des Beni Mengouche du sud ; au sud, par le djebel Meghrez, appartenant au Makhzen ; à l'ouest, par Abdelmoumène ould ben Abdallah Snoussi, sur les lieux, douar Ouled el Mansar.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 15 chaabane 1329 (11 août 1911), n° 146, homologué, aux termes duquel Belaïd ben el Khadir ben el Bachir lui a vendu cette propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
SALEL.

Réquisition n° 1693 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 décembre 1926, Abdallah ben Mohamed ben Yacoub, marié avec Rekia bent el Houcine, au douar Beni Marissen, fraction des Ouled Salah, tribu des Beni Mengouche du sud, vers 1899, selon la loi coranique, demeurant et domicilié au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Tarzinnitt », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Oued Bou Sir », consistant en terre de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Mengouche du sud, à 2 km. 500 environ à l'est d'Aïn Sfa et à 200 mètres au nord de l'oued Bou Sir, en bordure de la piste de Djebel Tazouta à la piste d'Aïn Sfa et de celle dudit djebel à Djebel Meghrez.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares environ, est limitée : au nord, par M'Hamed ben Touhami, douar Ouled Mansar, fraction des Beni Khellouf, tribu des Beni Mengouche du sud ; à l'est, par la piste de Djebel Tazouta à Djebel Meghrez, et au delà Mohamed ould Abdallah, sur les lieux, douar El Kaïoucha ; au sud, par : 1° M'Hamed ben Touhami susnommé ; 2° El Fekir Ahmed ould Si Amar ben Ramdane, sur les lieux, douar El Hekakra ; à l'ouest, par la piste allant de Djebel Tazouta à la piste d'Aïn Sfa, et au delà la propriété dite « Tarzinnitt », réq. 1574 O., appartenant à El Fekir Boumediene ben Kaddour, sur les lieux, douar Ouled Mansar.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 15 chaabane 1329 (11 août 1911), n° 146, homologué, aux termes duquel Belaïd ben el Khadir ben el Bachir lui a vendu cette propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
SALEL.

Réquisition n° 1694 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 décembre 1926, Mimoune ben Bouziane, marié avec Halima bent Mohamed ben Kaddour, au douar Ouled Bousmir, fraction des Ouled Seghir, tribu des Triffa, vers 1911, selon la loi coranique, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses copropriétaires : 1° Taféj ben el Bachir, célibataire mineur placé sous sa tutelle ; 2° Hasna bent Ab-

dallah, veuve non remariée de El Bachir ould Bouziane, décédé au même lieu, vers 1915, et avec lequel elle s'était mariée audit lieu, vers 1895, selon la loi coranique, demeurant et domiciliés au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, dans la proportion de deux tiers pour le premier et d'un tiers pour les deux autres, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Taïmlilet Mimoune », consistant en terres de culture avec construction, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Ouled Seghir, à 7 km. environ à l'est de Berkane, en bordure des pistes de Hassi Smia à Regada et de Zeraïb Cheurfa à Martimprey-du-Kiss.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares environ, est limitée : au nord, par : 1° Sayah ould el Miloud ; 2° Bel Haouari ben Abderrahmane, sur les lieux ; à l'est, par : 1° Mohamed ould Ali ; 2° Kaddour ould Mohamed ben Ahmed, sur les lieux ; au sud, par la piste de Zeraïb Cheurfa à Martimprey-du-Kiss, et au delà la Société Roannaise des Fermes de l'Afrique du Nord, 2, rue de Sully, à Roanne, représentée par M. Morlot Jean, à Aïn Regada ; à l'ouest, par la piste de Hassi Smia à Regada, et au delà Lakhdar ould Mohamed ben Sebahi, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'une moukia dressée par adoul le 10 rebia II 1345 (18 octobre 1926), n° 44, homologuée, établissant leurs droits sur cette propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
SALEL.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH

Réquisition n° 1187 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 décembre 1926, Mohammed ben Abdelkader el Karkouri el Abdi, Marocain, né au douar Krakra, tribu des Abda, vers 1871, marié au même lieu, selon la loi musulmane, vers 1896, demeurant et domicilié au douar Krakra, près de Dar ben Temnar, tribu des Abda, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Koudiat Hamou », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Koudiat Hamou », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Safi, tribu des Abda, fraction des Chahli, douar des Ouled el Aïn.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, se compose de trois parcelles limitées comme suit :

Première parcelle. — Au nord, par les héritiers de Zarouel el Hadri, demeurant à El Hadar, sur les lieux ; à l'est, par les héritiers de Si Abdesselam el Boussouni, demeurant à la zaouïa El Bousounia, tribu Ahmar ; au sud, par les héritiers de Si Larbi Bou Regga, demeurant à El Hadar, sur les lieux ; à l'ouest, par Si Brahim Bou Regga, demeurant à El Hadar, et les héritiers de Si Abdesselam el Boussouni précités.

Deuxième parcelle. — Au nord, par la piste de Souk Djemaa Sahim à Souk el Had des Begghati ; à l'est, par Ould Allal ben Bouchaïb et Ould Abbou ben Fanna, demeurant tous deux au douar El Aïn, sur les lieux ; au sud, par Ould Nini et par El Maalem Kadour Hejjar, demeurant tous deux au douar Ouled Selmoun, fraction Chahli (Abda) ; à l'ouest, par un sentier public allant au douar El Bouib à Sidi Abdelkader.

Troisième parcelle. — Au nord, par la piste de Souk Djemaa Sahim à Souk el Had des Begghati ; à l'est, par les Ouled ben Ghaouti, demeurant au douar des Ouled el Aïn, sur les lieux ; au sud, par les Ouled ben Karkouri, demeurant au douar Ouled el Aïn ; à l'ouest, par le douar El Haraja.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de trois actes d'adoul homologués, en date des 6 rebia II 1304 (2 janvier 1887), 3 safar 1321 (1^{er} mai 1903) et 6 ramadan 1321 (26 novembre 1903), par lesquels Saïd ben Hamida, son frère Dahmane, sa mère Izza et sa sœur Khadidja (1^{er} acte), Tahar ben Ahmed Kerkouri el Aïoumi (2^e et 3^e actes) lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1188 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 16 décembre 1926, Houmad ben Houmad ben Maalem Aomar Choueïkh Sraïdi, marié vers 1924, à Mogador, à Zohra bent Thami, selon la loi musulmane, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de Haïjoub ben Maalem Aomar, marié, vers 1886, à Flouma bent Idhmane, selon la loi musulmane, tous deux demeurant et domiciliés au douar Sraïdi, tribu Haha, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Houmad », consistant en terrain de labours, située au douar Aït Sraïdi, fraction Herarta, tribu Haha.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, en cinq parcelles, est limitée, savoir :

La première parcelle dite « Boulkida ». — Au nord, par Aït Ebrahim, sur les lieux ; à l'est, par la famille des Aït Sraïdi, sur les lieux ; au sud, par la route de Mogador à Marrakech ; à l'ouest, par Aït Hadj Brahim et par El Firan, tous deux sur les lieux.

La deuxième parcelle dite « Feddan Si M'Barek ». — Au nord, par les héritiers Oulad Bakouach, sur les lieux ; à l'est, par les Boudjema ben Allal, sur les lieux ; au sud et à l'ouest, par la route de Marrakech à Mogador susvisée.

La troisième parcelle dite « Chaaba ». — Au nord, par le douar Allan, représenté par son cheikh ; à l'est, par la route de Mogador à Marrakech ; au sud, par la piste publique des Aït Dahman ; à l'ouest, par les héritiers Oulad Bakouach précités.

La quatrième parcelle dite « Aguedal ». — Au nord, par Id Hamana, demeurant au douar Aït Sraïdi ; à l'est, par la piste publique allant au douar Aït Brahim ; au sud et à l'ouest, par les héritiers Oulad Bakouach précités.

La cinquième parcelle dite « Aguedal Arjan ». — Au nord, par la piste publique des Aït Dahman précitée ; à l'est, au sud et à l'ouest, par les héritiers Oulad Bakouach précités.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul, homologué, en date du 14 hijra 1336 (1^{er} octobre 1917), aux termes duquel Abdallah ben Hadj Birouk leur a vendu ladite propriété.

Ledit Abdallah en était propriétaire en vertu d'un istimrar du 10 rejeb 1336.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1189 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 16 décembre 1926, Hadj Omar Tazi, Marocain, né à Fès, vers 1872, marié à Fès, selon la loi musulmane, demeurant à Rabat, avenue Dar el Makhzen, domicilié à Marrakech, chez Si Thami Benkiran, kissaria Kébira, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Agadir », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Melk Tazi XLI », consistant en jardin d'oliviers, située cercle de Marrakech-banlieue, tribu des Mesfioua, vallée de l'oued R'Mat, et à l'est de la propriété « Feddan Fem Aarich », réquisition 503 M.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par Aït Bou Saïd, demeurant au douar Agadir, sur les lieux ; à l'est, par l'oued R'Mat ; au sud, par Ahmed ben Hamou, demeurant au douar Agadir ; à l'ouest, par la propriété dite « Feddan Fem Aarich », réquisition 503 M., appartenant au requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 10 kaada 1344 (22 mai 1926), par lequel Si el Hadj Thami el Glaoui lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Aïn Ouizane », réquisition 980 M., dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 25 mai 1926, n° 709.

Suivant réquisition rectificative en date du 17 décembre 1926, M. Mourad, demeurant à Casablanca, 26, rue Berthelot, représentant la Compagnie du Sud-Marocain, qui a requis l'immatriculation de

la propriété dite « Aïn Ouizane », réquisition n° 980 M., sise cercle d'Amizmiz, tribu des Guedmioua, fraction Dnassa, village de Tisgui, a déclaré que les quotités de droits d'eau reconnus par la société requérante à divers usagers doivent être modifiées comme suit :

a) Dans la séquia d'Amehras :

1/8 de ferdia à Hmad ben el Hadj Lhaccn ou Hcaïne Oucheune et consorts, au lieu de 1/6 de ferdia ;

2/8 de ferdia à Abbou ould Si Haddouche Naït Naceïr et consorts, au lieu de 4/8 de ferdia ;

2/8 de ferdia à Hammou ben Brahim Naït Erradi, au lieu de 4/8 de ferdia.

Le 1/8 de ferdia reconnu à Olhman ben Hammou et consorts leur a été attribué par erreur.

b) Dans la séquia d'Alti Bouzeïd :

4/8 de ferdia à Sidi Mounima ben Brahim Naït Erradi, au lieu de une ferdia ;

6/8 de ferdia à Moulay Bihi ben Hoceyne Naït Mansour, au lieu de une ferdia.

Les quotités des droits des autres titulaires dans la réquisition primitive restent sans changement.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNES

Réquisition n° 873 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 décembre 1926, Si Lahsen ben el Hadj Mohamed ben Chemsî, cultivateur, marié selon la loi musulmane, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses pupilles : 1° Zineb bent Si M'Hamed el Mestassi, veuve de El Haj Mohammed ben Chemsî ; 2° Mohammed ben el Hadj Mohamed ben Chemsî, célibataire ; 3° Abdelkader ben el Hadj Mohamed ben Chemsî, célibataire ; 4° Omar ben el Hadj Mohamed ben Chemsî, célibataire ; 5° Fatma bent el Hadj Mohamed ben Chemsî, mariée selon la loi musulmane à Si Mohamed Baddou, à Meknès, vers 1321 ; 6° Ghita bent Hadj Mohamed ben Chemsî, célibataire ; 7° Malika bent el Hadj Mohamed ben Chemsî, célibataire, tous les susnommés demeurant et domiciliés à Meknès-Médina, quartier Zekak el Kermouni, derb El Abadi, n° 6, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, dans les proportions de 14/88 pour Si Lahssen, 11/88 pour Zineb, 14/88 pour Mohammed, 14/88 pour Abdelkader, 14/88 pour Omar, 7/88 pour Fatma, 7/88 pour Ghita et 7/88 pour Malika, d'une propriété dénommée « Bled El Messaben », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Ben Chemsî », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord, fraction des Aït ben Bouazza, sous-fraction des Aït ben et Tahar, lieu dit Qafs, à 2 km. environ de Meknès, près du marabout Sidi Bou-nafa.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, divisée en six parcelles, est limitée :

Première, deuxième et troisième parcelles. — Au nord, par une piste publique venant de l'aïn Er Remel et allant à Sidi Jafa ; à l'est, par Moulay Ali ben Requia el Bouazzaoui et consorts ; au sud, par Moulay el Ouazzani ; à l'ouest, par les héritiers de Si Taïbi, représentés par Moulay Ahmed ben Taïbi, et par Moulay Ibrahim ben Abdesselam et consorts.

Quatrième parcelle. — Au nord, à l'est, au sud et à l'ouest. — par Moulay ej Jilali ben El Mekki et consorts et par Moulay Ahmed ben Taïbi et consorts.

Cinquième parcelle. — Au nord, à l'est, au sud et à l'ouest. — par Si Mohamed ben El Arbi, Moulay ben Requia et les héritiers de Si Taïbi, représentés par Ahmed ben Taïbi susnommé.

Sixième parcelle. — Au nord-est, par les héritiers de Mohamed ben Hachem, représentés par Mohamed ben Guenda, moqaddem de la zaoua de Sidi Qaddour el Alami, à Meknès-Médina ; au sud-ouest, par Si Ben El Arbi el Yadini.

Tous les susnommés demeurant sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la

succession de : 1° Sid el Hadj Mohamed ben Sid el Hadj Abdelkader ben Chemsî, leur mari et père, décédé à Meknès, il y a environ deux ans (acte de filiation du 1^{er} rebia I 1343 (30 septembre 1924), homologué), lequel en était lui-même propriétaire ainsi que le constate une moukia en date du 22 jômada I 1345 (28 novembre 1926) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 874 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 17 décembre 1926, M. Naudin Alphonse, entrepreneur de travaux publics, marié à dame Ater Léontine-Louise, le 4 septembre 1911, à Bizerte (Tunisie), sans contrat, demeurant et domicilié à Fès, ville nouvelle, rue du Capitaine-Cuny, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Marie-Louise », consistant en terrain à bâtir, située à Fès, ville nouvelle, rue n° 13, secteur des Villas.

Cette propriété, occupant une superficie de 341 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Villa Rimidi », réquisition 771 K., lot n° 96, à Si Abderrahman Tazi, commis interprète aux services municipaux de Fès ; au sud, par une rue non dénommée ; à l'est, par le lot n° 97 à Mme veuve Garcia, demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par Si Allal ben Thami el Ouazzani, demeurant à Fès, rue Sekaït Demnat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Fès, du 13 juillet 1926, aux termes duquel Mme Torres Marie, veuve Garcia, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 875 K.

Extrait publié en exécution de l'article 4 du dahir du 24 mai 1924

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 20 décembre 1926, M. Serres Alexandre, marié à dame Lemagoron Jeanne, le 17 octobre 1899, à Masacara, sans contrat, demeurant et domicilié à Boufekrane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot n° 2 des Beni M'Tir », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Domaine de Saint-Alexandre », consistant en terrain de culture avec ferme, située bureau des renseignements d'El Hajeb, tribu des Beni M'Tir, fraction des Aït Ameur, à 4 km. de la route d'El Hajeb à Meknès, au sud du chemin desservant le lotissement des Beni M'Tir.

Cette propriété, occupant une superficie de 193 hectares, est limitée : au nord, par un chemin de colonisation desservant le lotissement des Beni M'Tir et au delà par M. Esposito, demeurant au lot n° 1 des Beni M'Tir et par la propriété dite Aïn Maarouf, titre 274 K. ; à l'est, par M. Rabier (lot n° 5), demeurant à Boufekrane ; au sud et à l'ouest, par la tribu des Beni M'Tir.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que 1° les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement dont dépend la propriété et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922 contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner, de louer ou d'hypothéquer sans l'autorisation de l'Etat, le tout sous peine de déchéance prononcée par l'administration dans les conditions du dahir du 23 mai 1922 ; 2° hypothèque au profit de l'Etat chérifien, vendeur, pour sûreté du paiement du prix de vente, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Rabat, du 27 avril 1925, aux termes duquel M. Balestrini lui a vendu ladite propriété.

Les délais pour former opposition ou déposer des demandes d'inscription expireront dans un délai de quatre mois à compter du jour de la présente publication.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES ⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 1487 R.

Propriété dite : « Chelha », sise à Rabat, rue de Poitiers.

Requérant : Ouzouhra ben Nacer ben el Mekki, demeurant à Rabat, derb El Hou, n° 19.

Le bornage a eu lieu le 4 janvier 1926 et deux bornages complémentaires les 8 mars et 10 août 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2212 R.

Propriété dite : « Bled Ouled Larbi », sise contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, annexe de Mechra bel Ksiri, tribu des Mokhtar, fraction Ouled Derkaoua.

Requérants : 1° Mohamed ben Larbi el Moussaoui Derkaoui ; 2° Taieb ben Larbi el Moussaoui Derkaoui, demeurant tous deux au douar Derkaoua el Gouaouda, tribu des Mokhtar.

Le bornage a eu lieu le 28 septembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2389 R.

Propriété dite : « Bahraouia », sise contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, douar Jouaneb, chabet Sidi Allah Bahraoui.

Requérant : Caïd Brahim ben el Hadj Abdallah, demeurant à Salé, rue Harquat, 50.

Le bornage a eu lieu le 11 septembre 1925.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2446 R.

Propriété dite : « Palanque », sise contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, ville de Souk el Arba du Gharb, à l'angle de deux rues non dénommées.

Requérant : M. Palanque Casimir, demeurant à Souk el Arba du Gharb.

Le bornage a eu lieu le 15 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2492 R.

Propriété dite : « La Renée III », sise contrôle civil de Salé, au kilomètre 2 de la route de Salé à Fès, lieu dit « Mzara ».

Requérant : M. Lauzet Etienne-Auguste, négociant, demeurant à Rabat, rue Oukassa.

Le bornage a eu lieu le 4 septembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2502 R.

Propriété dite : « Bou Chouitina II », sise contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, douar Aït Bouou, lieu dit « Bou Chouitina ».

Requérant : Mohammed bel Hassan Salili Djabri, demeurant au douar Djebabra, fraction Hessasna, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé.

Le bornage a eu lieu le 13 septembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2563 R.

Propriété dite : « Terrain Baron n° 3 », sise à Rabat, avenue Foch.

Requérant : M. Baron Alexis-Jean, demeurant à Saint-Avertin (Indre-et-Loire), représenté par M. Paul Marage, demeurant à Casablanca, 32, boulevard Gouraud, et domicilié chez M. Castaing, avenue Dar el Makhzen à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 14 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2644 R.

Propriété dite : « Bouzbib III », sise contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, ville de Souk el Arba du Gharb, à l'angle de l'avenue de la gare et d'une rue non dénommée.

Requérants : 1° Bouzbib Makhlof ; 2° Bouzbib Juda, demeurant tous deux à Souk el Arba du Gharb.

Le bornage a eu lieu le 16 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2659 R.

Propriété dite : « Marie-Antoinette », sise contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Haouzia, quartier de l'Aviation, à 2 km. de la porte des Zaërs.

Requérante : Mme Cloarec, veuve Pellé, demeurant à Rabat, rue du Général-Maurial, « Villa Paul ».

Le bornage a eu lieu le 3 août 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2660 R.

Propriété dite : « Jeanne IV », sise contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Haouzia, quartier de l'Aviation.

Requérante : Mlle Ollivier Eugénie, demeurant à Rabat, rue du Général-Maurial, « Villa Paul ».

Le bornage a eu lieu le 3 août 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2810 R.

Propriété dite : « Godart IV », sise contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, ville de Souk el Arba du Gharb.

Requérant : M. Godart Ange-Zépherin, demeurant à Souk el Arba du Gharb.

Le bornage a eu lieu le 15 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

NOUVEAUX AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 2085 C.

Propriété dite : « Taflalet », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, tènement d'Al Loghlem, à l'est de Sidi Moumen.

Requérants : Lasry ben Bouazza, Bouchaïb ben Bouazza et Fatma bent Bouazza, demeurant au douar Ah Loghlem, tribu de Médiouna.

Le bornage a eu lieu le 15 juillet 1926.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin officiel* du Protectorat, le 26 février 1924, n° 592.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

Réquisition n° 2675 C.

Propriété dite : « M'Karet Etat 1262 D. N. », sise à Casablanca, entre le quartier Gauthier et le Maarif, route de Mazagan.

Requérant : l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par M. le chef du service des domaines à Rabat, domicilié à Casablanca, dans les bureaux du contrôle des domaines, rue Sidi Bou Smara.

Le bornage a eu lieu les 9 janvier 1922 et 30 mars 1923.

Un bornage de récolement a eu lieu le 24 novembre 1926.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin officiel* du Protectorat, le 24 juillet 1923, n° 161.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 3401 C.

Propriété dite : « Fedane Remlia », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, douar El Ghorlem, route de Médiouna à Fédhala.

Requérants : Lasry ben Bouazza, Bouchaïb ben Bouazza et Fatma bent Bouazza, demeurant au douar El Ghorlem.

Le bornage a eu lieu le 28 septembre 1921.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin officiel* du Protectorat le 13 juin 1922, n° 503.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES**Réquisition n° 5023 C.**

Propriété dite : « Germaine-Séraphine », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, banlieue de Casablanca, lieu dit « L'Oasis ».

Requérant : M. Pagano Salvatore, demeurant à Casablanca, rue de Barsac.

Le bornage a eu lieu le 3 septembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6136 C.

Propriété dite : « Hamria et Elmaaden », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, fraction des Chouami, tribu des Hedami.

Requérant : Zeroual ben Bouchaïb ben Ali dit « El Cadi », demeurant au douar Ouled Bou Hassam, fraction des Ghenimine, tribu des Hedami.

Le bornage a eu lieu le 16 mars 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7433 C.

Propriété dite : « Douiret el Arbi ben Rahal », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Guedana, fraction Cherkaoua, douar Shalta, à 1 km. au nord-est de Sidi Bour-selham.

Requérant : Larbi ben Ahmed ben Echchelhe el Guedani Es-sahouti, demeurant au douar Esschaleba, tribu des Guedana.

Le bornage a eu lieu le 1^{er} mars 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7618 C.

Propriété dite : « Boutechich II », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, fraction M'Barek, tribu des Hedami.

Requérants : 1° Amor ben Abdelkhaleq Saïdi Chedani el Mbarki; 2° Bouchaïb ben Abdelkhaleq Saïdi Chedani; 3° Mohamed ben Tehami el Mediouni, demeurant tous trois douar Ouled Mbarek, fraction des Ouled Fatima (Ouled Saïd).

Le bornage a eu lieu le 19 mars 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7650 C.

Propriété dite : « Asayag V », sise ville de Casablanca, lotissement Barchilon, boulevard de la République.

Requérant : M. Asayag Mosès, demeurant à Casablanca, route de Médiouna, n° 191, et domicilié à Casablanca, chez M. Jamin, 55, rue de l'Horloge.

Le bornage a eu lieu le 24 avril 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7733 C.

Propriété dite : « Ferme Ain Lithima n° 1 », sise contrôle civil des Doukkala-nord, annexe de Sidi Ali d'Azemmour, tribu des Chiadma, fraction Slatena.

Requérante : Mme Manuela Rodrigo, épouse séparée de biens de M. Pouleur, demeurant à Casablanca, 351, boulevard d'Anfa.

Le bornage a eu lieu le 15 septembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7798 C.

Propriété dite : « Elgoumiriya », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Guedana, fraction Aounet, douar Derkaoua.

Requérant : Elhadj Ahmed ben Elhadj Lemfadel Elgueddani Elaoui Edderqaoui, demeurant au douar Derqaoua, tribu des Guedana.

Le bornage a eu lieu les 6 avril et 14 mai 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7928 C.

Propriété dite : « Oued Bers Gare », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Guedana, gare de l'Oued Bers.

Requérant : M. Kessler Albert-Henri-Georges, demeurant à Oued Bers, annexe des Ouled Saïd.

Le bornage a eu lieu le 18 février 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8066 C.

Propriété dite : « Bled Ouled Hadj Touhami n° 2 », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, douar El Hallelouat, fraction des Diab.

Requérants : Ahmed ben M'Hammed ben el Hadj Ettouhami Eddibi Elhalioui; a) ses frères et sœurs : 1° Halima; 2° Fathma; 3° Bouazza; 4° Ali; 5° Bouchaïb; 6° Mina; b) sa mère : Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve de M'Hammed ben el Hadj Ettouhami, et tous domiciliés à Casablanca, rue du Marabout, n° 10, chez M^e Marzac, avocat.

Le bornage a eu lieu le 1^{er} juillet 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8067 C.

Propriété dite : « Bled Ouled Hadj Ettouhami n° 3 », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, douar Hallelouah.

Requérants : Ahmed ben M'Hammed ben el Hadj Ettouhami Eddibi Elhalioui; a) ses frères et sœurs : 1° Halima; 2° Fathma; 3° Bouazza; 4° Ali; 5° Bouchaïb; 6° Mina; b) sa mère : Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve de M'Hammed ben el Hadj Ettouhami, et tous domiciliés à Casablanca, rue du Marabout, n° 10, chez M^e Marzac, avocat.

Le bornage a eu lieu le 1^{er} juillet 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8105 C.

Propriété dite : « Bled Bouchaïb ben Smaïl I », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, fraction des Hebacha, douar Rhinat.

Requérant : Bouchaïb ben Si Smaïl, demeurant douar Slahma, fraction Hebacha, tribu des Ouled Harriz.

Le bornage a eu lieu le 25 juin 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8110 C.

Propriété dite : « Drarna », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, douar Drarna, sur la piste de Settat à Ber Rechid.

Requérant : M. Benazeraf Sadon, à Casablanca, boîte postale 623.
Le bornage a eu lieu le 24 juin 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8208 C.

Propriété dite : « Haoud el Arbi Boussalam », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction des Oulad Ayette, douar Ouled Djemaa, à 500 mètres au sud-est de la ferme Mas.

Requérants : 1° El Aïdi ben Bouchaïb el Ziani ; 2° Si Mohamed ben Mohamed Eziani, tous deux demeurant au douar Oulad Djemaa et domiciliés à Casablanca, rue Nationale, n° 3, chez M. J. Taieb.

Le bornage a eu lieu le 8 mai 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8228 C.

Propriété dite : « Gros n° 1 », sise à Casablanca, quartier Lusitania, rue Lacépède.

Requérante : Mme Gros Suzanne, née Jouandeau, demeurant à Casablanca, Roches-Noires, usine électrique.

Le bornage a eu lieu le 30 août 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8243 C.

Propriété dite : « Mathilde I », sise à Mazagan, avenue du Parc.

Requérant : M. Brudo Isaac, demeurant à Mazagan, place Brudo.

Le bornage a eu lieu le 12 août 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8248 C.

Propriété dite : « Dar Moussa el Fayi », sise à Mazagan, quartier de la Senia el Guerraba.

Requérant : Si Moussa ben Bouchaïb ben Larbi, demeurant à Mazagan, quartier de la Sanda el Guerraba.

Le bornage a eu lieu le 12 août 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8353 C.

Propriété dite : « Blad Si Ahmed ben Fatmi Etat 1441 D. N. », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, à 1 km. au sud du marabout de Sidi Kbiati.

Requérant : le domaine privé de l'Etat chérifien, représenté par M. le chef du service des domaines, domicilié au contrôle des domaines de la Chaouïa, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu les 28 mai 1926 et 20 novembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8368 C.

Propriété dite : « Villa Laurette », sise à Casablanca, rue Ekdal, quartier Bel Air.

Requérant : M. Chetenti Sauveur, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Ekdal.

Le bornage a eu lieu le 26 juin 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8798 C.

Propriété dite : « Bled Bouchaïb ben Bouazza », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Bouazza ben Brahim, sur la piste des Zenata à la route n° 106 de Casablanca à Camp Marchand.

Requérant : Bouchaïb ben Bouazza ben Brahim el Haraoui el Médiouni, demeurant à Casablanca, rue Hammam Djedid, n° 10.

Le bornage a eu lieu le 28 septembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8815 C.

Propriété dite : « M'Zameza II », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Hedami, fraction des Brouza, douar D'Hamma.

Requérant : M. Ghnouma Joseph, à Casablanca, 2, avenue du Général-d'Amade.

Le bornage a eu lieu le 27 septembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8854 C.

Propriété dite : « El Ghouiba », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction des Soualem Trifa, douar Ouled Messaoud, au km. 35 de la route de Mazagan.

Requérants : 1° Bouazza ben Abdelkader el Harizi Ettalaouti Ettoumi, demeurant au douar des Touana, fraction des Touana, tribu des Ouled Harriz ; 2° Si Ahmed ben el Fokhi Sidi Mohamed ben Abdesselam, demeurant à Casablanca, rue du Fondouk, n° 17, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 38, chez M^e Machwitz.

Le bornage a eu lieu le 12 novembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUJDA**Réquisition n° 1248 O.**

Propriété dite : « Djedaïne », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig du Nord, à 800 mètres environ au sud de Berkane, sur la piste allant de ce centre à Bou Herdaz.

Requérant : Sid el Mostefa ben el Hadj Rechid el Bekkaoui, demeurant à Berkane.

Le bornage a eu lieu le 6 septembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
SALEL.

Réquisition n° 1286 O.

Propriété dite : « Tirnatt Camp », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Ourimèche et Beni Attig du Nord, à 3 km. environ à l'ouest de Berkane, à 300 mètres environ au nord de la route n° 403 d'Oujda à Taforalt.

Requérant : M. Félix Louis-Léon-Georges, demeurant à Oujda, cours Maurice-Varnier.

Le bornage a eu lieu le 5 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
SALEL.

Réquisition n° 1501 O.

Propriété dite : « El Kharrouba », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du nord, fraction des Ouled el Hadj, à 4 km. environ au sud de Berkane, sur la piste de Tazaghine à Ouertas.

Requérant : Mohamed ben Abderrahmane Djebli, demeurant douar Ouled el Hadj, fraction des Taghasserout, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord.

Le bornage a eu lieu le 4 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
SALEL.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 980 M.

Propriété dite : « Aïn Oulzane », sise région d'Amizmiz, tribu des Guedmioua, fraction Dnassa.

Requérante : la Compagnie du Sud marocain à Paris, 97, rue de la Victoire, représentée par M. Mourad, à Casablanca, 26, rue Berthelot.

Le bornage a eu lieu le 9 octobre 1926.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin officiel* du 9 novembre 1926, n° 733.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 643 M.

Propriété dite : « Ahmed ben el Fkih », sise tribu des Abda, région Souk Sebt Ghouzla, douar M'Hareb.

Requérants : 1° Ahmed ben el Fkih el Fatmi el Khnati Lhasini Lamri Lamharbi ; 2° Abdallah ben el Fkih el Fatmi el Khnati Lhasini Lamri Lamharbi, demeurant au douar Ouled M'Hareb, tribu des Abda, et domiciliés chez M. Jacob, avocat à Safi.

Le bornage a eu lieu les 8 juillet et 4 août 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 821 M.

Propriété dite : « El Oulja », sise tribu des Rehamna, à 10 km. de Marrakech, route de Safi, à gauche du pont du Tensift.

Requérants : 1° Si el Hadj Mohammed ben Sid el Hocine el Houta el Marrakchi, à Marrakech, quartier Azbezt, derb El Cadi, Dribat Chema, n° 9 ; 2° Sid Ahmed ben Abdelkader el Houta, à Marrakech, quartier Riad Zitoun Djedid, derb Tebib, n° 21, et domiciliés chez le premier.

Le bornage a eu lieu les 17 avril et 15 septembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 832 M.

Propriété dite : « Bled Kebir ben Embarek », sise tribu des Ahmar, fraction des Ouled Bouih, lieudit « Chaaba Karga et Trik Souaja ».

Requérants : 1° Embarek ben Mohamed el Hamri ; 2° Cheikh Si el Mokhtar ben el Kebir el Hamri Nacéri ; 3° Si Abdesslam ben el Kebir ; 4° Henia bent el Kebir ; 5° Aïcha bent el Kebir ; 6° Mina bent el Kebir ; 7° Zahra bent el Kebir ; 8° Si el Mekki ben el Kebir ; 9° Abdallah ben el Kebir ; 10° Mohammed ben el Kebir ; 11° Driss ben el Kebir ; 12° Abderrahman ben el Kebir ; 13° Zohra bent Si Mohammed Iachab Hamria, veuve de Si el Kebir ; 14° Zohra bent Si Mohammed ben el Abdia, veuve de Si el Kebir ben Tafieb, demeurant et domiciliés au douar Ouled Embarek ben Zaouia, tribu Ahmar.

Le bornage a eu lieu le 2 juillet 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Abdelkader ben Mohamed Ziani, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Abdellah, ruelle n° 4, maison n° 50, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 30 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par ladite ruelle ; au sud, par Hamed ben Mohamed Domali ; au nord, par Kebir ben Mohamed et Daoud.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

653

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Mohamed ben M'Hamed Nassery, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Abdellah, ruelle n° 8, maison n° 6, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par ladite ruelle ; au sud, par Mohamed ben Liazid Kadmeri ; au nord, par Mohamed ben Smâin Borsghi.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

654

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Bouchaïb ould Haddaoui, demeurant à Casablanca, derb Karouba, maison n° 11, sur un immeuble situé même ville, quartier Ferrieu, derb Abdellah, ruelle n° 7, maison n° 31, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés environ, et limitées : au sud, par Rahma bent Lahsen, fille et mari ; à l'ouest, par ladite ruelle ; au nord, par Rejho ben Mohamed Scoury.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

655

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Aïcha bent Mohamed Domicalya, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Abdellah, ruelle n° 12, maison n° 19, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 30 mètres carrés environ, et limitées : au sud, par El Mate ben Smaïn Hrizi ; à l'ouest, par Hamed ben Mohamed Haddaoui.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

656

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Mohamed ben Hadj Bouberker, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Hammam, ruelle n° 3, maison n° 5, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par ladite ruelle ; au sud, par Fatma bent Salali et Salali ; au nord, par Teybi ben Ghalem Hadaoui.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.
657

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Bou Ali ben Rahal Douccali, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Ged'ed, ruelle n° 2, maison n° 9, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par ladite ruelle ; au sud, par Rahma bent Mohamed bel Ghazouani ; au nord, par Heninya Derhi.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.
658

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le

13 décembre 1926 à l'encontre de Tahara bent M'Hamed Mzabi, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Abdellah, ruelle n° 7, maison n° 14, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 30 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par ladite ruelle ; au sud, par Yamena bent Amar Mezamzi ; au nord, par Brahim ben Merjani Hadaoui.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.
659

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Zohra bent Jilali Loudirji, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Abdellah, ruelle n° 9, maison n° 23, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 60 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par ladite ruelle ; au sud, par Abdelkebir el Farsi ; au nord, par Freha bent Mordekhaï et Zohar.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 23 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.
660

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Ghedija bent Ahmed, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Abdellah, ruelle

n° 5, maison n° 5, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 30 mètres carrés environ, et limitées : au sud, par Hadj Abderrahman ben Bouchaïb et Miloudi ; à l'ouest, par ladite ruelle ; au nord, par Abdesselem Merrakchi.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 23 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.
661

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de El Hadj Bou Omri, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Abdellah, ruelle n° 3, maison n° 3, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 38 mètres carrés environ, et limitées : au sud, par Bouchaïb ben Hadj Bouchaïb et Aïcha ; à l'ouest, par ladite ruelle ; au nord, par Mohamed Tobali.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 23 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.
662

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Bouselham ben Abdellah, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Abdellah,

ruelle n° 12, maison n° 34, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 30 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par ladite ruelle ; au sud, par Menana bent Zemmouri ; au nord, par Ali ben Hamed Soussi, Bark et Brahim.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 23 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.
663

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Bel Hadj Draoui, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Neghla, ruelle n° 3, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 30 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par ladite ruelle ; au sud, par Fatna Hamdaouya et Fatah ; au nord, par Fatima et Ben Djilali.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 23 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.
664

AVIS

de l'article 340 du dahir
de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Hmed ben Mekki Mediouni, demeurant à Casablanca, quartier Ferrieu, derb Abdellah, ruelle n° 12, maison n° 35, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 30

mètres carrés environ, et limitées : au sud, par Fatna bent Hadj Bouchaïb ; à l'ouest, par ladite ruelle ; au nord, par Bouchaïb ben Jillali Sargheni.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 23 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

665

AVIS

*de l'article 340 du dahir
de procédure civile*

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Zohra bent Ali Mzabia, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Hammam, ruelle n° 2, maison n° 8, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés environ, et limitées : au sud, par Mina bent Hadj Jilali Maroufia ; à l'ouest, par ladite ruelle ; au nord, par Fatna bent Maté Fargya.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

666.

AVIS

*de l'article 340 du dahir
de procédure civile*

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Fatna bent el Kadi et Maalem Omar, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Neghla, ruelle n° 5, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 50 mètres carrés environ, et limitées : à

l'est, par ladite ruelle ; au sud, par une rue non dénommée ; au nord, par Fatna bent Abdelkader Doucalya.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

667

AVIS

*de l'article 340 du dahir
de procédure civile*

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Larbi ben Haddaoui Ziani, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Abdellah, ruelle n° 12, maison n° 20, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par ladite ruelle ; au sud, par Abderrahman ben Mohamed Draouy ; au nord, par Hamed ben Kaddor Salehi et El Fatmi.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

668

AVIS

*de l'article 340 du dahir
de procédure civile*

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Mohamed ben Bouaha Sousse, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Neghla, ruelle n° 2, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 30 mètres carrés environ, et limitées : au sud, par Draouya et Fatna bent Abdallah ; à l'ouest, par ladite ruelle ; au nord, par El Kebir ben Lachemi.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

669

AVIS

*de l'article 340 du dahir
de procédure civile*

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Arbia bent Laiechi Salehi, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Abdellah, ruelle n° 13, maison n° 19, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 30 mètres carrés environ, et limitées : au sud, par Mohamed Dido ; à l'ouest, par ladite ruelle ; au nord, par Maté Salehi.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

670

AVIS

*de l'article 340 du dahir
de procédure civile*

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Brahim ben Hamou Hihhi, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Hammam, ruelle n° 2, maison n° 21, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par ladite ruelle ; au sud, par Abslam ben Dahan Ziani ; au nord, par Hamed ben Bouchaïb Mzabi.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casa-

blanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 23 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

671

AVIS

*de l'article 340 du dahir
de procédure civile*

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Gedia ben Abbas Doucali, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Neghla, ruelle n° 1, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par Bouhadou Doucaly ; au sud, par une rue ; à l'ouest, par ladite ruelle.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

672

AVIS

*de l'article 340 du dahir
de procédure civile*

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Rima bent Mohamed ben Ali, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Abdellah, ruelle n° 4, maison n° 42, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés environ, et limitées : à l'est, par ladite ruelle ; au sud, par Mohamed ben Ahmed Sargheni ; au nord, par Abderrahmann ben Nehjoub Draouy.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à

se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,

J. AUTHEMAN.

673

AVIS

de l'article 340 du dahir de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 13 décembre 1926 à l'encontre de Bouchaïb ben Abdeslam Mediouni, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Abdellah, ruelle n° 4, maison n° 29, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés environ, et limitées : au sud, par Fatna bent Zeroual Mesquinya ; à l'ouest, par ladite ruelle ; au nord, par Ghallya bent Thami Ziani.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,

J. AUTHEMAN.

674

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1499
du 23 décembre 1926.

Suivant acte sous signatures privées fait en double à Fès, le premier décembre mil neuf cent vingt-six, dont un original a été déposé aux minutes notariales du greffe du tribunal de paix de la même ville par acte du huit du même mois, duquel une expédition a été transmise au greffe du tribunal de première instance de Rabat, le vingt-trois décembre mil neuf cent vingt-six, M. Jean Guillem, limonadier, demeurant à Fès, a vendu à M. Henri Pétrequin, propriétaire, demeurant même ville, le fonds de commerce de café-concert, hôtel meublé et cinéma qu'il exploitait à Fès, ville nouvelle, à l'enseigne de « Fès-Palace », avec tous les éléments corporels et incorporels qui le composent.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

A. KUEN.

685 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu le 9 décembre 1926, par M. Boursier, notaire à Casablanca, il appert que M. Charles Gauci, débitant, demeurant à Casablanca, 209, boulevard de Lorraine, a vendu à M. Irénée Bonmaure, cultivateur, demeurant à Tassin (arrondissement de Sidi bel Abbès, un fonds de commerce de café et débit de boissons, connu sous le nom de « Café-Brasserie Saint-Georges », avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix et conditions insérés à l'acte, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance, pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

647 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu le 7 décembre 1926, par M° Boursier, notaire à Casablanca, il appert que M. Mouren, demeurant à Casablanca, 27, rue du Commandant-Provost, a vendu à Mlle Poch Ingracia, demeurant même ville, un fonds de commerce d'hôtel connu sous le nom de « Grand-Hôtel de France », exploité à Casablanca, 27, rue du Commandant-Provost et place du Boucheron, avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix et conditions insérés à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

646 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu, le 30 novembre 1926, par M° Pairault, ancien notaire remplissant à Casablanca les fonctions notariales, en l'absence de M° Boursier, notaire titulaire, il appert que M^{me} Aimé Aubry, demeurant à Casablanca, rue de l'Horloge, maison Rolande, a vendu à M. Kadoury Soffer, transitaire, demeurant même ville, rue du Marabout, n° 3 et 5, un fonds de commerce de chapeaux, exploité à Casablanca, rue de l'Horloge, sous le nom de « Rolande », avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant clauses et conditions insérés à l'acte, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard de la seconde insertion du présent.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

614 R

**BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA**

*Faillite
Salomon Bonarroch*

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 23 décembre 1926, le sieur Salomon Bonarroch, négociant à Azemmour, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement audit jour 23 décembre 1926.

Le même jugement nommé : M. Perthuis, juge commissaire ; M. d'Andre, syndic provisoire ; M. le secrétaire-greffier en chef de Mazagan, cosyndic provisoire.

Le Chef du bureau,

J. SAUVAN.

640

**TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDA**

*Assistance judiciaire
Décision du 21 mai 1926*

AVIS

Le sieur Abdallah ould Zemouri ould Abdelaziz, ci-devant employé, demeurant à Oujda,

actuellement sans domicile ni résidence connus, est avisé que, suivant requête déposée au secrétariat-greffe du tribunal, le 28 août 1926, la dame Bouzenad Fatma bent Kada ben Abdelkader, son épouse, a formé contre lui une demande en divorce.

Le secrétaire-greffier en chef,

H. DAURIE.

633

TRIBUNAL DE PAIX DE FÈS

Par ordonnance de M. le juge de paix de Fès, en date du 21 décembre 1926, la succession de Rahal ben Hadou, en son vivant domicilié à Fès, y décédé, le 20 octobre 1926, a été déclarée présumée vacante.

En conséquence, le curateur invite les héritiers, ayants droit et créanciers de la succession à se faire connaître et à lui adresser les pièces justificatives de leurs qualités ou de leurs créances.

*Le secrétaire-greffier en chef p. i.
Curateur aux successions
vacantes.*

GEZ.

634

TRIBUNAL DE PAIX DE FÈS

Par ordonnance de M. le juge de paix de Fès, en date du 29 novembre 1926, la succession de M. Carassus Edouard-Jean-Pierre, employé des postes, en son vivant domicilié à Fès, y décédé, le 20 novembre 1926, a été déclarée présumée vacante.

En conséquence, le curateur invite les héritiers, ayants droit et créanciers de la succession à se faire connaître et à lui adresser les pièces justificatives de leurs qualités ou de leurs créances.

*Le secrétaire-greffier en chef p. i.
Curateur aux successions
vacantes.*

GEZ.

635

AVIS D'ADJUDICATION

Garde chérifienne

L'adjudication du 21 décembre pour la fourniture de la viande ayant été annulée, il sera procédé le 7 janvier 1927 à une nouvelle adjudication (cas d'urgence).

Cautionnement provisoire : mille francs.

Cautionnement définitif : quatre mille francs.

Consulter le cahier des charges au bureau du régisseur-comptable.

636

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDA

Assistance judiciaire
Décision du 29 mai 1925

D'un jugement de défaut rendu par le tribunal de première instance d'Oujda le 24 février 1926.

Entre : Montano Manuel, maçon, demeurant à Oujda ;
Et : Cerdan Josefa-Christina, épouse Montano, sans domicile ni résidence connus.

Il appert que le divorce a été prononcé entre les époux au profit du mari.

Application de l'article 426 du D. P. C.

Le secrétaire-greffier en chef,
H. DAURIE.

637

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Succession vacante
Louvet Edmond

Par ordonnance de M. le juge de paix de la circonscription nord de Casablanca, en date du 23 décembre 1926, la succession de M. Louvet Edmond, en son vivant demeurant à Casablanca, rue de l'Horloge, Hôtel de l'Horloge, a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. Causse, secrétaire-greffier, en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires, au palais de justice, à Casablanca, toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le Chef de bureau,
J. SAUVAN.

641

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Liquidation judiciaire
Charles-M. Schriqui

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 28 décembre 1926, le sieur Charles-M. Schriqui, négociant à Casablanca,

157, avenue du Général-Drude, a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement audit jour 28 décembre 1926.

Le même jugement nomme : M. Rabaute, juge commissaire ; M. d'Andre, liquidateur.

Le Chef de bureau,
J. SAUVAN.

648

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Faillite
Jacob ben Abraham Aziza

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 28 décembre 1926, le sieur Jacob ben Abraham Aziza, négociant à Marrakech-Mellah, 5, rue du Commerce, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement audit jour 28 décembre 1926.

Le même jugement nomme : M. Rabaute, juge commissaire ; M. Zévaco, syndic provisoire ; M. le secrétaire-greffier en chef de Marrakech, cosyndic provisoire.

Le Chef de bureau,
J. SAUVAN.

649

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Faillite
Léo Cohen

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 23 décembre 1926, le sieur Léo Cohen, négociant à Casablanca, 62, route de Médiouna, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement audit jour 23 décembre 1926.

Le même jugement nomme : M. Perthuis, juge commissaire ; M. Ferro syndic provisoire.

Le Chef de bureau,
J. SAUVAN.

639

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Suivant jugement en date du 30 décembre 1926, le tribunal de première instance de Rabat

a déclaré en état de faillite :

Le sieur Joseph Souissa, négociant, 140, rue de Bénitah, à Rabat.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 22 janvier 1926.

Le chef de bureau p. i.,
A. KUHN.

680

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Suivant jugement en date du 30 décembre 1926, le tribunal de première instance de Rabat a déclaré en état de faillite :

La Société Houperl et Delage, négociants, à Rabat.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 17 mai 1922.

Le chef du bureau p. i.,
A. KUHN.

681

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Suivant jugement en date du 30 décembre 1926, le tribunal de première instance de Rabat a admis au bénéfice de la liquidation judiciaire :

Le sieur Enrique Bartolomé, négociant, boulevard de la Gare, à Kénitra.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 9 décembre 1926.

Le Chef du bureau p. i.,
A. KUHN.

682

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

AUDIENCE

du lundi 10 janvier 1927
(3 h. du soir)

Faillites

Mohamed Abdelkrim Akesbi, à Fès, pour concordat ou union.
Joseph Naem, droguiste, à Salé, pour concordat ou union.

Liquidations judiciaires

Delrieu, commerçant, à Fès, pour dernière vérification.
Carli, cinéma, à Kénitra, pour dernière vérification.
Lucien Bellia, entrepr., Rabat, pour concordat ou union.
Arnaud, boulangerie, Rabat, pour concordat ou union.

Le Chef du Bureau p. i.,
A. KUHN.

683

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

D'un jugement de défaut rendu par le tribunal de première instance de Casablanca, le 30 juin 1926, entre :

Le sieur Jean Charpentier demeurant à Casablanca ;

Et la dame Sylvie-Eglantine-Simone Lacour, épouse Charpentier, domiciliée de droit avec son mari, mais résidant de fait à Lyon (Rhône) ;

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Charpentier aux torts et griefs de la dame Lacour, épouse Charpentier.

Casablanca, 28 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

675

*Etablissements Incommodes
insalubres ou dangereux
de deuxième catégorie*

*Avis d'ouverture d'enquête
de commodo et incommodo*

Le public est informé de ce qu'une enquête de commodo et incommodo d'une durée de huit jours est ouverte, à compter du 10 janvier 1927, au contrôle civil de Chaouïa-nord en vue d'autoriser la Compagnie Marocaine à établir une porcherie dans une propriété lui appartenant, dénommée « Hallifa », sise à environ 1 km. au sud-est d'Aïn Seba, sur la piste d'Aïn Seba à Bou Knadel.

Le périmètre d'enquête s'étend sur un rayon de 500 mètres autour de la propriété susvisée.

Pendant toute la durée de l'enquête, le registre des observations sera tenu à la disposition des intéressés, qui pourront y consigner leurs observations au siège de la circonscription de Chaouïa-nord à Casablanca (quartier Gauthier).

Casablanca, 27 décembre 1926.

650

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Réunion des faillites et liquidations judiciaires du mardi 18 janvier 1927, à 15 heures, tenue sous la présidence de M. Perthuis, juge-commissaire dans l'une des salles d'audience du tribunal de première instance de Casablanca.

Faillites

Hassan el Alami, Casablanca, maintien du syndic.
Joseph ben Mimoun, Casablanca, maintien du syndic.

Siacca Ignace, Casablanca, première vérification des créances.

Joseph et David Souissa, Settat, première vérification de créances.

Fiamente et Barbet, Marrakech, première vérification des créances.

Cherqui ben Mohamed el Medkouri, Casablanca, première vérification des créances.

Messaoud Added, Marrakech, concordat ou union.

Delorme Jean, Marrakech, concordat ou union.

Dupont Jean, Casablanca, concordat ou union.

Ruah et Znaly, Mazagan, concordat ou union.

Morard Paul, Mazagan, reddition de comptes.

Messod Cohen, Casablanca, reddition de comptes.

Lugat Joseph, Safi, reddition de comptes.

Le Chef du Bureau,
J. SAUVAN.

652

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Avis de demande en divorce

Conformément à l'article 425 du dahir de procédure civile, la dame Catherine Samson, épouse Bertrand Dauriac, actuellement sans résidence ni domicile connus, est invitée à se présenter au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, dans le délai d'un mois à compter de l'insertion du présent avis, pour y prendre connaissance d'une demande en divorce formée par le sieur Bertrand Dauriac, son époux.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

642

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

*Extrait d'une demande en
séparation de biens*

D'une requête déposée au secrétariat le 4 décembre 1926, il résulte que la dame Suzanne-Cécile Gauthier, épouse du sieur Victor Robineau, représentant de commerce, avec lui domiciliée à Casablanca, 163, avenue du Général-Drude, a formé contre ledit sieur Robineau une demande en séparation de biens.

Pour extrait publié et affiché conformément à l'article 403 du dahir de procédure civile.

Casablanca, 20 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

643

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

*Extrait d'une demande en
séparation de biens*

Suivant requête introductive d'instance déposée le 23 décembre 1926, il appert que M^{me} Devos Emilienne-Camille Jeanne-Marie, épouse de M. Lepaire Lucien-Laurent, Français, négociant, avec lequel elle demeure à Rabat, rue de Bordeaux, ayant pour avocat M^e Raynal, demeurant à Rabat, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Pour extrait.

Rabat, le 24 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

644

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

*Distribution par contribution
Dufour*

N° 84 du registre d'ordre
M. Lacaze, juge commissaire.

Le public est informé qu'il est ouvert au greffe du tribunal précité une procédure de distribution des fonds provenant de la vente d'un immeuble dépendant de la succession de M. Dufour, en son vivant architecte à Meknès.

En conséquence, tous les créanciers de celui-ci devront adresser leurs bordereaux de production, avec titres à l'appui, au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans le délai de trente jours, à dater de la deuxième insertion, à peine de déchéance.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

645 R

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 29 janvier 1927, à 15 heures, dans les bureaux de l'ingénieur des ponts et chaussées, chef de l'arrondissement des travaux hydrauliques à Rabat (ancienne résidence), il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Chemins du lotissement d'Aïn Taoudjat (Meknès). — Fourniture de 1.950 mètres cubes de pierre cassée pour empierrement du chemin de l'oued N'ja à l'oued Bou Rani (1^{re} partie).

Cautionnement provisoire : deux mille francs (2.000 fr.).

Cautionnement définitif : quatre mille francs (4.000 fr.).

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser : à Rabat (ancienne résidence), arrondissement des travaux hydrauliques ; à Meknès, subdivision des travaux hydrauliques.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur susdésigné, à Rabat, avant le 23 janvier 1927.

Le délai de réception des soumissions expire le 28 janvier 1927, à 18 heures.

Rabat le 23 décembre 1926.

632

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

*Distribution par contribution
Cremoli*

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, une procédure de distribution par contribution des sommes provenant de la vente aux enchères publiques de divers biens immobiliers saisis à l'encontre du sieur Cremoli Ernest, jardinier, demeurant à Casablanca, rue du Capitaine-Hervé.

Tous les créanciers du sus-nommé devront, à peine de déchéance, produire leurs titres de créance dans un délai de trente jours à compter de la seconde publication.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

678 R

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

*Distribution par contribution
Avelone*

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca une procédure de distribution par contribution des sommes provenant de la vente de divers biens immobiliers saisis à l'encontre du sieur Gaspard Avelone, demeurant ci-devant à Casablanca, immeuble Casa-Logis, actuellement à Tripoli.

Tous les créanciers du sus-nommé devront, à peine de déchéance, adresser leurs bordereaux de production avec titres à l'appui dans un délai de trente jours à compter de la seconde publication.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

676 P

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

*Assistance judiciaire
du 28 février 1925*

D'un jugement de défaut rendu par ce tribunal à la date du 7 juillet 1926 entre :

La dame Rosine Box, épouse Baratay, domiciliée de droit avec son mari mais résidant de fait séparément à Casablanca ;

Et le sieur Baratay André, demeurant à Nice ;

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Baratay aux torts et griefs du mari.

Casablanca, 27 décembre 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

677

Compagnie des chemins de fer
de Tanger à Fès.

GARE DE FÈS

*Agrandissements au nord
et au sud*

EXPROPRIATIONS

AVIS D'OUVERTURE
D'ENQUÊTE

Le public est informé qu'une enquête d'un mois, à compter du 13 janvier 1927, est ouverte dans le territoire de la ville de Fès, sur le projet d'expropriation, par la Compagnie du chemin de fer de Tanger à Fès, pour cause d'utilité publique, des terrains nécessaires aux agrandissements au nord et au sud de la gare de Fès.

Le dossier est déposé dans les bureaux des services municipaux de Fès où il peut être consulté.

686

COMPAGNIE GÉNÉRALE
DU COMMERCE
AU MAROC

*Augmentation de capital et
modification des statuts*

I

Aux termes d'un acte reçu par M^e Boursier, notaire à Casablanca, le 24 novembre 1926, le mandataire authentique du conseil d'administration de la Compagnie générale de Commerce au Maroc, a déclaré, avec pièces à l'appui :

Que, dans sa séance du 13 octobre 1926, ledit conseil avait, conformément aux statuts, décidé de porter le capital social de 2 millions de francs à 3 millions de francs.

Que cette augmentation de capital avait été réalisée par l'émission et la souscription

intégrale de 4.000 actions de 250 francs chacune, sur lesquelles une somme égale au quart de leur montant, soit 250.000 francs, avait été payée par compensation.

Audit acte il est rappelé que le siège de cette société, primitivement fixé à Casablanca, 44 et 46, route de Médiouna, avait été transféré même route, n°s 122 et 124, en son immeuble, en vertu d'une délibération du conseil d'administration du 20 mai 1926.

II

Le 25 novembre 1926, une assemblée générale extraordinaire a reconnu la sincérité de la déclaration notariée ci-dessus, déclaré définitive l'augmentation de capital qui en faisait l'objet et décidé de modifier ainsi qu'il suit les articles 6, 7, 8, 42, 46 et 47 des statuts.

Article 6, 1^{er}, paragraphe 1^{er}. — Ajouter le mot « ordinaires » après le mot « actions ».

2^o, paragraphe 2. — Remplacer les mots « actions d'apports » par « actions ordinaires ».

Article 7 (nouveau). — « Le capital social est fixé à fr. : 3.000.000 divisés en 12.000 actions de fr. : 250 chacune. Sur ces 12.000 actions, 600 sont dites privilégiées et 11.400 (dont 7.400 entièrement libérées ont été attribuées à la Compagnie générale d'Outre-Mer » en rémunération d'apport) sont dites ordinaires. »

Article 8. — Le paragraphe 3 est supprimé.

Article 42, paragraphe 2. — Remplacer les mots « actions de numéraire » par « propriétaires d'actions privilégiées ».

Paragraphe 3. — Après les mots « 20 % aux porteurs de parts de fondateur », ajouter : « la somme qui sera fixée chaque année pour être remise à la Compagnie générale d'Outre-Mer en rémunération de ses peines et soins concernant la gérance des intérêts en Europe de la Compagnie générale de commerce au Maroc. »

Paragraphe 4. — Remplacer les mots « aux actionnaires d'apport » par « propriétaires des actions ordinaires ».

Article 46. — L'article 46 est supprimé et remplacé par l'article suivant :

« Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation soit entre les actionnaires ou les porteurs de parts, et la société, ou ses administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, soit entre les actionnaires ou les porteurs de parts, sont soumises en premier ressort à l'arbitrage.

« Chacune des parties sera tenue de désigner un arbitre, faute de quoi il sera procédé à la nomination d'office de l'arbitre non désigné, par ordonnance de référé du président du tribunal de commerce du lieu du siège social. Si les deux arbitres ne peuvent tomber d'accord, ils choisiront un surarbitre. A défaut d'entente sur le choix de ce surarbitre, le président du tribunal de commerce du lieu du siège social, siégeant en référé, désignera, à la requête de la partie la plus diligente, trois personnes susceptibles de remplir cette fonction. Chaque partie, à commencer par celle qui a soulevé la contestation, récusera l'une des trois personnes ainsi nommées par le président. A défaut de récusation par une des parties ou par les deux, il sera procédé au tirage au sort entre les personnes non récusées. La personne non récusée ou tirée au sort, sera surarbitre et départagera les deux arbitres nommés par les parties. »

Article 47. — L'article 47 est supprimé et remplacé par l'article suivant :

« Les sentences arbitrales seront exécutées par provision nonobstant appel. Elles seront enregistrées aux frais de la partie défaillante qui supportera tous frais accessoires, y compris les doubles droits, amendements et honoraires dus au surarbitre afférents au litige. »

Une précédente assemblée générale extraordinaire du 26 février 1926 avait déjà décidé de modifier comme suit l'article 24 des statuts.

Article 24 (nouveau). — « Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par les procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président de séance et le secrétaire. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou le vice-président du conseil ou par deux administrateurs, qu'ils aient ou non pris part aux délibérations. »

III

Le 23 décembre 1926 ont été déposées à chacun des greffes des tribunaux d'instance et de paix (sud) de Casablanca, copies de chacune des délibérations précitées des 13 octobre, 20 mai, 25 novembre, 26 février 1926, ainsi que de l'acte notarié du 24 novembre 1926 et des pièces y annexées.

L'administrateur délégué,
J. GRENIER.

638

PUBLICATION DE MODIFICATION DE SOCIÉTÉ

Augmentation de capital par la création d'actions nouvelles d'apport et de numéraire.

SOCIÉTÉ ANONYME MAROCAINE
DES
ETABLISSEMENTS MÉNAGER
au capital originaire de
1.500.000 francs divisé en 3.000
actions de 500 francs chacune
porté à 2.500.000 francs
par la création de 2.000 actions
nouvelles de 500 francs
chacune.
Siège social : Kénitra

I. Aux termes d'une délibération prise le 9 septembre 1926, dont une copie est demeurée annexée à un acte reçu au bureau du notariat de Rabat le 20 novembre suivant (1926), l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société anonyme marocaine dite « Etablissements Ménager », a décidé :

1^o Que le capital social alors de un million cinq cent mille francs serait augmenté de un million de francs et par suite porté à deux millions cinq cent mille francs ;

2^o Que cette augmentation serait réalisée :

a) Par l'émission de mille huit cent cinquante actions ordinaires de cinq cents francs chacune à souscrire au pair et dont le paiement se ferait un quart du capital nominal, soit cent vingt-cinq francs, à la souscription et le surplus aux époques et suivant les modalités qui seraient arrêtées à cet effet par le conseil d'administration ;

b) Par la création de cent cinquante actions de cinq cents francs chacune entièrement libérées et qui seraient attribuées à M. Honoré Ménager en représentation d'apports en nature ;

3^o Et a donné tous pouvoirs au conseil d'administration aux fins de remplir toutes formalités nécessaires à la régularisation de ladite augmentation de capital.

II. Suivant acte reçu au bureau du notariat de Rabat, le 20 novembre 1926, le conseil d'administration de ladite société des « Etablissements Ménager » a déclaré :

a) Que les mille huit cent cinquante actions nouvelles de numéraire de cinq cents francs chacune représentant, à concurrence de neuf cent vingt-cinq mille francs, l'augmentation de capital susénoncée ont été entièrement souscrites et pour la totalité réalisées par quatre personnes ;

b) Et qu'il a été versé par chacune d'elles une somme égale au quart du montant de chaque action par elle souscrite soit cent vingt-cinq francs

par action et au total la somme de deux cent trente et un mille deux cent cinquante francs, alors en dépôt au nom de la société, à titre indisponible jusqu'à la régularisation de ladite augmentation de capital à l'agence à Kénitra de la Banque d'Etat du Maroc.

Et à l'appui de ses déclarations il a représenté au notaire rédacteur une liste contenant toutes les énonciations prescrites par la loi.

III. Suivant délibération du 25 novembre 1926, l'assemblée générale extraordinaire de la dite société des « Etablissements Ménager » :

a) A reconnu sincère et vérifiable, après en avoir pris connaissance, la déclaration faite suivant acte reçu par M^e Couderc, notaire à Rabat, le 20 novembre précédent (1926), relativement à la souscription des 1.850 actions de la société, émises contre espèces et au versement du premier quart sur chacune d'elles ;

b) Et a nommé M. Georges Carle, ingénieur agronome, demeurant à Rabat, rue de l'Ourcq, n° 5, commissaire chargé d'apprécier la valeur des apports faits à la société par M. Honoré Ménager, propriétaire agriculteur, demeurant à Rabat, ainsi que l'attribution de cent cinquante actions libérées au profit de l'apporteur en représentation de ses apports ; et de dresser un rapport à présenter à une assemblée générale extraordinaire, le tout conformément aux statuts de la société et à la loi.

IV. Et suivant délibération du 7 décembre 1926, l'assemblée générale extraordinaire de la même société des Etablissements Ménager :

1^o Après avoir entendu la lecture du rapport dressé le 27 novembre 1926 par M. Georges Carle, commissaire vérificateur, et après avoir pris connaissance de ce rapport,

En adopte les conclusions dans son entier :

a) Approuve en conséquence purement et simplement les apports faits à la société par M. Honoré Ménager du lot urbain situé à Sidi Yahia (Maroc), d'une contenance de 24 ares, 70 centiares, faisant l'objet sous le nom de « Propriété Ménager II », du titre foncier n° 1868 R., ainsi que l'attribution à lui faite de cent cinquante actions de cinq cents francs chacune, en représentation de son apport ;

b) Décide qu'en vertu de cette résolution et de celles faisant l'objet des précédentes assemblées générales extraordinaires des 9 septembre et 25 novembre derniers (1926) l'augmentation de capital qu'elles ont pour objet est dès ce jour définitive ;

c) Apporte les modifications suivantes aux statuts :

1° En ce qui concerne l'article 6, le libellé en deviendra le suivant :

« Article 6. — Le capital social est de 2.500.000 francs, « divisé en 5.000 actions de « 500 francs chacune, dont « 3.850 actions ont été souscri- « tes en espèces et 1.150 actions « ont été créées en rémunéra- « tion d'apports » ;

2° Sera complété, après son dernier alinéa actuel, l'article septième, par le paragraphe suivant :

« En représentation de son « apport du lot urbain dit « Propriété Ménager II », titre « foncier 1868 R., contenant « 28 a. 70 ca. environ avec ses « dépendances, bâtiments, jar- « dins, il a été attribué en no- « vembre-décembre 1926 à M. « Ménager, cent cinquante ac- « tions entièrement libérées » ;

3° Sera comme suit l'article huitième modifié :

« Les 3.850 actions émises « contre espèces ont été payées : « un quart à la souscription, « trois quarts sur appel du « conseil. »

V. Une expédition régulière de l'acte authentique de déclaration de souscription et de versement reçu au bureau du notariat de Rabat le 20 novembre 1926 ainsi que de la copie régulière y annexée de la délibération en date du 9 septembre 1925, de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite Société anonyme des « Etablissements Ménager » ;

Les copies certifiées conformes par les membres du bureau des assemblées générales extraordinaires des actionnaires de la même société, des délibérations par eux prises les 25 novembre et 7 décembre 1926 et susénoncées,

Ont été déposées le 29 décembre 1926 aux greffes tant du tribunal de première instance de Rabat que du tribunal de paix de Kénitra.

Pour extrait et mention.

HONORÉ MÉNAGER.

651

Constitution de société

COMPTOIRS MAROCAINS DES CUIRS ET PEAUX

Société anonyme au capital de
500.000 francs

Siège social :

12, avenue du Général-d'Amade
Casablanca

I. Statuts

Suivant acte sous signatures privées fait en triple à Casablanca, le 16 novembre 1926, dont un original est demeuré annexé à la minute de l'acte de

déclaration de souscription et de versement ci-après énoncé, MM. Théodore Kreglinger, négociant, demeurant à Anvers (Belgique), chaussée de Malines, n° 127, et Joseph dit Amy Allizon, industriel, demeurant à Annonay, ont établi les statuts d'une société anonyme marocaine dont extrait littéral suit :

Article premier. — Il est formé par les présentes, entre les souscripteurs ou les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme marocaine dans les conditions déterminées par les lois françaises sur les sociétés anonymes applicables au Maroc en vertu du dahir du 11 août 1922 et de tous dahirs subséquents, ainsi que par les présents statuts et sauf les modifications qui pourraient y être apportées ultérieurement.

Art. 2. — La société prend le nom de : « Comptoirs Marocains des Cuir et Peaux ».

Ce titre pourra être modifié par décision de l'assemblée générale des actionnaires prise sur la proposition du conseil d'administration.

Art. 3. — Le siège social de la société est à Casablanca, 12, avenue du Général-d'Amade.

Art. 4. — La durée de la société est fixée à 99 ans, à dater du jour de sa constitution définitive.

Art. 5. — La société a pour objet le commerce et l'industrie des peaux brutes, cuirs tannés et produits similaires. Elle gèneralement toutes les opérations commerciales, financières et immobilières se rattachant à ce genre de commerce.

Art. 6. — Le capital social est fixé à 500.000 francs, représenté par 1.000 actions de capital de 500 francs chacune, souscrites en numéraire.

Art. 7. — Le capital pourra être ultérieurement augmenté, en une ou plusieurs fois, et être porté, sur simple décision du conseil d'administration et sans aucun recours à l'assemblée générale, à 2.000.000 de francs, par la création d'actions de capital nouvelles de numéraire de même rang que les 1.000 actions créées sous l'article 6 ci-dessus.

Art. 9. — Le montant des actions à souscrire, conformément à l'article 6, est payable, soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné à cet effet par les fondateurs :

Cent vingt-cinq francs à la souscription ;

Et les trois cent soixante-quinze francs de surplus en une ou plusieurs fois quand

le conseil d'administration le jugera utile ou nécessaire.

Art. 13. — En vue de se procurer les fonds nécessaires aux opérations énoncées à l'article 5 des présents statuts, le conseil d'administration, sans l'intervention de l'assemblée générale, est autorisé, par les présents statuts à émettre des obligations hypothécaires ou autres et des bons à long ou à court terme, à fixer le montant, les conditions, le mode d'émission ou de réalisation et de remboursement de ces emprunts.

Toutefois, le total desdits emprunts ne pourra pas dépasser le triple du capital social.

Art. 14. — La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins.

Art. 15. — Les administrateurs sont nommés pour six ans, sauf l'effet du renouvellement. Le premier conseil est nommé par l'assemblée générale constitutive.

Art. 19. — Le conseil a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation et sans réserve, pour agir au nom de la société et faire toutes les opérations relatives à son objet. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale, par les présents statuts, est de sa compétence.

Art. 22. — Les actes engageant la société vis-à-vis des tiers doivent porter la signature du ou des délégués du conseil d'administration, agissant dans la limite des pouvoirs qui leur ont été conférés.

Art. 42. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges spéciales et des amortissements nécessaires, constitue le bénéfice de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

1° 5 % pour la constitution de la réserve légale ;

2° Pour le cas où il serait créé des actions privilégiées :

Les sommes nécessaires pour payer à ces actions, sur le montant appelé et versé le dividende auquel elles ont droit. Si le bénéfice est insuffisant pour payer au complet ce dividende, la partie manquante leur sera payée sur les bénéfices subséquents, sans intérêts de retard, après prélèvement de la somme revenant au fonds de réserve ;

3° Les sommes nécessaires pour payer aux actions de capital un premier dividende de

6 % sur le montant appelé et versé.

Si le bénéfice est insuffisant pour payer intégralement ce dividende, la partie manquante ne leur sera pas payée sur les bénéfices des années subséquentes ;

4° 10 % du surplus au conseil d'administration ;

5° 10 % d'amortissement obligatoire par voie de tirage au sort des actions sans tenir compte des rompus qui devront être ajoutés aux sommes revenant ci-après aux actionnaires.

Le solde, sous déduction des sommes que l'assemblée, sur la proposition du conseil d'administration, décidera de prélever pour être, soit reportées à nouveau, soit affectées à la constitution du fonds de réserves supplémentaires et de fonds de prévoyance, est réparti entre toutes les actions.

Art. 49. — Toutes contestations qui peuvent s'élever, pendant le cours de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires eux-mêmes, soit entre les actionnaires et la société, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

II. Déclaration de souscription et de versement.

Suivant acte reçu le 23 novembre 1926 par M^e Marcel Boursier, notaire à Casablanca, M. Ernest Gérard, ingénieur, demeurant à Casablanca, rue Saint-Gall, agissant au nom et comme mandataire des fondateurs susnommés, suivant pouvoirs qu'ils lui ont conjointement donnés aux termes d'un acte reçu par M^e Gevers, notaire à Anvers, le 30 juin 1926, a déclaré que les mille actions de cinq cents francs chacune qui étaient à souscrire et à libérer du quart à la souscription ont été entièrement souscrites par dix personnes, et qu'il a été versé en espèces par chacune une somme égale au quart des actions souscrites, soit au total une somme de cent vingt-cinq mille francs.

Un état contenant les noms, prénoms, professions et adresses des souscripteurs, le nombre des actions souscrites et des versements effectués par chacun d'eux est demeuré annexé à la minute dudit acte.

III. Assemblée générale constitutive.

Du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive des actionnaires de la société dite « Comptoirs Marocains des Cuir et Peaux », tenue à Casablanca le vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt-six, il résulte :

1° Que l'assemblée générale, après vérification, a reconnu

sincère et véritable la déclaration de souscription et de versement faite par M. Gérard, es qualité de mandataire des fondateurs de ladite société, aux termes de l'acte précité reçu par M^e Marcel Boursier, notaire à Casablanca, le seize novembre mil neuf cent vingt-six ;

2° Qu'elle a nommé comme premiers administrateurs :

a) M. Louis Perilhou, industriel, demeurant au château de Montanet, par Peaugres (Ardèche) ;

b) M. Amy Allizon, industriel, demeurant au château de la Garde par Roiffieux (Ardèche) ;

c) M. Camille Borione, industriel, demeurant à Paris, 1, rond-point Bugeaud ;

d) M. Théodore Kreklinger, négociant, demeurant à Anvers, 9, Grand'Place ;

e) M. Albert Werbrouck, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, 111, quai d'Orsay ;

f) M. Ernest Gérard, ingénieur, demeurant à Casablanca, 5, rue de Saint-Gall ;

3° Qu'elle a nommé comme commissaire aux comptes pour le premier exercice social, M. Charles Neef, négociant, demeurant à Casablanca, 26, rue de Marseille ;

4° Qu'elle a constaté l'acceptation desdites fonctions par les administrateurs et commissaire aux comptes ainsi nommés ;

5° Qu'elle a approuvé les statuts de la société dite « Comptoirs Marocains des Cuirs et Peaux » et déclaré la société définitivement et régulièrement constituée, toutes les formalités prescrites par la loi ayant été remplies.

IV. Publications.

Une copie certifiée conforme des statuts de la société « Comptoirs Marocains des Cuirs et Peaux » ;

Une expédition de l'acte de déclaration de souscription et de versement du seize novembre mil neuf cent vingt-six et des pièces annexées ;

Une copie certifiée conforme du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive du vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt-six ;

Le tout sus-énoncé, ont été déposées le vingt-huit décembre mil neuf cent vingt-six à chacun des secrétaires-greffes du tribunal de première instance de Casablanca et du tribunal de paix canton nord de la même ville, par M^e J. Bonan, avocat.

Pour extrait et mention.

Le conseil d'administration.

N. B. — L'extrait prévu par l'article 56 de la loi du 24 juillet 1867 a paru dans la *Gazette des Tribunaux du Maroc*, n° 251, du 30 décembre 1926.

679

TRIBUNAL DE PAIX DE MARRAKECH

La distribution par contribution des deniers provenant de la succession vacante de M. Ritter Ivan, en son vivant commis auxiliaire à la perception de Marrakech, est ouverte au secrétariat du tribunal de paix de Marrakech où les créanciers devront produire leurs titres de créance accompagnés de toutes pièces justificatives dans les trente jours de la deuxième publication, à peine de déchéance.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
BRIANT.

684

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé le mercredi 22 rejev 1345, (26 janvier 1927), à 10 heures, dans les bureaux du nadir des Habous Qaraouyne à Fès, à la cession aux enchères par voie d'échange d'une maison habous de famille des Ouled Mejber, sise impasse Dribej El Oued quartier Nedjarine, à Fès, avec ses servitudes actives et passives, sur la mise à prix de 27.000 francs.

Pour renseignements s'adresser au nadir des Habous Qaraouyne à Fès, au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous) à Rabat.

577 R

AVIS

Réquisition de délimitation

concernant un immeuble collectif situé dans la tribu des Beni Ouaraïn de l'ouest (circonscription administrative de Tahala).

Le directeur général des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte des collectivités Zerarda, Imrilen et Aït Assou, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejev 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation d'un immeuble collectif appartenant aux collectivités Zerarda, Imrilen et Aït Assou, consistant en terres de cultures et de parcours, d'une superficie de deux mille neuf cent cinquante hectares environ, situé sur le territoire des Beni Ouaraïn de l'ouest.

Limites :

Nord : blockhaus n° 1 de l'ancien poste de Bou Hellou, ligne

partant de ce blockhaus et passant par les casbah Ararsa, Ahmed ben Djilali, El Frane (casbah incluses dans le périmètre délimité), prolongement de cette ligne sur Dar Bakadir (Dar Bakadir inclus dans périmètre délimité), koudiat Ben Djellik, Oued Matmata, 200 mètres nord d'Aïn Skhoun, seheb Dehbab, koudiat Kouar Laoulat, koudiat Cheltaba, seheb Djehnama jusqu'à Oued Bou Zemlane ;

Riverains : terres makhzen, ferme Lespinasse, terrains de la zaouïa de Sidi Djellil, melk Zerarda.

Ouest : oued Bou Zemlane.

Riverains : terrains melk des Zerarda.

Sud : seheb Aouam, koudiat Adala, koudiat Bent Azous, oued Matmata jusqu'au confluent de l'oued Ifrane, koudiat Sidi Abdallah, **Khendeq Bab el Caïd**, koudiat Aïn Bou Kachou, Dar el Achouri, Khendeq el Gantra, Sidi Saïd Daï ;

Riverains : melk Aït Tserouchen de Harira, melk Zerarda, melk Imrilen, melk Aït Assou.

Est : koudiat Gernoua, blockhaus n° 1 ;

Riverain : melk Beni Abdulhamid.

Enclaves : poste et cimetière de Matmata.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur général des affaires indigènes, il n'existe aucune autre enclave que celles indiquées ci-dessus, ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi, à l'exception des droits de passage relevant du domaine public.

Les opérations de délimitation commenceront le 1^{er} février 1927, à neuf heures, au blockhaus n° 1, et continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 10 novembre 1926.

DUCLOS.

Arrêté viziriel

du 26 novembre 1926 (20 jourmada I 1345) ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Beni Ouaraïn de l'ouest.

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejev 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête du directeur général des affaires indigènes, en date du 10 novembre 1926 et tendant à fixer au 1^{er} février 1927 les opérations de délimitation de l'immeuble collectif appartenant aux collectivités Zerarda, Imrilen, Aït Assou, situé sur le territoire de la tribu des

Beni Ouaraïn de l'ouest (circonscription administrative de Tahala).

ARRÊTE :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble collectif appartenant aux collectivités Zerarda, Imrilen, Aït Assou, situé sur le territoire de la tribu des Beni Ouaraïn de l'ouest, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (1^{er} rejev 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 1^{er} février 1927, à neuf heures, au blockhaus n° 1, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat,

le 20 jourmada I 1345,
(26 novembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 décembre 1926.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

631 R

AVIS

Réquisition de délimitation concernant l'immeuble domanial connu sous le nom de « Thaslimth » et sa séguia d'irrigation de même nom, sis dans le Haouz, en bordure de la route de Marrakech à Mogador (Marrakech-banlieue).

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Thaslimth » et sa séguia d'irrigation de même nom, sis dans le Haouz, en bordure de la route de Mogador à Marrakech, à 20 km. environ de cette dernière ville, sur la rive gauche de l'oued Neffs (Marrakech-banlieue).

L'immeuble, d'une superficie approximative de 948 hectares, est limité :

Au nord : 1° par la route de Marrakech à Mogador séparative du domaine makhzen dénommé « Guich des Oudaïa » ; 2° par le cours de l'oued Neffs ;

A l'est : la limite suit sur tout le trajet l'oued Neffs, séparatif du domaine makhzen dénommé « Djebelia » occupé par les guich des Aït Immour ;

Au sud : cette limite est ne quitte l'oued Nefis qu'à la prise d'eau de la séguia Taslimth au fleuve susnommé, ce qui forme la pointe extrême-sud du domaine. De ce dernier point, la limite remonte vers le nord, en suivant la séguia Thaslimth jusqu'à la piste de Souk es Sebti ;

A l'ouest : 1° par un mesref de la séguia susvisée et la piste du marabout Si Bourja ; 2° par un mesref des séguia Taslimth et Taziouant ; 3° par une ancienne retara ; 4° par la source dite « Aïn Athmania » jusqu'à son point de rencontre avec la route de Mogador, à proximité de la maison cantonnière ;

Riverain : guich des Oudaïa.

Telles au surplus que ces limites sont figurées par un liséré rouge au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines il n'existe sur ledit immeuble aucun droit d'usage ou autre légalement connu, ni sur la terre ni sur l'eau, sauf toutefois que les parcelles 2 et 6 dudit domaine, formant une superficie de 645 hectares, sont détenues à titre guich par les Aït Immour, qui en ont l'usufruit avec 24 ferdjats sur 36 de la séguia Thaslimth (les 12 autres ferdjats étant rattachées à la parcelle makhzen n° 1 du plan annexé à la présente réquisition).

Les opérations de délimitation commenceront à l'angle nord-ouest de la propriété, le 24 janvier 1927, à 9 heures, au pont de l'oued Nefis, sur la route de Marrakech à Mogador.

Rabat, le 5 octobre 1926.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 27 novembre 1926 (21 jourmada I 1345) ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dit « Thaslimth » et sa séguia de même nom, sis dans le Haouz (Marrakech-banlieue).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu la requête en date du 5 octobre 1926, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 24 janvier 1927 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Thaslimth » et sa séguia d'irrigation de même nom, sis en bordure de la route de Mogador à Marrakech, à 20 kilomètres environ de cette dernière ville, et dans la plaine du Haouz (Marrakech-banlieue) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Thaslimth » et sa séguia d'irrigation de même nom, sis dans la plaine du Haouz, en bordure de la route de Marrakech à Mogador, sur la berge gauche de l'oued Nefis (Marrakech-banlieue), conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) susvisé, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 24 janvier 1927, à 9 heures, à l'angle nord-ouest de la propriété au pont de l'oued Nefis, sur la route de Marrakech à Mogador.

Fait à Marrakech,

le 27 jourmada I 1345,
(27 novembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

URBAIN BLANC.

617 R

AVIS

Réquisition de délimitation concernant l'immeuble domanial dénommé « Bled Zerouana », situé sur le territoire de la tribu des Hayaina (région de Fès).

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341), requiert la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Zerouana », situé sur le territoire de la tribu des Hayaina (région de Fès).

Cet immeuble, d'une superficie approximative de 800 hectares, est limité :

Au nord : à partir du koudiat Derbia par la ligne de crête et le triq Feddan el Amir jusqu'à Bab Douisset, puis par un sentier et une ligne de crête jusqu'au kerkour Djenan bel Hachemi et par un talus jalonné de kerkours aboutissant à l'aïn Begramane. De ce point, la limite descend le chaabat d'Aïn Begramane jusqu'à sa rencontre avec l'oued Khandek Bousmane (ri-

verains : bled Djaafra et bled Ben Khalifa). Puis elle remonte successivement cet oued, le chaabat Moui el Haï et le chaabat Begna jusqu'à un kerkour, et rejoint le triq Djihana au point culminant du mamelon, où se trouve un kerkour. Elle suit ce triq jusqu'à sa rencontre avec le chaabat Bab Ali ben Haccin (riverain : bled Djihana), puis la ligne de crête jusqu'au marabout Sidi Mohamed el Rioui. De là, elle rejoint le kerkour du chaabat Merjed Djebala qu'elle descend jusqu'au chaabat Aïn Ladded qu'elle descend également ainsi que le chaabat Aïn Sensala (riverain : bled Aharcha) ; au sud, de ce dernier chaabat, se trouve une enclave habous de 3 hectares environ.

A l'est : la limite remonte le chaabat Aïn Rechba jusqu'à son confluent avec le chaabat Djenat Khamara, puis rejoint en ligne droite la crête au kerkour Djenan Tskaila. Elle la suit jusqu'au kerkour Ramadan situé le koudiat Hafra el Flels en passant par le kerkour Djenat Khamara (riverain : bled Khamara). De ce point elle suit la ligne de crête par les kerkours Bennaïat et Bouchta el Kraa, jusqu'au kerkour Dar Soug, puis rejoint directement le kerkour Oued M'Saben, en traversant l'oued M'Saben et en passant par le kerkour Gueltat M'Saïl (riverain : bled Hamoumi). Puis elle suit la courbe du niveau et rejoint le kerkour Chama el Beïda et celui du triq Cedra Hayane (riverain : bled Oulad Djabeur). Elle longe ce triq jusqu'à la ligne de crête Guetta Khobzou, qu'elle suit jusqu'au kerkour du même nom, puis descend successivement le chaabat El Mersa et le chaabat Haouint Aïcha, jusqu'à un kerkour placé dans le chaabat Hajra Zerga (riverain : bled Oulad Amara).

Au sud : la limite suit le chaabat Hajra Zerga jusqu'au lieu dit Djerb el Bid où se trouve un kerkour. Elle rejoint alors le koudiat Marouya, suit la ligne de crête jusqu'au kerkour du même nom et rejoint en ligne droite le kerkour du chaabat El Haput (riverain : bled Oulad Djabeur).

Elle remonte le chaabat El Haout jusqu'à un kerkour d'où elle rejoint par la ligne de crête le kerkour Rokbat M'Sallia. Elle rejoint en ligne droite un kerkour situé au pied d'éboulis argileux et descend le chaabat Hajra Zerga jusqu'à son point de rencontre avec le triq Gueltet Sultana et le chaabat El Aoud (riverain : bled Oulad Amara).

Elle remonte ce chaabat sur environ 300 mètres, puis rejoint par la ligne de crête le koudiat du bled Cheikh Bane, d'où elle rejoint en suivant une

ligne de culture un kerkour situé sur la piste, puis un autre dans le chaabat Gueltet Sultana qu'elle suit (riverain : bled Oulad Amara), elle remonte alors le chaabat Oulad Amrane jusqu'à sa rencontre avec le chaabat Rassoula, puis gagne en ligne droite le koudiat Dar Bedaoua et suit un talus formant courbe de niveau jusqu'au lieu dit « El Gaada Del Rassoula ». De là elle rejoint en ligne droite un olivier dit Zitoun M'Barek n° 2, puis elle suit la ligne de crête en passant par un olivier, Zitoun M'Barek n° 1, et aboutit au marabout de Sidi Amrane. Elle traverse le col, rejoint la ligne de crête du koudiat El Gaada, le suit sur 200 mètres environ, jusqu'au koudiat Er Rfadi, en tournant à gauche (par la courbe de niveau) le koudiat El Gaada.

Du koudiat Er Rfadi, elle suit la ligne de crête dite « Chefak M'Tameur », puis rejoint successivement le koudiat Bab Larba, le koudiat Djenan Halima Chaabat, le Bab Mechta ould Djabeur, le koudiat Zersmouka, le koudiat Bent el Far et l'oued Mellah, en ligne droite à l'ouest du koudiat Aïssa (riverain : bled Oulad Djabeur).

De l'oued Mellah, elle passe par la ligne de crête au milieu du koudiat Aïssa, puis rejoint, par une courbe jalonnée de kerkours, l'oued El Jira qu'elle suit jusqu'au chaabat Ouldjet el Khil, et remonte la ligne de crête du koudiat Djenan Seddik (riverain : bled Oulad Amara).

A l'ouest : à partir du koudiat susvisé la limite suit la ligne de crête en passant par le koudiat Douim M'Barek, le point culminant du koudiat Serija, jusqu'au lieu dit Bab ben Ariba où se trouve un kerkour. Elle rejoint ensuite en ligne droite le koudiat Ameur, puis le triq Sidi Ismaël, à 50 mètres de l'origine du chaabat Aïn Messoussa, puis suit le triq Messoussa jusqu'à un kerkour à 50 mètres du marabout de Sidi Ismaël en passant par les palmiers du marabout et le centre d'un grand entonnoir. Elle emprunte enfin la ligne de crête jusqu'au koudiat Derbia (riverain : bled Djaafra).

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines il n'existe sur ledit immeuble aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 26 janvier 1927, à 9 heures du matin, au kerkour, situé dans le ravin dit « Chaabat Guelta Sultana »,

au sud-est de la propriété, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 6 octobre 1926.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 18 octobre 1926 (10 rebia II 1345) ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Zerouana », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (région de Fès).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu la requête en date du 6 octobre 1926 présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 26 janvier 1927 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Zerouana », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (région de Fès),

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Zerouana » précité, conformément aux dispositions du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 26 janvier 1927, à 9 heures du matin, au kerkour situé dans le ravin dit « Chaabat Guelat Sultana », au sud-est de la propriété, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Marrakech,

le 10 rebia II 1345,
(18 octobre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 novembre 1926.

Le Commissaire
résident général,
T. STEEG.

604 R

AVIS

Réquisition de délimitation concernant l'immeuble domanial dénommé « Bled el Bibane », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (région de Fès).

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3

du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341),

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled el Bibane », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (annexe des Hayaïna, région de Fès).

Cet immeuble, d'une superficie approximative de 1.500 hectares, est limité :

Au nord : en partant du koudiat N'sour, par une ligne droite jusqu'au ravin dit « Chaabat Aïn ben Ali el Ayachi » (riverain : bled Bouchta Ould Absoun parti en dissidence) puis par ce chaabat jusqu'au koudiat Bab Clef (riverain : bled Ould Haj Kaddour), puis de ce point par une ligne passant par un figuier au lieu dit « Koudiat Khbaz » jusqu'au rocher dit « Seheb Jouira » (riverain : bled Djama Aïn Ladel) puis par les ravins dits « Chaabat Jouira » et « Chaabat Sidi Bou Zeria » jusqu'au koudiat Sof aïn Larba (riverain : Ould Bou Attia) ;

A l'est : la limite suit une ligne droite du koudiat Sof aïn Larba jusqu'au koudiat Sidi Bou Zeria, près du marabout du même nom, puis une succession de lignes droites jusqu'au lieu dit « Rkbaat Cédrat » et de là à l'aïn Lekouj, puis le chaabat d'Aïn Lekouj jusqu'à la route de Tissa à Aïn Matouf (riverain : bled Djemâa de Cherrat) ; de ce point, elle remonte le chaabat Aïn Beïda jusqu'à la source du même nom, puis suit une courbe tournant vers le sud-est, jusqu'au koudiat Dar el Amir (riverains : bled Cherrat et Aïn Ladel et bled Ahmed ben Djilali) ;

Au sud : la limite est formée par une ligne de crête du koudiat Dar el Amir au koudiat Bou Allal n° 2, passant par Bab Jafar, le koudiat Bou Allal n° 1 et le chaabat Haoutat Salah (riverain : bled Ould Ahmed ben Djilali), puis par une autre ligne de crête jusqu'à la mechta Abdesselam Ould Deslem et par un sentier allant à l'aïn El Kholla (riverain : bled Djemâa Aïn el Kholla) ;

A l'ouest : la limite suit le ravin dit « Chaabat d'Aïn el Kholla » jusqu'à la route de Tissa à Aïn Matouf (riverain : bled Abdallah Kharman), puis de ce point le chaabat El Melah jusqu'aux rochers dits « Hôjra Zerga » (riverains : bled Djilali Ould Allal et Ould Bougtafa, bled Akrat et Bouchti, bled Haj Abdesslem Krouni) puis le chaabat Kbar el Medloun jusqu'à la route d'Aïn Matouf à Aïn Aïcha (riverains : bled Haj Abdesslem Krouni, bled Aïcha bent Chama el Rinaouya). En-

suite, elle emprunte le sentier dit « Triq el Neska » (qui traverse le chaabat Haout Djenan) jusqu'au lieu dit « Haoutat el Neska » (riverains : bled Lahcen Gourraj el Bouchta, bled Ould Haj Larbi, bled Haj Abdesslem) puis le chaabat El Neska jusqu'au chaabat Aïn Chaoutou (riverain : bled Haj Abdesslem). De ce lieu, le chaabat Haoutat Bouchama jusqu'au koudiat Sikha el Beïda (riverain : terrain inculte et très escarpé). Enfin, une ligne de crête, de ce point au koudiat En N'sour en passant par le marabout dit « Rouda Sidi Bouns » (riverain : bled Krouna).

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rouge au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur ledit immeuble aucune enclave privée, aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 21 janvier 1927, à 9 heures du matin, à la source dite « Aïn el Kholla », au sud-ouest de la propriété, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 6 octobre 1926.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 3 novembre 1926 (26 rebia II 1345) ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled el Bibane », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (région de Fès).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1344) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu la requête en date du 6 octobre 1926, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 21 janvier 1927 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled el Bibane », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (région de Fès) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled el Bibane » conformément aux dispositions du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 21 janvier 1927, à 9 heures du matin, à la source dite « Aïn

el Kholla », au sud-ouest de la propriété, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Marrakech,

le 26 rebia II 1345,
(3 novembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 2 décembre 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

576 R

AVIS

Réquisition de délimitation concernant les immeubles domaniaux connus sous les noms de « Djedida » et sa séguia d'irrigation de même nom et « Bour des Aït Immour », situés à 25 kilomètres environ au sud-ouest de Marrakech, dans le cercle de Marrakech-banlieue.

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3

du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Requiert la délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Djedida » avec sa séguia d'irrigation de même nom et « Bour des Aït Immour », situés à 25 km. au sud-ouest de Marrakech, sur la rive gauche de l'oued Nefis (cercle de Marrakech-banlieue), séparés tous deux par une partie du bled « Agafai », sur une faible superficie. Ces immeubles, d'une superficie approximative de 5.540 et 3.150 hectares, sont limités de la façon suivante :

1° Propriété dite « Djedida » :
Au nord : 1° Du cimetière Si Allou par le mesref Agafai ;
2° Par la séguia Thamesguelft, que la limite suit dans une direction est, jusqu'à l'oued Nefis.

Riverain : bled makhzen dit « Thamesguelft » ;

Au sud : 1° par la séguia et le mesref Djedida.

Riverain : bled Agafai et Dar el Anaya et Arsa Bourzia ;

2° Par la piste de Dar Caïd Bouriel à Thameslouth séparative du bled makhzen dit « Agafai » ;

3° Par le mesref de la séguia Djedida, lequel rejoint au cimetière Si Ali Raisi la piste de Dar Caïd Bouriel, que la limite suit jusqu'aux kerkours situés en bordure de la piste du Dar Mahjoub, à proximité du marabout Si Dabar.

Riverain : Biod d'Agafai.

4° Par la séguia Djedida, laquelle traverse la piste des Oulad Yala, du Dar Cheikh Belouche, l'oued Bertemi, et la piste vers les Ait Smougouen, où elle aboutit à un ancien gros kerkour.

Riverain : bour des Oulad Yala.

5° Par une ligne droite reliant le gros kerkour susvisé au draa El Kerkour (ancien four à chaux) et à un mamelon dit Kerkour. De ce point la limite rejoint le koudiat El Hadoud, formant ainsi un angle de 120° avec la ligne susvisée.

Riverain : bour des Oulad Yala, et terrains de parcours des Oulad Yala.

A l'est : par la piste des Frouga à Marrakech et par l'oued Nefis.

A l'ouest : 1° par une ligne droite montant vers le nord reliant le koudiat El Hadoud à trois touffes de jujubiers espacées d'entre elles et aboutissant à l'ancien mesref de Djedida, qu'elle suit jusqu'à sa rencontre avec le sentier du Dar Ouri Oura.

Riverain : territoire des Ahmar.

2° Par le sentier du Dar Ouri Oura, jusqu'à son croisement avec le chaabat, lequel regagne le cimetière de Si Alloul.

3° « Bour des Ait Immour » : Au nord : par la séguia Agafai, de la prise à l'oued Nefis, jusqu'à sa rencontre avec la piste du Souk es Sebt après avoir traversé la nouvelle piste des Frouga à Marrakech.

Riverain : bled makhzen dit « Agafai » et Aza Bourzig.

A l'est : de la prise d'eau de la séguia Agafai, la limite prend une direction sud-ouest en suivant la piste des Ait Boudi, laquelle passe en bordure des koudiats Taicha et Serag jusqu'au ravin, situé un peu avant la piste allant vers Amismiz, ce qui forme extrême sud du domaine.

Riverains : les Aroussine et l'oued Nefis.

Au sud : par une piste séparative du bled occupé par les Aroussine.

A l'ouest : par le triq Annahia, lequel prend une direction nord-ouest jusqu'à sa rencontre avec la séguia Agafai, donnant ainsi au domaine une forme triangulaire.

Telles au surplus que ces limites sont figurées par un liseré rose au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur lesdits immeubles « Djedida » et « Bour des Ait Immour », aucun droit d'usage ou autre légalement établi, ni sur la terre ni sur l'eau, sauf toutefois que l'usufruit de la terre est concédé à titre guich aux Ait Immour.

Les opérations de délimitation commenceront à l'angle nord-ouest de la propriété, au cimetière de Si Alloul, en bordure de la piste d'Ain Talmest, le 17 janvier 1927, à 9 heures du matin, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 5 octobre 1926.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 1^{er} novembre 1926 (24 rebia II 1345) ordonnant la délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Djedida » avec sa séguia d'irrigation de même nom et « Bour des Ait Immour », situés dans le cercle de Marrakech-banlieue (région de Marrakech).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341);

Vu la requête en date du 5 octobre 1926, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 17 janvier 1927 les opérations de délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Djedida » avec sa séguia d'irrigation de même nom et « Bour des Ait Immour », situés à 25 km. au sud-ouest de Marrakech, sur la rive gauche de l'oued Nefis (Marrakech-banlieue);

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Djedida » avec sa séguia d'irrigation de même nom et « Bour des Ait Immour », situés à 25 km. au sud-ouest de Marrakech, sur la rive gauche de l'oued Nefis (Marrakech-banlieue), conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) susvisé, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 17 janvier 1927, à neuf heures du matin, à l'angle nord-ouest de la propriété, au cimetière de Si Alloul, en bordure de la piste d'Ain Talmest, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Marrakech,

le 24 rebia II 1345,

(1^{er} novembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 novembre 1926.

Le Commissaire

résident général,

T. STEEG.

573 R

AVIS

Réquisition de délimitation concernant l'immeuble domaniaux connu sous le nom de « Guich des Oudaïa », avec tous les droits d'eau provenant des sources de l'oued Nefis et de la région des merjas ainsi que celles surplombant la berge gauche de l'oued Tensift, sis sur le territoire de Marrakech-banlieue (région de Marrakech).

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341),

Requiert la délimitation de l'immeuble domaniaux dénommé « Guich des Oudaïa » avec tous ses droits d'eau provenant :

1° des séguias de l'oued Nefis ainsi dénommées : séguia Tainine, séguia Taziouent, séguia Taderit, séguia Gaouia, séguia Chérifia, séguia Mellah, séguia Touindia, séguia Slettinia, séguia Khartour, séguia Smatnia, séguia Kasseria ;

2° des sources de la région des merjas ainsi dénommées : 2 sources dites : aïn Athmania, aïn Graouia, aïn Moulay Taya, aïn Dredia, aïn Takalbit, aïn Tassouart, aïn Braout, aïn Zizer ;

3° des 44 sources surplombant la berge gauche de l'oued Tensift, et ainsi dénommées : aïn Djemâa (4 sources), aïn El Makhzen (2 sources), aïn Sidi Ali Bou Atef, aïn El Gouriba (3 sources), aïn Hemcine (4 sources), aïn Mradine (3 sources), aïn Oulad Besseba (4 sources), aïn Ben Driss (2 sources), aïn Roumit (3 sources), aïn Sidi Daoud, aïn Djemâa Sidi Kacem (4 sources), aïn Ahmed ben Tahar, aïn Douar Ahmar, 2 sources, aïn Sebaa, aïn Tazaït I, aïn Tazaït II, aïn Mereja (4 sources) et aïn Sidi Goumi (2 sources).

Cet immeuble, d'une superficie approximative de 20.500 hectares, situé à 20 km. environ de Marrakech, en bordure de la route de Mogador, et traversé par l'oued Nefis, est limité ainsi :

Au nord, par la rive gauche de l'oued Nefis, du point de rencontre du Sehb el Ahmar avec ce fleuve (près du gué du Mechra Zitouna), au sentier dit Sehb Smar, lequel prend naissance à l'oued susvisé.

A l'est : 1° par le sentier ci-

dessus désigné dit Sehb Smar, jusqu'au point de rencontre d'une ancienne rétara, avec un four à chaux ;

Riveraines : terres collectives des Mrabline.

2° par une ligne droite prenant naissance au dit four à chaux et aboutissant au marabout de Sidi Ameur ben Rfir pour descendre ensuite vers le sud jusqu'à son point de rencontre avec l'ancienne piste de Mogador, après avoir traversé la route de Marrakech à Mogador ;

Riverains : bled makhzen Souciach et Oulad Sidi Cheikh.

3° de ce dernier point de rencontre la limite rentre à l'intérieur du domaine en suivant l'ancienne piste de Mogador, jusqu'à la maison cantonnière située à proximité du pont sur l'oued Nefis, en bordure sur la route de Marrakech à Mogador ;

Riverain : bled Larhaf.

4° de la maison cantonnière susvisée, la limite suit en premier lieu l'aïn El Athmania, ainsi que le tracé d'une ancienne rétara pour suivre ensuite en deuxième lieu le mesref de la séguia Thaslimth, et de la séguia Taziouent, pour rejoindre ensuite la séguia Thaslimth, laquelle prend naissance à l'oued Nefis ;

Riverain : bled makhzen dit Thaslimth.

Au sud : 1° de la séguia Thaslimth, branchée sur l'oued susvisé, la limite suit le cours de l'oued Nefis, qu'elle abandonne au point de rencontre d'un petit sentier avec le mesref Haouidrah, ce qui forme le point sud extrême du domaine guich susvisé ;

Riverain : bled des Oulad Sidi Cheikh.

2° du dernier point susnommé, la limite remonte ensuite vers le nord, en suivant la séguia Teininc qu'elle abandonne d'ailleurs à un croisement avec le sentier du souk Es Sebt pour suivre le mesref Harou, le dit sentier dans une direction ouest et le mesref Bouzid dans une direction nord-ouest, jusqu'à son point de rencontre avec la piste de Si Aït, à proximité du marabout Si Saïd ;

Riverain : bled Haouidrah des séquestres Driss ould Menou.

A l'ouest : 1° de l'extrémité du mesref Bouzid, la limite suit une ancienne rétara et un mesref pour prendre ensuite le cours de la source dite « Aïn Mtaya » et du mesref de cette source qui amène également les eaux de la séguia Thamesguelt jusqu'à son point de rencontre avec la piste de Mechra Zitouna, face de la zaouïa Sidi Zouine, après avoir traversé la route de Marrakech à Mogador ;

Riverains : sur le côté gauche de la route, « Bled Amezri » (Makhzen) et sur le côté droit du domaine makhzen de Thamesguelft.

2° la piste de Mechra Zitouna jusqu'à un jujubier et le sentier du Sehb Amar, jusqu'à sa rencontre avec l'oued Tensift ;

Riverains : domaines makhzen de Thamesguelft.

Telles au surplus, que ces limites sont figurées par un liseré rouge au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines il n'existe sur le domaine « Guich des Oudafa » aucun droit d'usage ou autre légalement connu, ni sur la terre ni sur l'eau, sauf toutefois que l'usufruit de la terre est concédé à titre guich aux Oudafa prénommés et qu'à l'intérieur de ce domaine se trouvent enclavées deux propriétés makhzen dénommées « Thaguenza et Aïn Jouan » et « Djenanel el Khenafra », dont la délimitation ou immatriculation est en cours, d'une surface respective de 389 ha. et de 70 ha., 30 a.

Les opérations de délimitation commenceront le 10 janvier 1927, à neuf heures du matin, à l'angle nord-ouest de la propriété, au point de rencontre du sehb El Amar avec l'oued Tensift, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 4 octobre 1926.
FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 19 novembre 1926 (12 jourmada I 1345) ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Guich des Oudafa », avec tous ses droits d'eau provenant des sources de l'oued Nefis et de la région des merjas ainsi que celles surplombant la berge gauche de l'oued Tensift, sis sur le territoire de Marrakech - hanlieue (région de Marrakech).

Le Grand Vizir

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejab 1341) ;

Vu la requête en date du 4 octobre 1926 présentée par le chef du service des domaines et ten-

dant à fixer au 10 janvier 1927 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Guich des Oudafa » avec tous ses droits d'eau provenant :

1° des séguia de l'oued Nefis ainsi dénommées : séguia Tainine, séguia Taziouent, séguia Tadert, séguia Gaouia, séguia Chérifia, séguia Mellah, séguia Touindia, séguia Slettinia, séguia Khartour, séguia Smalnia, séguia Kasseria ;

2° des sources de la région des merjas ainsi dénommées : 2 sources dites : aïn Athmania, aïn Graouia, aïn Moulay Taya, aïn Dredia, aïn Takalbit, aïn Tassouart, aïn Braout, aïn Zizer ;

3° des 44 sources surplombant la berge gauche de l'oued Tensift, et ainsi dénommées : aïn Djemaa (4 sources), aïn El Makhzen (3 sources), aïn Sidi Ali Bou Atel, aïn El Gouriba

(3 sources), aïn Hemcine (4 sources), aïn Mradine (3 sources), aïn Oulad Besseba (4 sources), aïn Ben Driss (2 sources), aïn Roumit (3 sources), aïn Sidi Daoud, aïn Djemaa Sidi Kacem (4 sources), aïn Ben Aouidat (4 sources), aïn Amed ben Tahar, aïn Douar Ahmar (2 sources), aïn Sebaa, aïn Tazaït I, aïn Tazaït II, aïn Mereja (4 sources) et Aïn Sidi Goumi (2 sources).

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Guich des Oudafa » avec tous ses droits d'eau ci-dessus énumérés, sis en bordure de la route de Mogador à Marrakech, sur la berge gauche de l'oued Tensift, et traversé par l'oued Nefis, dans lequel se trouvent enclavés les immeubles makhzen dénommés « Taguenza »,

« Aïn Djouan » et « Djenanel el Khenafra », conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) susvisé, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejab 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 10 janvier 1927, à neuf heures du matin, à l'angle nord-ouest de la propriété, au point de rencontre du sehb El Ahmar avec l'oued Tensift.

Fait à Marrakech,
le 12 jourmada I 1345,
(19 novembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 novembre 1926.

Le Commissaire
résident général,
T. STERG.

542 R

AVIS

Le Comptoir Colonial du Sebou avise le public que ses gérants ou métayers ou contremaîtres n'ont aucune qualité pour acheter à crédit et vendre à n'importe quelle condition ce qui est destiné ou provient des biens de cette société, sans autorisation écrite de M. Anfossi Mars, seul qualifié pour la représenter au Maroc.

607 R

LA CHEMISERIE MILITAIRE ET COLONIALE

Spécialité de chemises et caleçons sur mesures, bien connue au Maroc, adresse franco, sur demande, ses notices, prix courant, échantillons et tous renseignements nécessaires.

MAISON DE CONFIANCE

Adresse : Lingerie de qualité "SELECTA"
1, place du Champ, Chauvigny (Vienne)

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Société anonyme fondée en 1877

Capital : 100.000.000 de fr. entièrement versés. — Réserves : 92.000.000 de francs.

Siège Social : PARIS, 50, rue d'Anjou

AGENCES : PARIS, 50, rue d'Anjou, Aix-en-Provence, Antibes, Aubagne, Béziers, BORDEAUX, CANNES, Cette, La Clotat, Fréjus, Grasse, MARSEILLE, Menton, MONTPELLIER, Monte-Carlo, NICE, Salon, Vichy et dans les principales villes et localités de l'Algérie et de la Tunisie.

AU MAROC : CASABLANCA, Azemmour, Ber Rechid, Fez, Kénitra, Larache, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oudjda, Ouézzan, Petitjean, Rabat, Saï, Sale, TANGER, Taza.

CORRESPONDANTS DANS TOUTES AUTRES VILLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE, DE BOURSE ET DE CHANGE

Comptes de dépôts à vue et à préavis. Dépôts à échéance. Escompte et encaissement de tous effets. Crédits de campagne. Prêts sur marchandises. Emprunts de fonds. Opérations de titres. Baris de titres. Souscriptions. Paiements de coupons. Opérations de change. Locations de compartiments de coffres-forts. Emission de chèques et de lettres de crédit sur tous pays.

BANK OF BRITISH WEST AFRICA Ltd.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : Londres

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Casablanca, Fez, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise — Casablanca
Bureaux à louer

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel n° 741 en date du 4 janvier 1927,

dont les pages sont numérotées de 1 à 60 inclus.

L'imprimeur.

Vu pour la légalisation de la signature

de M.

, chef de l'Exploitation de l'Imprimerie

Officielle, apposée ci-contre.

Rabat, le..... 192...